

Romain Kroës

# **L'ILLUSION CAPITALOCENTRISTE**

son empire, **ses phobies**, son agonie

*On doit se demander en quoi consiste la force interne de ces doctrines et à quelles circonstances elles doivent cette efficacité indépendante du contrôle de la raison.*

Sigmund Freud, *L'avenir d'une illusion*

## Sommaire

Introduction .....	1
Un concept historiquement et universellement stérile .....	4
Une tragédie intellectuelle .....	4
D'où vient l'argent de la « plus-value » ? .....	6
Conséquences sur la théorie marxiste .....	7
Conséquences intellectuelles postmarxistes.....	9
Les fondements du capitalocentrisme .....	12
La « valeur » et le temps .....	12
De l'épargne au capital.....	13
Une automystification digne du géocentrisme .....	14
Le PIB mis au service du dogme.....	16
De la rationalité au service d'un délire.....	19
L'« inflation », ou la manifestation du coût écologique.....	20
Une leçon de Weimar.....	20
Un crash théorique non encore assumé .....	21
Il n'y a pas « fin du travail », mais finitude des ressources accessibles .....	23
La finitude des ressources environnementales, premier facteur d'« inflation ».....	25
Déni de réalité.....	26
Coût du travail et compétitivité .....	28
Coût du travail et productivité.....	28
Compétitivité .....	28
Partage conflictuel de la consommation.....	30
De la valeur-or à la valeur-capital .....	31
La fiction du dollar-or .....	31
L'agonie de la « relique barbare » .....	33
Remplacement de la valeur-or par la valeur-capital.....	33
De la confusion entre l'économie et la finance .....	35
Capital et création monétaire.....	35
Dernier acte : une parité fixe de l'action au billet .....	36
Le crédit doit être gagé sur le développement économique et non sur l'épargne .....	37
Dettes publiques et capitalocentrisme .....	39
La dette publique .....	40

Une dette sacrificielle.....	40
Une dette artificielle .....	42
C'est toujours la banque centrale qui finance l'État .....	43
L'État n'est pas mortel .....	44
Dette interne et dette extérieure .....	45
Les banques détournées de leur métier.....	47
La mission contradictoire des banques centrales.....	47
Les banques entre le dogme et la réalité .....	49
Recapitalisation contre refinancement.....	50
Le mystère de la multiplication des pains, au secours d'une impuissance intellectuelle .....	51
Quand les banques avaient pouvoir de créer de la monnaie.....	52
Démystification de la « planche à billets » .....	53
Les crises du modèle.....	55
Hausse des prix sans inflation.....	55
L'esclavage pour dettes.....	56
Compétitivité et délocalisations à Rome.....	57
L'Europe sous la dictature du mythe .....	59
Le combat du mythe et de la réalité dans le monde anglo-saxon .....	60
Une leçon d'Argentine.....	63
Un syndrome plurimillénaire.....	66
Un modèle financier hors du temps et de l'espace .....	68
Le modèle est toujours une fiction .....	68
Une révolution théorique inachevée .....	70
Renversement du modèle capitalocentriste .....	71
Sortie de crise.....	74
Neutralisation politique de la compétitivité par le coût du travail.....	76
Dévaluation en régime de changes flottants.....	78
Le coût du capital .....	79
Inanité de la « stratégie de l'offre » .....	80
L'ultime facteur critique .....	81
Annexes.....	83
Annexe 1 : Mesure et portée de la période de production.....	84
Annexe 2 : Limite de la productivité.....	88
Annexe 3 : Dévaluation en régime de changes flottants .....	90

## Introduction

Il y a environ deux mille deux cents ans, alors que les hommes croyaient que le soleil tourne autour de la Terre, un astronome du nom d'Aristarcus, originaire de l'île de Samos, découvrait l'héliocentrisme. La majeure partie de ses écrits ayant disparu dans l'incendie de la bibliothèque d'Alexandrie, cette découverte a été transmise à la postérité par Plutarque et Archimède.

Mais de son vivant elle était connue, au moins des philosophes. Plutarque rapporte en effet que le stoïcien Cléanthe, qu'il qualifie de « bigot notoire », voulut qu'Aristarque fût traduit devant un tribunal pour avoir prétendu que la demeure des dieux est un objet errant. Les anciens Grecs croyaient que les dieux habitaient la Terre, sur le mont Athos, et « planète » vient de *planètès* qui signifie errant, vagabond. On ne sait pas si les accusations de Cléanthe furent ou non suivies d'effets. Toujours est-il que les astronomes, comme si de rien n'était, continuèrent de révérencieusement situer la Terre au centre du cosmos.

C'est seulement près de vingt siècles plus tard, qu'un certain Copernic, exhumant le *Crible* d'Archimède, reprit la découverte d'Aristarque à son compte. En fait, il ne cite Archimède que dans la première version de son *De revolutionibus* et l'oublie dans la seconde version. Quoi qu'il en soit, c'était courageux de sa part, car à cette époque nul ne doutait que Dieu n'eût placé sa créature préférée ailleurs qu'au centre de l'univers. Et il fallut bien deux siècles aux chrétiens, après Copernic, pour que peu à peu ils se résolvent à ne plus résider au centre du monde.

Ce que révèle cette histoire dans l'Histoire, c'est la remarquable faculté qu'ont les hommes de se laisser aveugler collectivement et durablement par une illusion anthropocentriste. Surtout lorsque l'immédiate évidence vient l'appuyer. N'est-il pas évident, en effet, si l'on se contente de lever les yeux au ciel, que le soleil tourne autour de la terre ? Eh bien ! voici qu'en économie nous assistons aujourd'hui à un aveuglement collectif tout aussi durablement obstiné que le fut le géocentrisme. Nous l'appellerons le « capitalocentrisme ». D'un point de vue strictement économique, ce concept sera substitué, et ce sera justifié, à celui de « capitalisme ».

En 1914, dans un ouvrage intitulé *Work and Wealth*, John Atkinson Hobson prétend que l'épargne n'est ni une vertu, ni un

sacrifice. Ce qui lui vaut une interdiction d'enseigner à l'université de Londres. Vingt-deux ans plus tard, John Maynard Keynes, reprenant à son compte la thèse de Hobson dont il cite la mésaventure, découvre que c'est l'investissement qui nourrit l'épargne, à partir d'une création monétaire *ex nihilo*, et non pas l'inverse. Les gardiens de la foi l'accusent alors d'attenter à la « respectabilité de l'épargne » et lui dénie le titre d'économiste. Puis considérant sans doute l'incident comme clos, la théorie économique, toutes écoles et chapelles confondues, a continué en toute piété de placer le capital, fondé sur l'épargne, au centre de l'économie en tant que source de l'investissement.

Pourtant, lorsqu'ils établissent une comptabilité, soit à l'échelle d'une entreprise, soit à celle d'une nation, les gestionnaires ne placent pas le capital au centre mais le rangent dans un « compte satellite ». La partie centrale demeure quant à elle occupée par le compte d'exploitation, c'est-à-dire la production, le travail. Nous rencontrerons d'autres exemples de ce phénomène de clivage du contenu de conscience, inhérent à l'illusion capitalocentriste.

Comme le géocentrisme plaçait les hommes au centre de l'espace, le capitalocentrisme leur attribue la maîtrise du temps par l'accumulation fétichiste de la « valeur ». Ce fantasme de toute-puissance est la réponse ancestrale à l'angoisse existentielle de l'humanité devant le futur et l'éternité. Quant à l'évidence trompeuse, elle résulte ici d'une ambiguïté du concept de capital.

Tant qu'il s'agit de l'accumulation de la valeur, c'est du capital financier que l'on parle. Mais on appelle également « capital » les installations et ressources productives : les usines, les mines, la terre etc. Ces moyens matériels viennent d'une acquisition préalable, indispensable au départ d'un cycle de production-consommation. Et cette indiscutable antériorité est spontanément attribuée au capital financier, tant elle conforte le présupposé capitalocentriste. De même qu'il faut disposer d'une base matérielle au départ de toute mise en chantier d'un produit, de même suppose-t-on indispensable, à l'investissement monétaire qui mobilise le travail nécessaire, l'accumulation préalable d'une épargne financière.

Nous verrons qu'ayant hérité de ce théorème, mais ayant néanmoins innové en raisonnant sur la base d'une économie monétaire, Marx s'est heurté à une contradiction qu'il n'a jamais pu surmonter et qui constitue toujours, bien qu'encore ignorée des économistes, la contradiction fondamentale de la pensée économique.

L'accumulation de la valeur suppose sa conservation, sans quoi le futur demeure aléatoire. Or, il est deux aléas qui jalonnent et hantent l'histoire économique depuis ses origines : « l'inflation » et l'insolvabilité de la « dette ». C'est-à-dire une perte de valeur accumulée, et donc une perte de pouvoir sur le futur. Une véritable hantise collective, associée à un sentiment général de culpabilité, dont les conséquences sur la théorie et la politique économiques, ainsi que sur les comportements sociaux, sont catastrophiques.

C'est d'abord la stratégie dite de « lutte contre l'inflation » qui en réalité déprime l'activité et perpétue la crise. C'est ensuite l'obligation faite aux États de s'endetter envers le capital plutôt que directement auprès de la banque centrale, les exposant ainsi aux bourrasques spéculatives. Les gouvernements sont alors poussés à comprimer les dépenses publiques pour contenir une dette insolvable, provoquant ainsi chômage et délitement du tissu économique et social. Enfin, clivées entre le désir de bien-être et la culpabilité vis-à-vis de la « dette » et de « l'inflation », les populations subissent majoritairement la « rigueur » avec résignation.

Nous verrons qu'en réalité la « dette » est artificielle, et que « l'inflation » structurelle et cumulative a pour origine la hausse irréversible des coûts d'exploitation de l'écosystème, en raison de la finitude des ressources accessibles. Nous verrons également que c'est en dernier ressort ce phénomène, que les gestionnaires ressentent comme relevant du prix salarial et social du travail.

Grâce à l'exutoire offert à ses crises récurrentes, par l'expansion géographique et sociologique, le modèle capitalocentriste a pu longtemps entretenir l'illusion de son adéquation au réel. Mais au stade de la « mondialisation » achevée, la divergence est devenue flagrante. Le capitalocentrisme est la dernière illusion anthropocentriste, et la question n'est plus maintenant de savoir si ce modèle va mourir, mais s'il emportera ou non la civilisation avec lui dans sa tombe.

L'éventuelle sortie de crise passe donc d'abord par un renversement du modèle capitalocentriste, c'est-à-dire une adaptation de la finance à l'économie au lieu que ce soit actuellement l'inverse. Le rôle central est alors tenu par le travail, ainsi que par le coût écologique encore ignoré de l'équation économique. Nous verrons que cette opération permet de clarifier en termes scientifiques, et non pas normatifs, les questions de la dette, de l'inflation, du « coût du travail », de la croissance et de la décroissance. Une vérification statistique est produite en annexes.

## Un concept historiquement et universellement stérile

Où l'on découvre la contradiction qui empêcha Marx de terminer *Le Capital* et neutralise encore l'analyse économique, qu'elle soit marxiste, néoclassique ou postmarxiste.

Le concept de « capitalisme » ne bénéficie d'aucune définition précise unanimement partagée. Tournant autour des modes de propriété et des relations entre patronat et salariés, les diverses définitions sont plutôt sociologiques et juridiques que strictement économiques. Si bien qu'on est amené à distinguer plusieurs sortes de « capitalisme » dans le temps et l'espace : l'asiatique, le méditerranéen, le rhénan, le fordien, etc. Le dernier en date est le financier. Le capitalisme, déjà « consumériste », « de marché » et « néolibéral », se serait aujourd'hui « financiarisé ».

Il y aurait eu un capitalisme d'entrepreneurs, familial, finalement supplanté par un capitalisme financier. En fait, ce ne sont là que superficialités. Ainsi que ce sera démontré au cours de cet ouvrage, l'économie des civilisations urbaines a toujours été gérée sur le principe de l'accumulation de « valeurs », c'est-à-dire qu'elle fut et demeure toujours financiarisée. Marx en eut si bien l'intuition, que loin de se contenter de la conception classique d'une « plus-value » contenue dans la marchandise, il a cherché à l'extérioriser en termes monétaires, postulant ainsi une accumulation financière.

Ce faisant, il s'est heurté à une contradiction dont il n'a jamais trouvé l'issue et qui l'a finalement conduit à abandonner, selon le témoignage d'Engels, les livres 2 et 3 de *Das Kapital* à l'état de brouillon quatorze ans avant sa mort. Et ce, comme l'a compris la première Rosa Luxemburg, sans avoir jamais pu expliquer le mécanisme de « la reproduction élargie du capital » dont il avait maintes fois annoncé la solution. Le blocage auquel Marx s'est heurté n'est autre que le capitalocentrisme. Il a prophétisé la fin du « capitalisme », mais n'a jamais remis en question le dogme classique selon lequel le capital serait la source de l'investissement monétaire mobilisant la force de travail.

## Une tragédie intellectuelle

Que Marx se soit heurté à une contradiction qu'il n'a pu surmonter, on en a la preuve par son étrange comportement à l'égard de la publication de son œuvre. Dans une lettre à Engels

datée du 31 juillet 1865, il estime très proche l'achèvement du *Capital*. Il ne manque plus, écrit-il, que trois chapitres pour terminer la partie théorique (les trois premiers livres). Ne restera donc plus, ajoute-t-il, que la partie historico-littéraire (le quatrième livre) qui sera « la plus facile », car alors « toutes les questions seront résolues ». Mais il ne veut rien faire imprimer, conclut-il, tant qu'il n'aura pas devant lui « l'ensemble achevé »<sup>1</sup>.

En fait, sous la pression de son entourage, de l'éditeur et des nécessités matérielles, Marx a fait une entorse au principe affirmé ci-dessus, en autorisant la publication du Livre 1 (1867) et de ses traductions. Mais il ne recommença jamais. Quelque seize années plus tard, alors que disparaissait le fondateur du Mouvement ouvrier, les « trois chapitres » n'étaient toujours pas écrits, la « partie théorique » n'était pas achevée. Dans une lettre à Lavrov datée du 2 avril 1883, en français, Engels confirme l'insatisfaction intellectuelle de Marx relativement à son œuvre jusqu'à l'heure de sa mort :

*« (...) Demain j'aurai enfin le temps de dédier quelques heures à passer en revue tous les manuscrits que le Mohr [Maure, surnom de Marx pour ses proches] nous a laissés (...) Mais il nous cachait toujours l'état de ses travaux ; il savait qu'une fois prévenus de ce qu'il y avait de prêt, on l'aurait violé jusqu'à ce qu'il eût consenti à la publication (...) »*<sup>2</sup>

Puis Engels découvre que Marx a abandonné la majeure partie des livres II et III du *Capital* en état d'inachèvement quatorze ans avant sa mort. Il le révèle dans deux lettres. L'une à Kautsky datée du 18 septembre 1883, où il qualifie la plus grande partie du livre II de « véritable brouillon »<sup>3</sup>. L'autre à Lavrov datée du 28 janvier 1884 :

*« (...) Le troisième livre : la production capitaliste considérée dans sa totalité existe en deux rédactions d'avant 1869 ; plus tard, il n'y a que quelques notes et tout un cahier d'équations pour calculer les raisons multiples suivant lesquelles le Mehrwertssrate [taux de plus-value] se change en Profitrate [taux de profit](...) »*<sup>4</sup>

Le livre III ne sera finalement publié qu'en 1894, onze ans après la mort de Marx, au prix d'un travail acharné d'Engels tant l'ouvrage était loin de son écriture définitive. Engels nous révèle donc que cette interruption s'est produite au moment de résoudre le problème de la transformation du « taux de plus-value » en « taux de

<sup>1</sup> Marx/Engels Werke, Schriften und Artikel (3), Band 31, Berlin, Karl Dietz, 1986.

<sup>2</sup> Lettres sur le Capital, Paris, Ed. Soc., 1964

<sup>3</sup> Marx/Engels Werke, Band 36.

<sup>4</sup> Lettres sur le Capital, ouv. déjà cité.

profit », c'est-à-dire l'accumulation de la « plus-value » au capital. Le cahier d'équations prouve que Marx a désespérément cherché une loi mathématique de l'accumulation, et que n'ayant pas réussi il a préféré ne pas poursuivre au-delà.

Pressé par son entourage de publier ses écrits, le « *Mohr* » aurait pu brouiller la contradiction par une pirouette, comme aujourd'hui n'importe quel charlatan à la mode dans les médias. En refusant cette facilité, il nous a légué une grande leçon de probité intellectuelle. Mais ceux qui se prétendent ses héritiers n'ont toujours pas reçu le message. Continuant de théoriser sur une base prétendument « marxiste » qui n'existe pas, ils attribuent à la mort, contre toutes les preuves, contre le témoignage d'Engels lui-même, l'état inachevé de *Das Kapital*. Il est vrai que Rosa Luxemburg elle-même le croyait. Mais elle ne pouvait pas avoir lu la correspondance de Marx et Engels. Et au moins a-t-elle fait preuve, elle, d'esprit critique, en comprenant que Marx n'avait pas expliqué le mécanisme de la « reproduction élargie ».

### D'où vient l'argent de la « plus-value » ?

Marx n'aimait pas l'explication comportementaliste aujourd'hui encore en honneur. Il s'y résignait, mais après maintes tentatives d'y échapper. Ainsi présente-t-il le « capitaliste » non pas comme un individu possédant un libre arbitre mû par sa cupidité, mais comme un « esclave de son capital »<sup>5</sup>. Derrière cet étonnant recours à la conception calviniste, on voit bien quelle était la préférence de Marx. Il voulait rapporter l'« exploitation capitaliste » à un système s'imposant à tous, y compris aux « capitalistes ». Ce qui entrainait en contradiction avec la prépondérance de la lutte des classes, qui domine son œuvre. Ou bien la raison princeps du désordre est la domination d'une classe sur une autre, ou bien cette indéniable évidence n'est qu'une conséquence du système. Marx n'a jamais pu sortir de ce dilemme, à cause du lourd héritage qu'il avait reçu de Smith et Ricardo.

Pour bien comprendre cette contradiction, il faut en effet se souvenir que Marx est entré en économie par la lecture de Smith et Ricardo. Non pas qu'il ait adopté les délires de Smith sur l'homme naturellement mercantile et la « main invisible ». Mais il en a retenu le circuit de la valeur conforme à la morale et à l'empirisme humiens, aujourd'hui encore enseigné à l'université et présupposé par les stratèges, alors même que le développement de sa théorie tendait à inverser ce circuit.

<sup>5</sup> *Das Kapital*, dritter Band, Berlin, Dietz Verlag, 1963, S.253-254.

Les économistes classiques n'accordaient à la monnaie qu'un rôle neutre et transparent. Il leur était donc théoriquement facile d'imaginer que les marchandises échangées contenaient intrinsèquement un supplément de valeur, dû au travail ajouté et constituant le « profit ». Marx a hérité de cette théorie, mais il a entrepris quelque chose de nouveau par rapport à ses prédécesseurs. Préfigurant l'économétrie (mesure économique) qu'allaient développer ses successeurs, il raisonnait dans le cadre d'une économie monétaire et d'une accumulation fondée sur la valeur exprimée en unités monétaires.

Et c'est là que commence son tourment. Car « d'où vient l'argent de la plus-value » ? Quand il autorise la publication du premier livre de *Das Kapital*, il est persuadé qu'il pourra répondre ultérieurement à cette question. Mais il n'y parvient pas. Dans un premier temps, il cherche une issue dans l'élargissement de la question : « *d'où vient l'argent permettant de réaliser toute la valeur contenue dans la marchandise ?* »<sup>6</sup> Mais ce qui fait problème, c'est toujours la monétisation de la partie « plus-value » de la marchandise.

Marx tente alors diverses solutions qui ne le satisfont pas, puis il reporte le problème sur les producteurs d'or. Il sera toujours persuadé, comme ses contemporains, que la monnaie est représentative d'une certaine quantité d'or, ce qui était une illusion ainsi que l'a démontré par la suite Robert Triffin à partir des archives de la Banque d'Angleterre<sup>7</sup>. Il n'est d'ailleurs pas plus satisfait par cette hypothèse, et continue de ruminer la question de la réalisation monétaire de la « plus-value » jusque dans les derniers chapitres du livre 3 (selon la structure adoptée par Engels), sans succès.

### Conséquences sur la théorie marxiste

Postuler que le capital avance l'investissement qui mobilise la force de travail pour en tirer un profit, c'est supposer que dans les chiffres d'affaires le profit s'additionne aux dépenses en capital. On doit donc le voir apparaître dans le compte d'exploitation annuel de chaque entreprise où s'additionnent en effet les amortissements de capital fixe, les dépenses autres que salariales, les salaires et cotisations patronales, les taxes et enfin les bénéfices. Marx généralise cette équation comptable au niveau de la production globale qu'il partage en trois rubriques. Il regroupe toutes les

<sup>6</sup> *Das Kapital*, zweiter Band, Berlin, Dietz Verlag, 1963, S.469.

<sup>7</sup> The Evolution of the International Monetary System: Historical Reappraisal and Future Perspectives, *Princeton Studies in International Finance*, n°12, Princeton International Finance Section, 1964.

dépenses non salariales dans une rubrique appelée « capital constant », les dépenses salariales dans une rubrique intitulée « capital variable », et le reste sous l'étiquette « profit » :

$$\text{Valeur globale} = \text{capital constant} + \text{capital variable} + \text{profit}^8$$

La catégorie « capital constant » est absolument essentielle à la théorie marxiste, afin de ne pas faire apparaître les dépenses qu'il recouvre (formations de capital fixe + dépenses non-salariales) comme un coût qui s'imputerait au profit. Sinon, la « plus-value » attribuée au travail sert, comme le postule l'économie classique et néoclassique, à renouveler et accroître l'outil de production, et au salaire normal des employeurs. L'« exploitation capitaliste » devient alors marginale, ne résultant plus que d'excès patronaux motivés par la cupidité et renvoyant ainsi le désordre à la métaphysique de la « nature humaine » où s'enlise toute tentative de théoriser le capitalocentrisme.

Hélas, à l'échelle économique globale, le « capital constant » disparaît de l'équation. Dans la comptabilité de chaque entreprise, il regroupe bien les dépenses en direction d'autres entreprises. Mais si toutes les entreprises ont des fournisseurs, l'ensemble des entreprises n'en a pas, puisque les fournisseurs sont tous des entreprises appartenant à cet ensemble. Nous reviendrons plus en détail sur cette conclusion, dans le sous-chapitre révélant la manipulation de la structure du PIB dans le but d'y faire artificiellement apparaître l'épargne.

Si le « capital constant » disparaît de la comptabilité globale, il ne reste donc plus que les rémunérations du travail et du capital. L'équation marxiste de la « valeur » s'en trouve détruite. Mais la théorie classique et néoclassique également, car si le capital avance les salaires pour en tirer un profit qui viendrait en sus, la question demeure : d'où vient la monnaie correspondant à ce profit ?

Dans cette défaite des deux pensées, le vice originel est le capitalocentrisme : la croyance selon laquelle le capital avancerait l'investissement monétaire qui mobilise la force de travail. Le problème est résolu, si l'on inverse le circuit capitalocentriste. Nous verrons qu'alors l'investissement provient de la création monétaire *ex nihilo*, et que le profit du capital n'est autre, globalement, que l'investissement lui-même, lors de son retour à l'identique au moment du désendettement. Ainsi, la « plus-value » ne provient-elle

---

<sup>8</sup> En toute rigueur, c'est le terme « plus-value » qui apparaît dans l'équation marxiste de la valeur globale. Le « profit » est un quantum de cette plus-value globale, attribué à chaque unité de capital par le « taux de profit général ». Mais globalement, la somme des plus-values est bien identique à celle des profits.

pas du travail individuel qui renouvelle la production, mais de la mobilisation d'une force de travail additionnelle en vue d'une production additionnelle. Quant à la rémunération du capital, ce n'est qu'un tribut, inclus dans l'investissement global et qui en alourdit le coût.

Se pose alors la question de l'évaluation des « valeurs » accumulées. Marx et les classiques en sont d'accord : l'évaluation est révélée sur les marchés, par l'acte de l'échange. Une autre question alors surgit : sont-ce des valeurs préalables à l'échange, ou déterminées par l'échange ?

D'un côté, l'équation marxiste est sans ambiguïté : elle postule une valeur issue de la production, préexistante à tout échange. Au « capital constant » près, l'équation classique ne dit pas autre chose. Mais d'un autre côté, la sanction des marchés, tant chez Marx que chez les classiques et les néo, s'exerce dans l'échange entre produits de consommation finale. Les théories existantes ignorent l'échange primordial entre l'amont et l'aval de la chaîne des transformations, entre l'écosystème et l'activité humaine. La valeur, ou « prix », n'est alors plus relative à la production, mais à la consommation. Pour comprendre cette contradiction, il faut d'une part se pencher sur la prégnance atavique de ce qu'exprime le capitalocentrisme et, d'autre part, intégrer la perception de la réalité économique à l'époque classique.

L'atavisme, que nous aurons encore l'occasion d'évoquer, c'est l'exorcisme, par l'accumulation de la « valeur », de l'angoisse existentielle de l'humanité devant le futur et l'éternité. D'autre part, à l'époque classique, nul ne conteste que les ressources naturelles soient gratuites. La finitude de ce potentiel n'entre pas dans l'équation économique (sauf pour Malthus<sup>9</sup>). Que reste-t-il, alors, pour déterminer la « valeur » ? Les marchés où s'exercent les comportements supposés rationnels des protagonistes. En résumé, les hommes seraient tout-puissants sur leur économie. On se demande, alors, pourquoi surviennent des crises dans lesquelles personne ne maîtrise plus rien. Ainsi Marx et l'économie classique ont-ils légué à la postérité une problématique qui se trouve encore dans l'attente de sa solution.

### **Conséquences intellectuelles postmarxistes**

Le premier legs de l'échec de Marx est la conviction universellement partagée que les politiques et relations économiques

---

<sup>9</sup> *An Essay on the Principle of Population*, London, J. Johnson, 1798.

résultent de conflits d'intérêts, c'est-à-dire de comportements rationnels. C'est à vrai dire une croyance qui vient du culte de la raison (*Aufklärung*), selon laquelle le rationnel serait la norme anthropologique et l'irrationnel un désordre pathologique ou moral. Marx en a lui-même hérité, mais son théorème sur le « profit maximum » l'a en quelque sorte relayée pour les domaines économique et social.

La pensée marxiste et postmarxiste déserte ainsi le terrain scientifique pour celui de la métaphysique comportementaliste. Elle rejoint en cela la théorie néoclassique des « anticipations rationnelles » dont il sera ultérieurement question. Cette dérive n'est pas sans conséquence politique immédiate. Elle enferme en effet le discours révolutionnaire dans une diatribe « anticapitaliste » très éloignée du contenu des consciences et de ce fait inapte à y trouver un écho susceptible de mobiliser une majorité de citoyens.

Le postmarxisme s'est préoccupé de la question de la réalisation monétaire de la plus-value, sans cependant la résoudre<sup>10</sup>. Contradictoirement, d'ailleurs, il s'est rangé à la définition matérialiste du capital fondée sur la machine, dans laquelle le capital financier ne serait qu'une « fonction spécifique »<sup>11</sup>. L'ambiguïté de la définition marxiste du capital, tantôt identifié aux moyens de production, tantôt source financière de l'investissement, a finalement basculé, sous l'influence de l'actualité des crises financières, dans la « financiarisation spéculative »<sup>12</sup>.

Marxistes et postmarxistes n'ont pas dépassé la théorie de la « baisse tendancielle du taux de profit », fondée sur l'argument d'une substitution du « travail mort » au « travail vivant ». C'est-à-dire un processus de remplacement du travail humain par celui des machines, dont l'hypothèse a conduit plusieurs auteurs à prophétiser la « fin du travail » et à expliquer ainsi, explicitement ou implicitement, la montée du chômage<sup>13</sup> couplée à un élargissement

---

<sup>10</sup> G. Deleuze et F. Guattari, *Capitalisme et Schizophrénie, l'anti-Œdipe*, Paris, Éditions de Minuit, 1972, pp.273, 279.

<sup>11</sup> Idem, p.268.

<sup>12</sup> B. Stiegler, *États de choc, bêtise et savoir au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Mille et une nuits, 2012, p.232.

<sup>13</sup> D. Méda, *Le Travail une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, 1995.

J. Rifkin, *La fin du travail*, Paris, La Découverte, 1996.

A. Gorz, *Métamorphoses du travail, critique de la raison économique*, Paris, Gallimard, 1988.

du consumérisme<sup>14</sup>. La fin du travail déboucherait donc sur une authentique prolétarianisation.

Le concept de « prolétariat » est ambigu chez Marx et Engels. D'une part, ils lui accolent l'adjectif « moderne », afin de le différencier de sa prime définition et de l'intégrer contradictoirement au procès de production. Les auteurs du *Manifeste* auraient pu parler plutôt parler d'une version moderne de l'esclavage, de nos jours d'ailleurs toujours observable. Ils ne le pouvaient pas, en raison de leur chronologie qui définit l'esclavage comme une période historique, suivie du servage puis révolue avec le salariat. Mais d'autre part, la thèse de la substitution du « travail mort » des machines au travail vivant tend à retrouver la prolétarianisation *stricto sensu*, en contradiction avec l'assimilation du prolétariat à la classe ouvrière<sup>15</sup>.

Hannah Arendt n'avait pas complètement tort d'affirmer que la coexistence d'une thèse présentant l'être humain comme engendré par le travail et d'une autre qui promet à l'homme de le libérer du travail constitue une contradiction « *qui traverse d'un trait rouge toute la pensée de Marx et que l'on ne rencontre pas moins dans le troisième volume du Capital que dans les écrits du jeune Marx* »<sup>16</sup>. Néanmoins, si dans *L'idéologie allemande* on rencontre en effet la formule non équivoque de « *l'abolition du travail* », Marx ne parlera par la suite que de « *l'abolition du travail salarié* ». Enfin, dans le Livre 3 du Capital, il ne parle plus que de « *la réduction de la journée de travail* »<sup>17</sup>. Toujours est-il que demeure le processus de cristallisation du travail vivant sur le capital fixe dont l'horizon est bel et bien la « fin du travail » et, par conséquent, la prolétarianisation au sens premier.

Rationalité des comportements économiques, « financiarisation » du « capitalisme » et « fin du travail » se retrouvent plus ou moins dans toutes les variantes de la pensée économique. Et ce, en raison d'un socle axiomatique commun : le *capitalocentrisme*.

---

<sup>14</sup> B. Stiegler, *Pour une nouvelle critique de l'économie politique*, Paris, Galilée, 2009, p.65.

<sup>15</sup> idem, p.57.

<sup>16</sup> Condition de l'homme moderne, Paris, Calmann-Lévy, p.196 de l'édition de 1983, p.150.

<sup>17</sup> *Das Kapital*, dritter Band, S. 828.

## Les fondements du capitalocentrisme

**Où l'on découvre que l'épargne n'est utile qu'aux épargnants, mais que pour ne pas être contraints de l'admettre les économistes ferment les yeux sur une manipulation de la structure du PIB de la Comptabilité Nationale.**

Par « capital », nous entendons ici strictement le capital financier, c'est-à-dire le principal de la dette du point de vue du créancier. Non que ce concept ne puisse être utilisé dans d'autres acceptions économiques, notamment à propos de l'outil de production. Mais la conviction que le capital se situerait au centre de l'économie, en tant que pourvoyeur de l'investissement mobilisant la force de travail, procède bien du capital financier. Son argument est le mythe de l'épargne et de la *valeur*.

### La « valeur » et le temps

Épargner le pain pour le lendemain. Épargner les forces pour prolonger la course. Épargner l'argent pour assurer l'avenir. L'épargne est associée à la maîtrise du temps. Ce qui est épargné *vaut* pour les temps à venir. L'économie classique et Marx eurent l'intuition de rapporter la « valeur », concept sans objet défini et suspendu dans l'attente d'une matérialisation, au temps. Mais c'est au temps du travail accompli qu'ils l'ont assimilée, c'est-à-dire à un temps non pas à venir mais passé.

Connaitre l'avenir à partir du passé connu, quoi de plus rassurant ? Faut-il s'étonner de ce que la plupart des fidèles des religions monothéistes croit encore aux « desseins de Dieu » et à la prédestination ? Ce n'est pas d'autre part un hasard, si les sciences plongent historiquement leurs racines dans la divination, comme en témoigne la littérature sumérienne<sup>18</sup>. Ce n'en est pas un non plus, si les modèles de prédiction financière reposent sur le principe d'une transposition probabiliste du passé.

Cette inversion de l'appropriation du temps entre passé et futur dispose d'un support matériel, preuve de l'immunité de la « valeur » au temps qui passe : l'or, qui en raison de ses qualités physiques s'est universellement imposé dans ce rôle.

---

<sup>18</sup> Bottéro J., « Divination et esprit scientifique », in *Mésopotamie*, Paris, Gallimard, 1987, pp.157-169.

L'on pense généralement que l'or tire sa valeur de sa rareté dans la nature. C'est encore une croyance erronée. Depuis le temps qu'on extrait ce métal indestructible des entrailles de la terre, les stocks existants, sans même parler de la joaillerie, permettraient probablement de faire circuler une monnaie d'or sur toute la planète. Mais chaque fois qu'on a tenté de mettre une monnaie d'or en circulation, elle s'est rapidement raréfiée. Ce fut d'ailleurs vrai de toutes les monnaies métalliques, d'or ou d'argent : la monnaie métallique ne circule pas, elle s'épargne, elle s'accumule. Comme le disait l'ancien premier ministre britannique Macmillan, l'or c'est ce qu'on extrait d'un trou pour l'enfourir dans d'autres trous.

Telle est donc ce qui fait la « rareté » de l'or : son accumulation systématique. Sa valeur est purement subjective. Elle exprime, en fonction des circonstances, tout ce que les hommes projettent dans ce fétiche imputrescible : l'incorruptibilité, la maîtrise du futur, voire de l'éternité.

### De l'épargne au capital

C'est sur le mythe de la valeur et de l'épargne, que le capital financier assoit sa légitimité. L'existence des sociétés par actions laisse en effet supposer que le capital émerge de la mobilisation de l'épargne individuelle. C'était d'ailleurs effectivement le cas au 17<sup>e</sup> siècle, quand les possesseurs de métal le déposaient à la banque contre des billets, avec lesquels ils se pourvoyaient sur les marchés boursiers. Sur la base de cette réalité historique, toute forme de capital est définie comme une épargne. En particulier, la dette publique, qui représente aujourd'hui une part prépondérante du capital financier, est présentée comme ayant été souscrite par des « épargnants », ce qui n'est que très partiellement vrai. En réalité, les créanciers de l'État sont essentiellement pour partie des banques et, pour une autre, des organismes et particuliers qui pour acquérir des obligations d'État ont souscrit des emprunts auprès de ces banques, lesquelles se sont ravitaillées, pour ce faire, auprès de la banque centrale émettrice de la monnaie légale.

Il n'y a en fait aucune commune mesure entre l'épargne des ménages, tirée des rémunérations individuelles, et l'accumulation financière. Cette dernière repose en effet sur la cotation des marchés, c'est-à-dire une virtualité. D'un côté, l'épargne est tirée des rémunérations, c'est-à-dire qu'elle est dépendante de la masse monétaire effectivement investie dans l'économie ; d'un autre côté, le capital financier tire sa valeur de lui-même, au travers des cotations sur ses marchés, indépendamment de la masse monétaire. Cette dualité se trouve à l'origine d'un grand écart idéologique.

L'épargne présente l'inconvénient majeur de dépendre de la création monétaire, laquelle est supposée « inflationniste » et nuit, par conséquent, à l'épargne. L'auto-valorisation du capital permet de sortir de cet imbroglio. Elle autorise en effet à attribuer au capital, bien qu'étant prétendument fondé sur l'épargne, l'origine de la création monétaire au moyen d'un supposé « multiplicateur » sur lequel nous reviendrons.

Tel est donc le sens de l'interdiction faite à la banque centrale de consentir crédits et découverts à l'État, obligeant ainsi celui-ci à s'endetter sur les marchés financiers. L'épargne demeure cependant le socle de légitimité du capital. Et ses laudateurs, bien qu'ils sachent pertinemment à quoi s'en tenir, ne perdent pas une occasion de mettre en avant les « petits épargnants », en leur conférant un rôle macroéconomique. Or, la liberté de choix entre épargne et consommation n'existe qu'au niveau de chaque épargnant. Au niveau comptable global, ainsi qu'on va le voir, elle n'existe plus.

### Une automystification digne du géocentrisme

Faute de pouvoir justifier scientifiquement le rôle économique des épargnants, la religion financière n'avance que des arguments d'ordre moral : la vertueuse épargne contre la diabolique dépense. Pour David Hume, la monnaie de crédit n'apporte que des « *encumbrances* »<sup>19</sup>. Hayek oppose à Keynes la « *respectabilité de l'épargne* »<sup>20</sup>.

Sous ces injonctions moralisantes, la quasi-totalité des économistes, des commentateurs, des politiciens et de l'opinion publique croit que l'épargne et la dépense demeurent concurrentielles à l'échelle globale. Quand les ménages épargnent ils dépensent moins, et réciproquement. Ce qui est vrai pour chaque ménage, mais faux pour l'ensemble des ménages, car dans le système bancaire ce qui est épargne pour les uns est consommation pour d'autres qui l'empruntent contre paiement d'intérêts. Les épargnants eux-mêmes sont dans une large mesure les consommateurs de leur propre épargne, quand ils échangent son nantissement contre un crédit. Enfin, l'épargne serait-elle rémunérée, si elle n'était pas employée quelque part en dépenses rémunératrices ?

<sup>19</sup> "Of Public Credit", 1777, in *Essays and Treatises on Several Subjects*, Londres / Edimbourg, T. Cadell / A. Donaldson & W. Creech, [phare.univ-paris1.fr](http://phare.univ-paris1.fr)

<sup>20</sup> Hayek, F. von, 1995, The paradox of savings, in *Contra Keynes and Cambridge*, Collected works, vol IX, London, Caldwell, p.75.

Il peut certes arriver que toute l'épargne ne trouve pas preneurs, mais cette circonstance est indépendante de la volonté des épargnants. Et elle ne saurait s'éterniser, car l'or et la pierre ne sont pas loin, pour l'absorber quand les placements ne rapportent rien. Au bilan monétaire global, il n'y a donc plus que de la consommation. Ce qui signifie qu'à ce niveau l'épargne n'intervient plus, et que par conséquent le capital ne mérite pas le rôle central que lui accordent encore toutes les théories existantes.

Pourtant, lorsqu'on examine la masse monétaire globalement mesurable dans l'espace bancaire, on observe bien un certain taux de rétention. Les mouvements bancaires n'offrent nullement le spectacle d'une précipitation instantanée des signes monétaires. Ceux-ci connaissent au contraire des périodes d'immobilité, que l'enseignement économique attribue à une mystérieuse « trappe à monnaie ». Ne serait-ce pas là la preuve qu'il subsiste bien une épargne au niveau global ?

En fait, la relative immobilité de la masse monétaire tient tout simplement à sa vitesse de rotation ; et cette dernière est fonction du rythme de la vie économique. Comme il n'y a pas de production instantanée, il faut un certain temps entre la mise en chantier d'un produit et sa réalisation. C'est ce que Marx appelle la « période de production ». Au début de la période, vient l'investissement qui est un endettement. A la fin de la période, vient la réalisation commerciale qui est un désendettement. Tel est le rythme de rotation de la masse monétaire effectivement investie dans l'économie. Ce qui apparaît alors comme une « épargne » est tout simplement la transformation temporisée des rémunérations en dépenses de consommation. Autrement dit, est épargnant(e) quiconque ne dépense pas son revenu le premier jour de la paie.

Certaines rémunérations sont en mesure d'être épargnées sur plus longtemps que la périodicité moyenne des rémunérations et des dépenses, mais cela signifie seulement qu'elles deviennent créancières de leurs semblables du seul fait de l'inégalité des revenus. Ce qui ne modifie pas le moins du monde le montant global de la masse monétaire effectivement investie dans l'économie. L'épargne n'est utile qu'aux épargnants. Ce qu'on appelle le « taux d'épargne financière des ménages » n'est autre qu'un indicateur de la période de rotation de la masse monétaire.

Tous les signes monétaires ne tournent évidemment pas à la même fréquence. Les amortissements et provisions des entreprises, destinés à des dépenses lourdes amortissables sur plus d'un exercice, connaissent les périodes les plus longues, tandis que les petites

transactions du quotidien reviennent au point de départ en des intervalles de temps très courts. Mais nous verrons que la période moyenne est une quasi constante.<sup>21</sup>

La différence entre épargne et consommation disparaît, par conséquent, à l'échelle globale ; et la comptabilité nationale doit donc faire justice du capitalocentrisme. Du moins le devrait-elle. Mais on se trouve là devant un cas historique d'automystification digne du géocentrisme. Car pour faire apparaître l'épargne au niveau macroéconomique, le Produit Intérieur Brut (PIB) est tout simplement et artificiellement gonflé. Cette opération constitue, comme on va le voir, un remarquable exemple de clivage du contenu de conscience de la part des comptables nationaux.

### Le PIB mis au service du dogme

A l'origine de la comptabilité nationale, le produit global était tout simplement la somme des chiffres d'affaires, appelée « Production ». Mais les comptables nationaux se sont vite aperçu que cette sommation comportait des doublons. Car les dépenses d'entreprises envers d'autres entreprises procèdent du chiffre d'affaires de ces dernières et sont donc comptées deux fois dans la simple addition des chiffres d'affaires des entreprises clientes et de leurs fournisseurs.

Soit par exemple l'ensemble *B* des magasins qui vendent des produits de consommation finale à la clientèle *A*. Dans leurs prix de vente, les magasins *B* facturent normalement à leurs clients *A* toutes leurs dépenses et rémunérations, sans quoi ils feraient rapidement faillite. Parmi leurs dépenses, figurent celles qui sont en direction de leurs fournisseurs *C*. Ceux-ci, à leur tour, facturent à *B* toutes leurs dépenses et rémunérations. L'ensemble *C* a lui-même toute une cascade de fournisseurs *D* qui facturent à *C* leurs dépenses et rémunérations. Finalement, le chiffre d'affaires de *D* se retrouve dans celui de *C* qui lui-même figure dans celui de *B* qui le facture aux consommateurs *A*. Par conséquent, si l'on se contente de faire la somme des chiffres d'affaires  $B+C+D$ , on compte trois fois *D*, deux fois *C* et une fois *B*.

Pour échapper à ce doublonnage, il suffit de séparer, dans chaque chiffre d'affaires, les dépenses des rémunérations directes. Les dépenses de chaque entreprise, hors taxes et rémunérations du travail et du capital, ressemblent comme on vient de le voir à une

<sup>21</sup> La période moyenne de rotation de la masse monétaire s'obtient par le quotient de l'agrégat monétaire M2 (comptes bancaires + monnaie manuelle) sur le flux des consommations annuelles du territoire considéré. Voir en annexe 1.

poupée russe. En fin de compte, ce que paient les acheteurs A, c'est la somme des rémunérations aux ménages de tout l'appareil productif. **Autrement dit, les consommateurs restituent à l'appareil productif le pouvoir d'achat qu'ils en ont reçu sous la forme de rémunérations aux ménages.** Telle est la rotation de la masse monétaire effectivement investie dans l'économie (réelle).

Certes, toutes les entreprises ont des fournisseurs, de sorte que leur compte d'exploitation, outre les rémunérations du travail et du capital, laisse nécessairement apparaître un poste dépenses et une partie « brute » : les amortissements. Mais l'ensemble des entreprises n'en a pas, puisque les fournisseurs y sont inclus. Le produit global se réduit donc aux rémunérations multiformes des ménages, tant l'économie humaine n'a pas d'autre finalité que la consommation des hommes, à travers tous ses « système » possibles. Pour mesurer le produit global, il convient donc d'évacuer, de la somme des chiffres d'affaires, toutes les dépenses d'entreprises envers d'autres entreprises.

Aussi la comptabilité nationale a-t-elle fini par délivrer des séries statistiques dont sont exclues certaines « Consommations Intermédiaires » correspondant au doublonnage. Mais une partie seulement des dépenses d'entreprises envers d'autres entreprises est prise en considération, celle qui est amortissable sur moins d'un an. Les dépenses amortissables sur plus d'un an sont maintenues et de ce fait comptées deux fois : une fois en emploi dans le chiffre d'affaires des entreprises clientes et une autre fois en ressources dans celui des fournisseurs.

Les dépenses d'entreprises ne s'effectuent pas de la même manière, il est vrai, selon qu'elles sont amortissables sur un ou plusieurs exercices. Au-delà de l'exercice comptable annuel, elles apparaissent virtuellement dans la rubrique amortissements et provisions. Mais le montant n'en est pas conservé dans une cassette. Il est transformé en « produits financiers » et participe ainsi au crédit mutuel, grâce auquel les entreprises qui doivent renouveler tout ou partie de leur « capital fixe », cette année-là, peuvent en effectuer la dépense. Quand l'entreprise qui a capitalisé ses amortissements et provisions doit à son tour investir dans le renouvellement de son « capital fixe », elle a la latitude soit de revendre ses créances, soit d'obtenir un crédit contre leur nantissement. Enfin, si l'investissement en « capital fixe » dépasse les moyens monétaires existants, c'est la banque centrale qui en dernier ressort supplée à la demande.

Globalement, par conséquent, la dépense amortissable sur plus d'un exercice annuel a même statut que celle qui s'amortit sur moins d'un an et doit, à l'égal de cette dernière, être évacuée du PIB avec les « Consommations intermédiaires ». Comme elles ne le sont actuellement pas, le Produit Intérieur Brut délivré par les comptes nationaux est redondant : sa partie « Brute » est superfétatoire.<sup>22</sup>

On ne peut certes pas accuser les comptes nationaux d'avoir commis une erreur de comptabilité. La raison de l'incongruité est ailleurs. Elle est d'ordre idéologique et sémantique. L'idéologie découle du dogme selon lequel l'épargne se trouve à l'origine de l'investissement. Puis le vocabulaire est mis en conformité avec cette vérité princeps. Le concept d'« investissement » est arbitrairement réduit à la partie redondante du PIB, c'est-à-dire les dépenses amortissables sur plus d'un an. Les autres sont traitées comme de vulgaires « dépenses de consommation ». Comme si l'achat d'un outil dont l'usage n'excède pas une année n'était pas un investissement productif. Comme si les dépenses d'énergie et autres consommables industriels ou agricoles ne constituaient pas des dépenses d'investissement.

La comptabilité nationale s'appuie donc sur l'équation suivante :

$$PIB = Investissements + Consommations$$

Du point de vue des épargnants, dont le libre choix est artificiellement conservé au niveau global, l'équation s'écrit :

$$PIB = Épargne + Consommations$$

D'où l'on conclut, de manière complètement tautologique puisque c'était le présupposé de départ :

$$Épargne = Investissements$$

On doit hélas cette équation, qui se trouve à la base des comptabilités nationales, à Keynes qui contredisait ainsi son renversement de l'ordre de détermination entre épargne et investissement. Mais peut-on le lui reprocher, sachant la volée de bois vert qui lui fut administrée par les gardiens de la foi qui lui refusèrent même le titre d'économiste, alors que ses idées étaient

---

<sup>22</sup> S'il reste encore quelque « économiste » pour n'en être pas convaincu, il peut avec profit se livrer à l'expérience suivante. Prendre un PIB annuel, le décomposer en deux produits semestriels sur le principe de la séparation des dépenses amortissables en-deçà et au-delà de six mois. Faire la somme des deux PIB semestriels. Et là, surprise, constater que cette somme est supérieure au PIB annuellement comptabilisé, pour une même production.

vérifiées par le *New deal* après 1933 et allaient inspirer les politiques de développement de l'après-guerre ? Toujours est-il que cette formule tautologique a fourni au capitalocentrisme la base rationalisante qui lui manquait.

### De la rationalité au service d'un délire

A l'origine, la comptabilité nationale devait être une comptabilité économique. En introduisant artificiellement l'épargne dans la structure du PIB, on a détourné cet instrument. L'économie (« réelle ») est désormais ignorée, au profit de la finance. Le modèle financier, pure construction intellectuelle, pure virtualité, s'est substitué à la réalité. Les plans d'entreprise sont abandonnés au profit du cours de l'action, seul paramètre de pilotage. Il n'y a plus aucune planification nationale ou régionale. Le critère de gestion, à cette échelle, n'est plus que la « dette ».

Qu'il existe une main-d'œuvre suffisante, les sources d'énergie, moyens de production et stocks de consommables nécessaires, n'entre plus en ligne de compte. Tout est traité en termes financiers. Des besoins criants et urgents se manifestent-ils ? Les moyens matériels et humains d'y répondre sont-ils là ? Qu'importe ! Ce qui compte, c'est « combien ça coûte ». Et comme l'injection de monnaie dans l'économie est artificiellement restreinte, « ça coûte » toujours trop.

Voilà donc, avec la manipulation du PIB, un exemple de la perversion de la raison quand elle se met au service d'un pur produit de l'imaginaire. Chacun voit et chacun sait, que la réduction des dépenses publiques conduit à la récession, mais rien n'y fait. Sous l'effet d'une politique motivée par la double phobie de la « dette » et de « l'inflation », le chômage augmente, les inégalités progressent, le tissu social se délite. Mais enfermés dans leur fantasme, les gouvernants ne voient même pas la contradiction qui clive leur propre conscience entre leurs professions de foi démocratiques et leur soumission tant à des règles technocratiques, qu'au « jugement » supposé des « marchés ».

## L'« inflation », ou la manifestation du coût écologique

**Où l'on prouve que la hausse des prix précède l'inflation monétaire, que la controverse sur l'avenir du travail résulte d'un oubli, dans l'équation économique, de la finitude des ressources accessibles, et que la dévalorisation irréversible des monnaies est une conséquence de ce paramètre essentiel.**

Il y a environ quatre-vingts ans, John Maynard Keynes a découvert que c'est l'investissement qui nourrit l'épargne, à partir de la création de monnaie, et non l'inverse<sup>23</sup>. De fait, l'épargne ne peut être prélevée que sur la masse monétaire déjà mise en circulation. Mais cette découverte, qui renverse le capitalocentrisme, est toujours ignorée de l'enseignement, de la gestion et des politiques économiques. Et ce, du fait de la phobie de « l'inflation », elle-même consécutive à la croyance capitalocentriste. Les plus lucides d'entre les économistes certes en relativisent le « danger » et le placent loin derrière le chômage. Mais ils ne nient pas que ce soit un mal, simplement moins immédiat.

L'épargne ayant été mise au centre de l'économie au moyen d'un artifice, la première conséquence en est la priorité à la « lutte contre l'inflation ». Si en effet l'épargne nourrit l'investissement, et donc l'économie, il est primordial de protéger son pouvoir d'achat que la hausse des prix érode. Logique. Mais, ainsi qu'on va le voir, complètement erroné.

### Une leçon de Weimar

Ainsi que l'a démontré Joan Robinson, peu après la fulgurance de Keynes à propos de l'ordre de détermination entre épargne et investissement, c'est la hausse des prix qui gouverne la demande de monnaie et non la quantité de monnaie offerte qui détermine le niveau des prix<sup>24</sup>. Mais les économistes, politiciens et commentateurs demeurent tétanisés par l'inflation allemande du début des années 1920. Ils croient encore que c'est un gonflement exagéré de la masse monétaire qui fut responsable de la hausse

<sup>23</sup> Keynes, J.M., *General Theory*, London, Macmillan, 1974, p. 82-85.

<sup>24</sup> *The Economics of imperfect competition*, London, Macmillan, 1946, p. 237.

vertigineuse du prix du pain. C'est exactement l'inverse qui est historiquement vrai.

A l'issue de la première Guerre mondiale, la République de Weimar était hautement dépendante de ses importations alimentaires, en particulier du blé américain qu'il fallait payer en dollars ou en or. Elle ne pouvait fournir une contrepartie industrielle à l'export, car la France occupait le bassin industriel rhénan. De sorte que sur le marché des changes le mark ne cessait de se dévaluer face au dollar. Pour la population allemande, cela se traduisait par l'enchérissement du pain. Le gouvernement social-démocrate de l'époque disposait alors de deux solutions : ou bien laisser les prix stabiliser la consommation et donc les importations, condamnant ainsi la population à la famine, ou bien rétablir à peu près le pouvoir d'achat des salaires et pensions, sacrifiant ainsi le taux de change. De deux maux, il a choisi le moindre. Et nous pouvons donc conclure que cette inflation monétaire légendaire fut la conséquence et non pas la cause d'une hausse des prix.

Pourquoi les économistes, politiciens et commentateurs ne tiennent-ils pas compte du contexte historique de l'inflation allemande du début des années 1920 ? Parce qu'ils obéissent à un dogme tout-à-fait essentiel à l'idéologie capitalocentriste, formulé au 18<sup>e</sup> siècle par David Hume, selon lequel la création monétaire doit reposer sur l'épargne et non sur la « planche à billets »<sup>25</sup>.

A cet effet, dans la littérature économique, le mot « inflation » recouvre tout à la fois la hausse des prix et le gonflement de la masse monétaire. Peu d'économistes font la distinction entre les deux phénomènes, car cette confusion n'est pas anodine. Elle postule une action instantanée de la monnaie sur les prix, afin de ne pas faire apparaître la réalité d'un processus temporisé dans lequel, comme on va le voir, ce n'est pas le niveau des prix qui tient le rôle de la variable d'ajustement entre l'offre et la demande, mais la variation des stocks. Explicitement ou implicitement, toutes les théories existantes raisonnent en fonction du dogme de l'action instantanée de la monnaie sur les prix.

### **Un crash théorique non encore assumé**

La théorie humienne comportait une faille : son auteur admettait que selon son hypothèse l'ajustement de l'offre et de la demande par les prix ne pouvait s'accomplir que « graduellement

---

<sup>25</sup> „Of money“, in ouv. cité.

dans le temps »<sup>26</sup>. Or, dans ce cas, quelle pourrait bien être la variable de substitution, tant que les prix ne se sont pas encore complètement imposés dans ce rôle ? Hume ne le disait pas et peut-être même n'y avait-il pas pensé. La réponse, c'est la variation des stocks de marchandises : quand le rythme de la demande excède celui de la production, le volume des stocks diminue.

Une évidence trompeuse vient alors à l'appui de la théorie humienne : la tension sur les stocks favorise la spéculation et s'accompagne, par conséquent, de hausses de prix. Mais la spéculation est une variable comportementale et non pas objective comme la variation des stocks. Quand la production a atteint le niveau auquel les stocks redeviennent stables, l'offre équilibre la demande, l'opportunité de spéculation s'éteint ; il n'est donc plus besoin d'aucune variable d'ajustement. Au bilan, il y a eu diminution des stocks, incitant les producteurs à augmenter la production. La variation des stocks a constitué, dans ce processus, l'unique variable d'ajustement. Néanmoins, il subsiste bien alors une hausse des prix, mais elle est complètement indépendante de l'offre et de la demande. Nous y reviendrons un peu plus loin.

Avec les mots « graduellement dans le temps », Hume avait donc détruit sa théorie. Or celle-ci était destinée à authentifier le rôle central de l'épargne, c'est-à-dire la représentation capitalocentriste de l'univers économique. Pour ce faire, il fallait diaboliser la « planche à billets », en faire la source de l'inflation qui dévalorise la valeur épargnée. La survie du dogme exigeait que fût corrigé le paradoxe humien.

Les successeurs de Hume ont donc hérité de ce crash théorique. Ils ne l'ont jamais explicitement dénoncé, mais se sont ingéniés à l'effacer. L'enjeu consistait à établir un ajustement instantané de l'offre et de la demande par les prix, afin de ne pas voir intervenir la variation des stocks qui en réalité dispense la « planche à billets ». Le premier à s'en préoccuper fut Léon Walras, fondateur de l'école néoclassique. Il a inventé que les prix s'établissent instantanément sur les marchés, à la manière d'une vente aux enchères. Autrement dit, il suggérait l'existence d'un commissaire priseur criant instantanément les prix à tout l'univers<sup>27</sup>.

Pour se libérer de cette insoutenable métaphore, les successeurs de Walras ont inventé les « anticipations rationnelles ». Selon cette sous-théorie, l'ajustement instantané par les prix peut ne pas intervenir sur les marchés réels, mais il a lieu en amont des

---

<sup>26</sup> Idem

<sup>27</sup> Walras, L. 1976. *Éléments d'économie politique pure*, Paris, LGDJ, p.215.

marchés, au sein même de la conscience des « agents économiques » qui anticipent simultanément leurs gains, leurs dépenses et les prix. Astucieux et néanmoins délirant.

L'instantanéité ou la temporisation de la formation des prix, tel est le nœud gordien de la pensée et des politiques économiques. Si leur formation est instantanée, les prix constituent la variable d'ajustement entre l'offre et la demande, l'offre de monnaie les gouverne, l'inflation peut être contrôlée par les politiques monétaires, les marchés sont le lieu de la régulation économique et ce sont les anticipations des protagonistes qui déterminent le niveau général des prix. Si la formation des prix n'est pas instantanée, l'offre et la demande sont ajustées par la variation des stocks, les prix gouvernent la *demande* de monnaie, les politiques monétaires contrôlent la croissance, la régulation économique dépend de la politique, les anticipations individuelles n'ont pas plus d'influence sur le niveau général des prix que la miction des cétaqués sur le niveau des océans.

### **Il n'y a pas « fin du travail », mais finitude des ressources accessibles**

A quelle nécessité les gains de productivité correspondent-ils ? Marx répond par la « plus-value relative », c'est-à-dire une captation concurrentielle de la plus-value. Elle s'obtient par le progrès technique qui diminue la part de la main-d'œuvre dans le produit. De son côté, la pensée néoclassique avance le « coût du travail ». Elle croit en outre pouvoir tirer, d'observations empiriques en période de croissance, une hypothèse de multiplication de l'emploi par la productivité<sup>28</sup>.

Alors, fin du travail, ou multiplication de l'emploi ? « *Il y a là un mystère qu'il faudra bien que les économistes éclaircissent un jour où l'autre* »<sup>29</sup>. En fait, la thèse de la fin du travail et celle contraire de la multiplication productiviste de l'emploi reposent sur deux présupposés communs : une motivation volontariste (la recherche de la « plus-value relative » ou de la réduction du « coût du travail ») et le présupposé selon lequel il serait possible d'augmenter indéfiniment la productivité. Là se trouve la clé du « mystère ».

---

<sup>28</sup> "In spite of the enormously increased output of shoes per workman, which has come with shoe machinery, the demand for shoes has so increased that there are relatively more men working in the shoe industry now than ever before."

F. W. Taylor, *The Principles of Scientific Management*, N-Y, London, Harper & Brother, 1911, p.16.

<sup>29</sup> A. Caillé, postface à l'édition 2006 de l'ouvrage de Rifkin, déjà cité, p.437-438.

On trouvera en annexe une statistique sur les cinq dernières décennies, qui montre que le taux d'inflation est quasiment égal à celui de la croissance de la consommation finale. Cela signifie deux choses. D'une part, l'évolution de l'inflation est indépendante, sur le long terme, de toutes les politiques monétaires d'ailleurs contradictoires qui se sont succédé. D'autre part, comme on va le voir, le rythme de l'inflation est quasiment identique à celui des emprunts à l'écosystème.

Du fait de la finitude des gisements, leur rendement décroît au fur et à mesure de leur épuisement. Et ce qui vaut pour l'exploitation de tout gisement s'étend à l'exploitation multiforme de tout l'écosystème. Toute production matérielle, quelle qu'en soit l'intensité, diminue le potentiel des ressources naturelles. Et tout appauvrissement des gisements entraîne une baisse tendancielle de la productivité de leur exploitation. Les espèces animales, qui ne possèdent pas d'artefacts, voient ainsi s'appauvrir leur environnement accessible (souvent il est vrai par la faute des hommes) au point de leur imposer une migration ou d'entraîner leur extinction.

Nous devons la formulation de la loi ci-dessus à Alfred Marshall qui le premier a opposé les « rendements croissants » de l'activité humaine aux « rendements décroissants » imposés par la nature, sans cependant tirer la résultante de ces deux tendances contradictoires<sup>30</sup>.

A noter que cette loi concerne les ressources accessibles, c'est-à-dire qu'elle s'applique en tous temps et en tous lieux. De nos jours, les ressources sont exploitées à l'échelle planétaire, tandis que quand les moyens d'exploitation et de transport étaient rudimentaires leur accès s'entendait sur des rayons d'action bien moindres. Mais même à cette échelle réduite, la problématique était exactement la même. L'âge de pierre n'a jamais été un « âge d'abondance »<sup>31</sup>, et le paradis terrestre est un fantasma destiné à apaiser les souffrances qu'impose la réalité. Les hommes ont toujours dû lutter contre la précarité de leurs approvisionnements<sup>32</sup> ; plus ou

---

<sup>30</sup> A. Marshall, *Principles of Economics*, 1890, book 4, Ch. XIII, available at McMaster University [socserv2.socsci.mcmaster.ca](https://socserv2.socsci.mcmaster.ca).

<sup>31</sup> Titre et thème d'un ouvrage de M. Sahlins, Paris, NRF-Gallimard, 1978.

<sup>32</sup> *“Throughout much of history, a critical driving force behind global economic development has been the response of society to the scarcity of key natural resources. Increasing scarcity raises the cost of exploiting existing natural resources, and will induce incentives in all economies to innovate and conserve more of these resources. However, human society has also responded to natural resources scarcity not just through conserving scarce resources but also by obtaining and developing more of them. Since the Agricultural Transition over 12,000 years ago, exploiting new*

moins, il est vrai, selon le degré d'aridité ou de luxuriance de leur environnement. Ils y ont répondu par une expansion graduelle, jusqu'à l'expansion impérialiste et aux guerres inter-impérialistes, ainsi que par des gains de productivité.

Or, les gains de productivité intensifient l'exploitation de l'écosystème et en aggravent, par conséquent, les rendements décroissants. L'étroite corrélation entre les taux d'inflation et de croissance de la production-consommation, dont on trouvera la traduction analytique et statistique en annexe, signifie par conséquent qu'il existe une limite au-delà de laquelle la réaction écologique annule les bénéfices des gains de productivité. Cette limite, nous aurons l'occasion d'y revenir, c'est la conservation du niveau de la consommation dans une société donnée. Au-delà, les gains de productivité accroissent certes la consommation, mais ils accélèrent aussi la dégradation du potentiel environnemental et raccourcissent, de ce fait, la durée possible de l'habitation humaine de la Terre.

Le caractère illusoire de la course aux gains de productivité par le progrès technologique ne remet certes pas ce dernier en question, mais le circonscrit à la recherche du confort du travail et de la vie, ainsi qu'à la protection de l'environnement, à l'exception de l'actuelle stratégie de réduction de la main-d'œuvre et d'appauvrissement de la diversité écologique et sociologique. Enfin, en raison de la limite imposée aux gains de productivité, celle-ci déplace (quantitativement) le travail de l'aval vers l'amont de la chaîne des transformations, mais ne le supprime pas. Ce qui fait justice, tout à la fois, de l'hypothèse de la fin du travail et de celle de la multiplication productiviste de l'emploi.

### **La finitude des ressources environnementales, premier facteur d'« inflation »**

Nous avons vu que dans les mouvements de prix la part de la spéculation disparaît quand s'éteignent les circonstances qui la favorisent, c'est-à-dire les tensions sur les stocks. Ce qui laisse une trace indélébile, en revanche, c'est la hausse structurelle et cumulative des prix qui depuis des millénaires exige l'augmentation de la masse de monnaie en circulation et dévalorise irréversiblement, en moyenne, les monnaies fiduciaires. Son origine est un rappel à

---

*sources, or "frontiers", of natural resources has often proved to be a pivotal human response to natural resource scarcity.* (E.B. Barbier, *Scarcity and Frontiers*, Cambridge UK, Cambridge University Press, 2011, Introduction).

l'ordre écologique exprimant la finitude des ressources naturelles accessibles.

A niveau donné de production, les rendements décroissants de l'exploitation de l'écosystème entraînent une mobilisation de travail supplémentaire, en amont de la chaîne des transformations, qui neutralise l'économie de main-d'œuvre par produit en aval. Pour les gestionnaires d'entreprise, cela se traduit par une augmentation périodique sinon continue, en tous cas irréversible sur les moyen et long termes, du prix de l'énergie, des matières premières et des différentes fournitures qui elles-mêmes en dépendent. L'origine de l'inflation cumulative n'est autre, par conséquent, que la répercussion de cette hausse perpétuelle des coûts de production sur toute la chaîne des transformations, jusqu'aux produits de consommation finale.

Cette conclusion, attestée par l'étroite corrélation entre déflateur et croissance de la production-consommation, n'est pas confirmée par les études partielles portant sur les prix de telle ou telle matière première. Mais ces études n'intègrent pas le pouvoir impérialiste de pression sur les prix des matières premières (auquel s'oppose d'ailleurs une résistance croissante), au détriment des territoires dominés. Il semble alors paradoxal, que le territoire impérialiste supporte le contrecoup de la finitude des ressources, comme le prouve le graphique 2 publié en annexe, en dépit de ce pouvoir. La réponse est l'augmentation de la consommation dans le territoire dominant. La pression impérialiste sur les prix se traduit par un simple transfert de consommation entre territoires dominés et dominants, sans que cela change rien à la loi économique fondamentale.

De son côté, le gonflement proprement dit de la masse monétaire, qui justifie le mot « inflation », dépend du sort réservé à la demande additionnelle de monnaie inhérente à la hausse des prix. Si cette demande est honorée, par l'indexation des rémunérations sur les prix, toute la production peut être écoulee. Sinon, l'appareil productif se trouve en état de surproduction et doit procéder à des réductions de voilure. Tel est donc le véritable impact des politiques monétaires et budgétaires restrictives : elles n'atteignent les prix qu'à travers la répression de la croissance.

### **Déni de réalité**

L'on voit que la finitude des ressources accessibles constitue le paramètre économique le plus essentiel, la référence de toute équation économétrique. Pour l'avoir toujours ignorée, la pensée

économique s'est installée dans le déni. Elle présuppose un « équilibre général » éternel et libre d'entropie, somme résultante de tous les comportements économiques « naturels » sur les « marchés ». Ce paradigme a été conçu au 18<sup>e</sup> siècle, quand les espaces à conquérir étaient encore si vastes, que tout un chacun croyait vivre dans un monde dont les ressources étaient gratuites et illimitées (à l'exception de Malthus). De sorte qu'il semblait raisonnable de ne considérer que les comportements humains, sans égard pour les contraintes naturelles. Cette vision déconnectée du réel est encore prépondérante, aujourd'hui, dans l'équation économique.

Pourtant, les gestionnaires sont confrontés à une hausse persistante du coût en travail qui remet constamment en question les gains de productivité. Mais ignorant l'origine écologique de ce phénomène, ils l'attribuent au prix salarial et social du travail individuel.

## Coût du travail et compétitivité

**Où l'on voit que le coût *en* travail des rendements décroissants est ressenti par les gestionnaires comme étant un coût *du* travail individuel.**

La plus dommageable des conséquences de la religion financière, du point de vue de la civilisation, c'est la stratégie de réduction du prix du travail. Or, cette stratégie est la conséquence directe de l'inversion de réalité associée au capitalocentrisme. Ses promoteurs prennent pour une tendance socio-économique lourde ce qui n'est en fait que l'inflation structurelle et cumulative due à la finitude des ressources accessibles.

## Coût du travail et productivité

Rappelons que la finitude des ressources naturelles accessibles entraîne une hausse des prix de revient de leur exploitation. Comme cette donnée écologique n'est toujours pas prise en compte dans la comptabilité économique, les gestionnaires du capital et des entreprises attribuent ce phénomène au « coût du travail » en salaires et cotisations sociales par travailleur. Ils y répondent d'abord par des efforts de productivité, mais les gains de productivité intensifient l'exploitation de l'écosystème et en aggravent, par conséquent, les rendements décroissants, c'est-à-dire la hausse des coûts de production. Ces surcoûts annulent, en fin de compte, le résultat escompté des gains de productivité.

La course incessante aux gains de productivité s'impose ainsi aux gestionnaires comme un travail de Sisyphe. Et cela explique qu'en dépit des progrès technologiques les anticipations de productivité se réduisent toujours, en dernier ressort, à une pression sur les performances humaines (*mobilité, flexibilité*), avec les conséquences que nous pouvons observer sur les conditions de travail et la souffrance des salariés. Et c'est également ce qui explique que la tendance esclavagiste n'est pas seulement le fait d'une époque, mais une constante historique. Cependant, la productivité humaine a des limites au-delà desquelles la lancinante augmentation des coûts de production se manifeste à nouveau. D'où la répression du prix individuel et social du travail.

## Compétitivité

A la tendance générale, s'ajoutent les inégalités entre territoires qui font apparaître le « coût du travail » comme un

problème de compétitivité dans le commerce international. Mais l'exigence de compétitivité ne concerne pas que le commerce extérieur. L'objectif est la contraction générale du « coût du travail », tant par l'*optimisation* des effectifs, c'est-à-dire la tension maximum de la productivité spécifiquement humaine, que par la dévalorisation du prix du travail.

Le MEDEF, les économistes et commentateurs bien en cour ont réussi à faire accroire qu'en France les PME sont la première source de création d'emplois. C'est oublier la part d'entre elles constituée de sous-traitants qui ne sont pas de libres entreprises, mais dépendent de donneurs d'ordres. Or, ces derniers sont de grandes entreprises publiques, semi-publiques ou entièrement privatisées, voire « multinationales », qui ont externalisé une partie de leurs activités. Et ce, dans le but de limiter le nombre de salariés bénéficiant d'un statut protégé, au profit d'une main-d'œuvre plus fragile et donc moins chère. Ce processus n'est en rien facteur d'accroissement du volume de l'emploi, bien au contraire. De surcroit, la main-d'œuvre se trouve ainsi atomisée en une myriade d'unités industrielles où les revendications se heurtent rapidement au choix entre la soumission du personnel ou la faillite de l'outil de production. La sous-traitance n'a pas d'autre but. Elle ouvre la voie aux délocalisations qui en sont un prolongement.

Remarquons que toute concession à la revendication patronale de moduler les salaires et les charges sociales en fonction des débouchés commerciaux constitue une violation de l'esprit et de la lettre du Code du travail. Celui-ci repose en effet sur un strict partage des rôles entre employeurs et employés. A l'employeur revient la maîtrise totale des décisions et de l'organisation du travail, mais en compensation les employés n'ont pas à prendre en compte les aléas de la commercialisation. Or, la sous-traitance et tout accord d'entreprise à l'allemande font peser sur les employés non seulement le poids de l'autorité patronale, mais aussi celui des débouchés commerciaux.

Non que l'argument des débouchés ne soit recevable, mais il faut alors aller jusqu'au bout. Si les employés doivent assumer les conséquences commerciales, ils doivent aussi intervenir au niveau de l'organisation du travail et des décisions de gestion, notamment au moyen d'un droit de veto des comités d'entreprises. Toute disposition strictement limitée à l'imputation des conséquences commerciales est léonine et peut donc être réputée non écrite.

On pourrait croire que les exigences du MEDEF ne concernent que la concurrence dans le commerce extérieur, soit moins du quart

de l'activité économique du territoire français. Mais en fait c'est beaucoup plus que cela. Ce que réclame le patronat, en réponse à la hausse des coûts de production, c'est une baisse du prix du travail sur l'ensemble des activités délocalisables. C'est en quelque sorte un chantage à la délocalisation qui dépasse largement les considérations de concurrence commerciale.

### **Partage conflictuel de la consommation**

Les rendements décroissants de l'exploitation de l'écosystème ne peuvent être compensés que par des gains de productivité ou une baisse de la consommation. Les gains de productivité intensifient l'exploitation des ressources et se trouvent de ce fait constamment remis en question. Ils constituent néanmoins le seul moyen de maintenir le niveau de consommation, mais au prix d'une accélération des emprunts au potentiel fini de l'environnement accessible. La conséquence en est un raccourcissement du temps restant de l'habitation humaine de la Terre.

Quant à la baisse de la consommation, qui s'impose lorsque la productivité peine à suivre les rendements décroissants, elle ne peut être que conflictuelle. Un conflit qui présente le caractère d'une « lutte des classes », mais très loin de la théorie du « profit maximum ». Non qu'il n'y ait pas de profiteurs cupides qui s'enrichissent au détriment de la collectivité. Non que la richesse excessive ne soit antisociale et anti-écologique. Mais ce n'est que l'écume, une subséquence et non pas la cause du désordre.

## De la valeur-or à la valeur-capital

### Où l'obstination capitalocentriste se révèle digne de l'aveuglement géocentriste.

En posant la question de « l'argent de la plus-value », Marx a soulevé la contradiction fondamentale de la pensée économique. Il ne l'a pas résolue, mais à ce jour aucun de ses successeurs non-plus. Aussi demeure-t-elle au cœur de la crise actuelle, et avec encore plus d'acuité.

En cherchant la réponse du côté des producteurs d'or, Marx ne pouvait certes pas trouver la solution, mais il posait au moins en principe la nécessité d'une source extérieure au capital dans le processus d'accumulation en termes monétaires. Il se démarquait ainsi de l'hypothèse smithienne et ricardienne d'une « plus-value » se monétisant elle-même. Or, non seulement les économistes ne se sont jamais penchés sérieusement sur la question de « l'argent de la plus-value », mise à part Rosa Luxemburg, mais aujourd'hui la majorité d'entre eux revient en-deçà. Ayant dû à regret renoncer au mythe de la monnaie-or, voilà qu'à présent ils admettent que le capital puisse être directement le référent monétaire.

### La fiction du dollar-or

En France, tout a commencé en 1973. Cette année-là, Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, fait voter une loi qui interdit à la Banque de France de consentir crédits et découverts à l'État dont les dépenses sont présumées « inflationnistes ». Cet acte est assorti d'un remboursement de la dette à la Banque de France. Pour ce faire, Giscard d'Estaing lance un emprunt indexé sur l'or qui par la suite devait coûter très cher aux finances publiques. Quant au montant de cet emprunt, la Banque de France l'a tout simplement détruit.

L'auteur de cette absurdité et ses soutiens du monde économique et politique n'étaient pourtant pas des sots. C'était simplement des croyants confrontés à une véritable angoisse métaphysique : la fiction du dollar-or venait de voler en éclats, il s'agissait alors de lui trouver un substitut tout aussi rassurant que l'accumulation de feu le métal virtuel.

En 1944, les alliés de la guerre moins l'URSS s'étaient réunis dans la banlieue de Londres pour redessiner le système monétaire international. Le précédent, qui datait de 1922, séparait les

territoires économiques en deux catégories : ceux qui pouvaient afficher une parité de leur monnaie à l'or et ceux qui ne le pouvaient pas. Les premiers bénéficiaient du privilège de payer leurs dettes extérieures dans leur propre devise, les seconds devaient payer en devises des premiers ou en or. C'est pour cette raison que Poincaré avait rétabli le franc or (75% en-dessous de sa parité d'avant 1914) et remboursé la dette de guerre à la Banque de France, provoquant ainsi un marasme qui devait perdurer jusqu'au Front populaire.

En 1944, il ne restait plus qu'un seul pays capable d'afficher une parité de sa monnaie à l'or : les USA. Contre l'avis de Keynes, qui participait à la réunion de Bretton Woods, il fut donc décidé que tous les territoires devaient payer leurs dettes extérieures en or (ou en dollars), sauf les USA qui conservaient la latitude de payer en balance-dollars dont ils garantissaient la valeur or à raison de 35\$ l'once. Une clause du traité « recommandait » l'acceptation en paiements des balance-dollars, en lieu et place de l'or, sans cependant exclure la possibilité d'y déroger.

Pour les besoins de sa reconstruction, l'Europe pouvait s'endetter auprès des USA. L'or a donc d'abord afflué vers Fort Knox, au fur et à mesure que les pays européens soldaient leurs engagements. Les capitaux US continuaient néanmoins de se déverser sur l'Europe, pour y acquérir à bon compte patrimoine et produits, tandis que les dépenses des bases militaires en Europe et au Japon pesaient sur le budget fédéral. Si bien que la balance états-unienne des paiements courants est devenue systématiquement négative. Ce qui ne posait aucun problème, puisque le solde pouvait être réglé en balance-dollars, acceptées en paiement par les partenaires.

Pour les partenaires, comme la France, cela ne posait pas non plus de problème, puisque les balance-dollars pouvaient être comptabilisées comme s'il s'était agi du métal lui-même, du moins le croyait-on. Grâce à quoi les banques centrales européennes pouvaient émettre de la monnaie nationale en contrepartie des balance-dollars, avec la conviction de ne pas déroger à l'étalon de change or. C'est notamment cette conviction qui sous l'influence du programme du CNR, des idées keynésiennes et de l'aiguillon communiste a permis la période de croissance et de progrès social, connue sous l'appellation des « trente glorieuses »<sup>33</sup>.

Mais après 1958, se méfiant du signe systématiquement négatif de la balance extérieure US et mal conseillé par Jacques

---

<sup>33</sup> Si l'on excepte la période 1958-1960, où le ministre des finances Antoine Pinay, nostalgique du franc or, a imposé une répétition du futur emprunt Giscard.

Rueff, de Gaulle eut la mauvaise idée de réclamer du métal en lieu et place des balance-dollars, conformément à la clause dérogatoire jusqu'alors inutilisée du traité de 1944. D'autres gouvernements suivirent le mauvais exemple de la France, et il devint rapidement évident, aux yeux des spéculateurs, que Fort Knox ne pourrait pas suivre. Sur le marché de l'or, à Londres, le prix de l'once dépassa l'équivalent en sterling des 35\$ et, premier fusible du système, la livre sterling dut être dévaluée (1967).

### L'agonie de la « relique barbare »

En 1971, la tension entre l'or et le dollar n'étant plus tenable, l'administration Nixon décida de ne plus honorer sa dette en métal. C'est-à-dire que *de facto* le dollar n'affichait plus de parité à l'or. Plus aucune monnaie au monde n'avait de rapport à l'or. C'était la fin de la longue agonie de ce que Keynes avait appelé la « relique barbare ». Elle avait commencé au 19<sup>e</sup> siècle, sous le régime de l'étalon or (*Gold Standard*), par une succession de convulsions financières entraînant des crises légendaires. Les particuliers et les entreprises commerciales avaient alors la possibilité de restituer aux banques leurs billets contre métal.

A l'issue de la Première Guerre mondiale, les belligérants décidèrent d'abolir cette latitude, ne la reconduisant qu'entre les territoires économiques (*Gold Exchange Standard*). C'était un premier pas vers l'extinction du mythe de la monnaie or. En 1971, Giscard d'Estaing pressa le gouvernement US de prolonger sinon la réalité du moins la fiction du dollar-or. Ce que l'administration US accepta, mais seulement jusqu'en 1973, date de l'inconvertibilité cette fois *de jure* et définitive du dollar.

### Remplacement de la valeur-or par la valeur-capital

Alors, au lieu de prendre conscience que durant près de trente ans le financement public et privé avait fonctionné sur la base d'une monnaie purement technique, sans aucune valeur intrinsèque, et que la réalité économique et sociale avait largement authentifié le bien-fondé d'un tel système monétaire, les nostalgiques de la monnaie-or furent pris d'une culpabilité rétrospective et nous firent entrer dans l'ère de la régression que nous subissons aujourd'hui.

Il leur fallait trouver une « valeur » qui prît sur elle la référence monétaire que l'on ne pouvait plus conférer à l'or. Et encore fallait-il que cette valeur fût authentifiée par l'arbitre suprême de la religion libéraliste : « LE marché ». Ce fut la valeur-capital, c'est-à-dire les titres cotés sur les marchés financiers. D'un

côté, ne pouvant plus se financer auprès de la banque centrale émettrice de la monnaie légale, l'État commença à se pourvoir sur ces marchés, contre ses reconnaissances de dette (« Obligations à terme », ou « Bons du Trésor »). Le recours aux marchés était ainsi censé garantir que les dépenses publiques provenaient bien de « l'épargne » et non de l'infernale « planche à billets ».

D'un autre côté, les banques commerciales qui jusqu'à la loi de 1973 avaient été refinancées par la banque centrale sur la base de leur production normale, c'est-à-dire le crédit, se voyaient désormais contraintes de déposer en gage, à la banque centrale, des titres obligataires et hypothécaires, en échange de la monnaie légale requise par le crédit accordé à leurs clients. Historiquement, ce n'était pas une première. Le premier qui a déplacé la référence monétaire du métal vers le capital financier, c'est le banquier Law.

## De la confusion entre l'économie et la finance

**Où l'on démontre que contrairement à une idée reçue la banqueroute du système Law n'est pas due à la « planche à billets », mais au lien entre monnaie et capital.**

A la mort de Louis XIV (1715), le Trésor royal s'est évaporé pour soutenir des décennies de guerres. L'endettement de l'État représente à peu près dix années de levées d'impôts, et l'économie végète dans un marasme persistant. Le duc d'Orléans, devenu régent, confie le contrôle général des finances au banquier écossais John Law<sup>34</sup>. Celui-ci crée la première banque centrale d'État de France, sise rue Quincampoix<sup>35</sup>. Les émissions de billets de cette banque relancent le commerce et permettent à l'État de se désendetter.

Mais en 1720, le « système Law » s'écroule dans de tragiques convulsions financières et sociales. Il est remplacé, sous Louis XV, par un retour aux espèces métalliques, ainsi qu'au marasme économique. La *doxa* économicienne a tôt fait, sans creuser davantage, d'imputer cet échec à l'inflation des billets de banque et à l'oubli de la valeur intrinsèque supposée des monnaies. Mais le problème est ailleurs : c'est celui de la confusion entre l'investissement économique et la dette financière. La Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie en font aujourd'hui les frais ; d'autres suivront.

### Capital et création monétaire

La « Banque générale », qui deviendra « Banque royale » en 1718, émet des billets convertibles en métal et garantis par le roi. Elle connaît un succès immédiat. Parallèlement, Law bâtit un empire financier, d'abord par l'absorption de la Compagnie de Louisiane, surnommée « compagnie du Mississipi », qui étend bientôt son pouvoir sur l'ensemble des colonies et devient la « Compagnie perpétuelle des Indes ». Law prend enfin le contrôle de la ferme générale des impôts, et sa Compagnie le monopole de l'émission de monnaie, la banque émettrice n'en étant qu'une composante.

La dette publique a été souscrite en monnaies métalliques. Pour l'apurer, la Banque générale prête au Trésor royal, au taux de

<sup>34</sup> Pour une histoire exhaustive de cette période : Émile Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, Paris, Guillaumin, 1854.

<sup>35</sup> Décrite par Paul Féval dans *Le Bossu*.

3% l'an. Les espèces métalliques viennent pour une part des « investisseurs », auxquels la banque, pour les attirer, reconnaît le pouvoir d'élire les administrateurs, à la seule condition de souscrire pour 25% en argent métal. D'autre part, pour une raison de commodité, les commerçants échangent leur monnaie d'argent contre des billets stipulés en poids d'argent (la « livre »). Enfin, les actions de la banque étant convertibles en billets peuvent être utilisées en divers règlements, comme les billets. Là se situe la confusion entre capital et création monétaire.

La pompe est cependant amorcée. L'ouverture d'un crédit public en billets dynamise le commerce et favorise les dépôts en argent métal. L'afflux de l'argent métal permet de solder la dette de l'État. L'abondance des billets favorise les transactions et la levée des impôts. Dès 1717, le crédit est rétabli, le commerce florissant, la balance des paiements de la France devient même positive. Mais l'action de la banque est contractuellement assortie d'un dividende annuel de 12% de sa valeur. Or, dans l'objectif d'attirer et de conserver les « investisseurs », cette valeur est fixée par la banque en fonction notamment de celle que constate au jour le jour la bourse aux actions de la rue Quincampoix. La flambée des cours entraîne donc une inflation des dividendes qui deviennent bientôt astronomiques.

### **Dernier acte : une parité fixe de l'action au billet**

Or, les profits des affaires coloniales de la Compagnie, sensés garantir le paiement des dividendes, sont très loin des objectifs mirifiques promis aux « investisseurs ». Law est alors conduit à une fuite en avant. D'un côté, il continue d'émettre des actions, tout en intoxiquant le public sur les résultats de la Compagnie, faisant même embastiller l'ancien gouverneur de la Louisiane pour qu'il ne puisse révéler la vérité. D'un autre côté, il obtient du régent le secours de la force publique pour une rafle généralisée d'indigents expédiés en Louisiane. Les prostituées sont également déportées vers la même destination, pour y fixer les hommes. Les prisons sont vidées, des mariages étant organisés entre détenus des deux sexes, tous volontaires pour échapper à leur condamnation et conduits enchaînés aux navires dès la sortie de l'église. Dans leur zèle, les archers royaux commettent nombre de « bavures » en kidnappant des individus d'autres couches sociales. Ces exactions créent une vive émotion dans le public, mais c'est finalement la peste, dans la région de Marseille, qui vient interrompre cette pratique.

Inflation des dividendes et insuffisance des revenus coloniaux finissent par alarmer un certain nombre d'« investisseurs » qui

revendent leurs titres. Dans un premier temps, Law les rachète en sous-main. Puis il fixe arbitrairement la valeur de l'action et ferme le marché financier de la rue Quincampoix. Les boursicoteurs continuent cependant leur commerce angoissé et frénétique dans la rue qu'il faut vider *manu militari*.

Le 5 mars 1720, dans le but tout à la fois de réduire la base de calcul des dividendes et de restaurer la confiance, Law prend un arrêté par lequel la valeur de l'action est fixée hors marché, mais liée au billet de la banque par une parité fixe, relativement à une valeur donnée en poids d'argent. Law pense alors faire bénéficier l'action du crédit accordé par le commerce aux billets de banque. Mais c'est l'inverse qui se produit : le discrédit persistant de l'action entraîne le discrédit du billet que les commerçants finissent par refuser, n'acceptant plus que les paiements en espèces métalliques.

Les détenteurs de billets se précipitent alors vers l'hôtel Mazarin, siège de la Compagnie, pour les convertir en métal. Ce que la Compagnie est évidemment incapable de satisfaire. Des émeutes éclatent, causant plusieurs dizaines de morts par étouffement. Les émeutiers ne sont pas des boursicoteurs. Ce sont de pauvres gens, des travailleurs payés en billets et qui réclament du pain. Law, quant à lui, partira en exil pour Venise, refusant avec panache une somme d'argent offerte par le régent en compensation de sa disgrâce<sup>36</sup>.

Ainsi se termine, dans une totale déroute, l'expérience du « système Law ». Mais on oublie trop souvent qu'il eut au départ les effets bénéfiques d'éponger le passif hérité du règne de Louis XIV et de relancer la machine économique et commerciale. De ce fait, sa doctrine mérite une analyse plus approfondie que la condamnation simpliste dont elle est encore l'objet.

### **Le crédit doit être gagé sur le développement économique et non sur l'épargne**

John Law était non seulement un financier génial, mais aussi un théoricien dont les idées étaient bien plus « modernes » que celles de la plupart des économistes et politiciens d'aujourd'hui. Au début de sa réflexion, il entendait remplacer l'or et l'argent par la terre en tant que référence de valeur, préconisant ainsi un principe de convertibilité réciproque entre propriété foncière et billets de

---

<sup>36</sup> « Dans cet état forcé, il fallut faire de Law un bouc émissaire. »  
Claude-Henri de Rouvroy duc de Saint-Simon, *Mémoires*, Paris, H-L Delloye, T.XXIII, 1840, p.100.

banque<sup>37</sup>. Mais il ne s'agissait pas, dans son esprit, de remplacer une valeur morte par une autre. La terre, écrit-il, correspond à la production de blé et donc à l'économie, sur laquelle il entend ainsi indexer le crédit<sup>38</sup>. Par la suite, cette indexation s'étendra plus largement au « *crédit autorisé par le Roy qui se rend garant du papier, engage tout son État, pour répondre à la valeur de ce papier* »<sup>39</sup>. Et cette valeur n'est autre que le travail :

*« C'est un principe incontestable que la vraie richesse d'un État consiste dans les productions de la nature perfectionnées par l'art et qu'en favorisant l'agriculture et les manufactures dans un royaume étendu, fécond et bien peuplé, on a non seulement ce qu'il faut pour fournir à tous les besoins et à toutes les commodités des habitants mais encore des richesses superflues dont on peut faire part aux autres peuples. »*<sup>40</sup>

La mobilisation du travail nécessite une monnaie abondante. Un défaut de circulation « *fait languir les arts, l'agriculture et le commerce et même anéantit souvent la valeur des terres et des maisons (...)* ». Et la monnaie nécessaire n'est autre que le crédit :

*« Pour le crédit en général, on entend la promesse écrite ou non écrite d'une ou de plusieurs personnes [reconnaissance de dette] laquelle tient lieu de monnaie. C'est ainsi que dans tout l'univers le gros du commerce se fait chaque jour par le seul usage du papier. »*<sup>41</sup>

Autrement dit, Law avait compris ce qu'économistes et politiciens actuels n'ont pour la plupart toujours pas compris, à savoir que l'investissement nécessite un crédit issu d'une pure création monétaire gagée non sur l'épargne mais sur le développement économique. En conséquence de quoi ce crédit constitue un endettement sur l'avenir, mais un avenir économique et non une dette financière que nous transférerions à nos enfants. Cette avancée épistémologique va connaître une longue éclipse qui obscurcit encore les esprits, en dépit du renversement Keynésien de l'ordre de détermination entre épargne et investissement, lui-même aujourd'hui oublié ou méconnu.

---

<sup>37</sup> John Law, *Mémoire pour prouver qu'une nouvelle espèce de monnaie peut être meilleure que l'or et l'argent* (1707), *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Sirey, 1934.

<sup>38</sup> Idem, p.202.

<sup>39</sup> O. C., vol.3, p.79-80.

<sup>40</sup> Idem, p.77.

<sup>41</sup> Idem, p.78-79.

## Dettes publiques et capitalocentrisme

En dépit de cette clairvoyance théorique, le système Law a achoppé sur la confusion entre le crédit public et le capital financier : le discrédit sur les actions entraîna le discrédit sur la monnaie papier indexée sur la valeur de l'action. Telle est la conséquence de la croyance selon laquelle le capital financier serait la source de l'investissement, ou capitalocentrisme. Pourtant, contradictoirement, Law préconise un crédit d'investissement exclusivement gagé sur le travail et la production. Et à la lecture de son œuvre, il ne semble pas qu'il confère au capitalocentrisme la valeur de principe dont Hume fera la base de sa théorie monétaire. La contradiction peut s'expliquer par le fait que Law se fixait non seulement la tâche de développer le crédit, mais aussi celle de s'attaquer à un lourd passif que l'état de la France ne pouvait éponger. C'est d'ailleurs probablement cette dernière considération qui lui valut carte blanche.

Or, pour payer la dette extérieure, il fallait drainer du métal précieux vers les caisses royales. La simple existence de la Banque générale n'y aurait pas suffi. Le prêt d'argent métal à l'État était gagé sur les rentrées d'impôts en billets. Les billets étaient libellés en poids d'argent, sans quoi les commerçants ne les auraient pas changés contre leurs espèces métalliques. La banque risquait donc de se trouver à court de métal, les billets n'étant plus garantis que par eux-mêmes, ce qui n'aurait pas échappé aux déposants. La vente d'actions portant dividendes et partiellement payables en billets faisait de l'établissement lui-même une contrepartie de la monnaie papier, garantie susceptible de pallier le déficit de métal. L'intégration de la banque dans un consortium commercial extérieur devait assurer le paiement du dividende.

Mais l'envers de la médaille, c'était la relation entre l'action et la monnaie, c'est-à-dire la confusion entre l'activité économique réelle et les anticipations spéculatives du marché financier, prélude au piège de l'endettement public envers le capital privé.

## La dette publique

**Où l'on réalise que les capitaux prêtés à l'État proviennent en dernier ressort de la banque centrale, que l'État n'est pas mortel par définition et qu'en conséquence la dette publique peut être sempiternellement reconduite.**

*Toute créance doit être en valeur et à échéance exactement honorée ; nul ne peut se dispenser de rembourser une dette, sauf faillite ou forfaiture.* Telle est la parole mythique universelle à la base de tous les rituels économiques qui la rappellent aux consciences et entretiennent leur foi. Inscrite dans la loi et quotidiennement accomplie, elle ne fait aucune différence entre l'endettement public et l'endettement privé. L'État est traité comme une personne ou une entreprise susceptible de faillite. D'où la phobie des « déficits » et de la « dette » publics qu'on tente de limiter en pourcentage du Produit annuel, conformément à la législation qui encadre les activités commerciales.

Ainsi le traité de Maastricht (1992) prétendait-il limiter le déficit public à 3% et l'endettement public à 60% du PIB annuel. La réalité a depuis lors balayé cette disposition arbitraire, pourtant reprise et aggravée dans le traité de Lisbonne (2007). Mais rien n'y fait, c'est toujours la réalité qui a tort, et les gouvernements continuent de jouer à se faire peur avec la « dette », jusqu'à imposer des budgets qui conduisent à la récession et au malheur des populations.

## Une dette sacrificielle

Étroitement associé au couple du désir et de la culpabilité, le système des créances-dettes jalonne l'histoire de l'humanité depuis son enfance animiste. D'abord sous la forme d'emprunts et de restitutions matérielles ou symboliques aux anciens, aux ancêtres, aux esprits, aux puissances cosmiques. Ensuite avec le développement religieux associé à l'urbanisation et à l'agriculture<sup>42</sup>.

Le rapport de débiteurs à créanciers est particulièrement évident dans le sacrifice qui met en scène la fécondité et la pérennité des cycles nourriciers, ou la réparation des offenses publiques, et dont l'objet est un produit économique. Ainsi que le fait remarquer Lévi-Strauss, « *faute de bœuf on sacrifie un concombre, mais l'inverse*

<sup>42</sup> Cauvin J., Naissance des divinités, Naissance de l'agriculture, Paris, Éditions du CNRS, 1994.

*serait une absurdité* »<sup>43</sup>. La notion de *valeur*, par conséquent, intervient dans le paiement de la dette aux entités créancières. Le sacrifice est d'autant plus libérateur, expiatoire ou méritoire, que la valeur économique qui lui est attribuée est grande. Il intervient au bout d'un enchaînement d'endettements-désendettements qui commence avec la gestion des ressources par les aînés, eux-mêmes débiteurs des ancêtres, et ceux-ci se faisant les intermédiaires entre les vivants et le monde des esprits.

Pour accéder aux stocks, il faut une autorisation. Celle-ci est d'abord délivrée par la communauté ou la parenté qui gèrent les greniers du village, sans qu'il soit besoin d'une médiation documentaire. Ce mode de répartition évite de diviser le groupe entre débiteurs et créanciers. Chaque individu est mis en une relation médiatisée avec lui-même par le « *pôle collectif* »<sup>44</sup>, c'est-à-dire es qualité. Il est débiteur en tant que personne exerçant la demande, et créancier en tant que membre de la communauté. A moins que le produit collectif des chasses, moissons et élevages ne soit dès le départ partagé entre les individus constituant leurs propres greniers et cheptels, auquel cas le rapport de débiteur à créancier peut s'instaurer entre les individus. Ce qui devient systématique dans la cité, sur une base juridique.

Essentiellement cosmopolite, la cité rassemble des débris de clans hétérogènes, réduits à la dimension de familles. C'est de cette structure disparate, dans laquelle la relation clanique se contracte et perd son hégémonie, que viennent les premières reconnaissances de dette, c'est-à-dire les premières créances écrites ou de quelque manière symbolisées.

La gestion des stocks où convergent les produits agricoles et manufacturés nécessite alors qu'un personnel spécialisé s'y emploie, au nom du palais ou du temple. La part du sacrifice, prenant dorénavant la forme d'impôts ou d'offrandes et non plus seulement vouée au sacrifice proprement dit, sert alors essentiellement à entretenir le personnel de ces palais ou de ces temples. Néanmoins, la référence à l'instance divine se perpétue longtemps, au moins jusqu'au deuxième millénaire avant notre ère, où en dépit du développement du commerce et du crédit bancaire et commercial on trouve encore des attestations de dettes envers le dieu tutélaire du temple qui a fourni la marchandise<sup>45</sup>.

---

<sup>43</sup> *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, p. 297.

<sup>44</sup> C. Lévi-Strauss : *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958, p.198.

<sup>45</sup> Garelli P. : *Les Assyriens en Cappadoce*, Paris, Adrien Maisonneuve, pp.252-253.

Mais la créance gravée dans l'argile institue les magasins et entrepôts comme origines du cycle économique, préfigurant ainsi le règne du capital. C'est à eux qu'on emprunte, c'est envers eux qu'on se désendette. Si bien qu'on trouve déjà, également au deuxième millénaire, des contrats de prêts qui attribuent la propriété de la marchandise à des individus ou organismes laïcs et ne font plus référence aux dieux que pour solenniser les engagements et présider à la solution des litiges<sup>46</sup>.

Il y a donc eu un glissement progressif de l'imputation de la dette, consécutif à la gestion documentaire des stocks. Le document lui-même finit par prendre son autonomie, à se pourvoir sur un marché qui lui est propre, et se substitue ainsi au capital matériel qu'il représente, instituant le « capital financier » en lieu et place du pôle collectif enchanté. La dette s'est séparée de la créance, et c'est alors que commencent les crises de l'endettement et les politiques de « rigueur ».

Le plus grave, au-delà des conséquences concrètes de ces politiques, c'est d'abord que les officiants sont convaincus de leur nécessité, ensuite qu'elles rencontrent un écho dans les consciences, y compris celles de leurs victimes, clivées entre le désir de bien-être et la culpabilité vis-à-vis de la dette. Chacun projette sa propre angoisse devant l'endettement. Que voulez-vous ? La dette, il faut bien la payer, quoi qu'il en coûte ! C'est ainsi qu'en 1983, quand la Gauche se trouva une première fois confrontée notamment aux conséquences de la loi de 1973, le « peuple de gauche » se résigna majoritairement à la « rigueur ». En 2011 et 2012, les Grecs, les Irlandais, les Italiens, les Portugais et les Français ont majoritairement voté pour des partis qui promettaient le sacrifice. Aveuglés par la culpabilité, ils n'ont pas perçu le caractère artificiel de la dette qui leur est imputée.

### Une dette artificielle

Les traités européens interdisent formellement aux banques centrales d'accorder crédits et découverts aux États. Ceux-ci sont donc contraints de s'endetter sur les marchés financiers, s'exposant ainsi aux caprices de la spéculation. La conjonction de cette disposition et des restrictions budgétaires entraîne un déséquilibre entre les dépenses publiques, qui répondent plus ou moins à l'accroissement de la démographie, et des recettes fiscales obérées par l'asthénie de l'activité. D'où le « déficit budgétaire » que pour tout arranger les gouvernements conviennent de réprimer en

---

<sup>46</sup> P. Garelli, op. cité, pp.233-234 et 248.

diminuant les dépenses publiques, ajoutant ainsi l'austérité à l'insuffisance, la récession à la stagnation, le chômage au chômage, la pauvreté à la pauvreté, comme en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, en Irlande et bientôt en France si l'on ne met pas un terme à la politique en cours. La « dette » devient le paramètre de pilotage quotidien de la politique budgétaire, et se substitue ainsi à la démocratie.

C'est une officine non institutionnelle, intitulée « Agence France Trésor », qui place les obligations d'État auprès d'une vingtaine de banques françaises et étrangères ayant été intronisées « spécialistes en Bons du Trésor »<sup>47</sup>. Ces banques peuvent choisir soit de capitaliser lesdits bons de Trésor, soit de les revendre sur le marché où se présentent des acheteurs qui ne bénéficient pas de leur privilège, autres banques, fonds de pensions, entreprises, particuliers, appelé « marché gris ». Les « spécialistes » disposent d'un délai de huit jours pour payer leur dette à la Banque de France qui en crédite le compte public unique sur lequel s'imputent les recettes et dépenses de l'État. Et voici maintenant comment s'ajoute le ridicule à l'absurde.

L'agence France Trésor agit également comme une équipe de traders, jouant quotidiennement le solde du compte public sur la place financière dans le but proclamé de réduire tant soit peu la charge des intérêts de la dette souveraine. Durant la période des opérations, le solde du compte public peut se trouver en découvert, si peu que ce soit, si brièvement que ce soit. A ces occasions, il est automatiquement crédité par la Banque de France qui en est le dépositaire, en contradiction avec la foi « orthodoxe » et la lettre des traités. Mais afin de sauver les apparences, le compte doit être restitué en termes positifs chaque soir à 16h15, juste avant la clôture de la place financière. Jusqu'à cet instant la débauche est permise ; mais elle ne l'est plus quand sonne l'angélus du soir.

### **C'est toujours la banque centrale qui finance l'État**

Les spécialistes en bons du trésor répercutent la spéculation sur la dette publique, puisqu'ils ont la latitude de ne pas accepter les obligations d'État au tarif proposé et, par conséquent, de négocier les taux d'intérêt. Ils peuvent y ajouter leur propre spéculation, grâce au délai de paiement de huit jours ainsi qu'à la primeur de l'offre dont ils

---

<sup>47</sup> **A ce jour:** Barclays Capital, BNP Paribas, Crédit Agricole, City group, Commerzbank, Crédit suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JP Morgan, Bank of America Merrill Lynch, Morgan Stanley, Natixis, Nomura, Royal Bank of Canada Capital Markets, Royal Bank of Scotland, Santander, Scotiabank Europe, Société Générale, UBS.

bénéficiaire. Or, le conseil stratégique chargé de superviser les opérations de l'agence est en grande partie constitué de représentants des banques intéressées par ces spéculations<sup>48</sup>.

Au titre du caractère pervers de ce système, il convient d'ajouter la clause du cahier des charges par laquelle les spécialistes en bons du trésor s'engagent à financer le « marché gris », c'est-à-dire à accorder des crédits aux acheteurs des obligations d'État qu'ils revendent. Or, pour qu'une banque accorde des crédits, il faut qu'elle reçoive de la banque centrale la monnaie légale correspondante. Autrement dit, la monnaie créée par la banque centrale, qui est refusée à l'État, lui revient tout de même, mais à travers un circuit compliqué à la faveur duquel toutes sortes d'intermédiaires prennent leur commission au passage. Il est vrai que les obligations d'un État sont également achetées par des capitaux exogènes, mais ceux-ci proviennent nécessairement en dernier ressort, eux aussi, de quelque banque centrale.

Telle est donc l'origine du « problème de la dette publique », qui n'existait pas en France avant 1973, et que le traité de Maastricht a instauré à l'échelle de l'Union européenne. C'est le triomphe du dogmatisme et, peu ou prou, d'une pure et simple « bêtise systémique »<sup>49</sup>. Cette dernière se révèle en effet dans le quotidien de la propagande qui martèle à l'envi que la dette de l'État n'est pas différente de celle d'un ménage, que ce dernier doit sabrer dans ses dépenses s'il est surendetté, et que par conséquent il en va de même pour la *res publica*.

### L'État n'est pas mortel

L'assimilation du budget de l'État à celui d'un ménage n'est pas pertinente, pour la raison que l'État n'est pas mortel. Pivotal de la société, s'il meurt c'est la société qui meurt. Les ménages sont quant

<sup>48</sup> **Président** : M. Jacques de LAROSIÈRE, Ancien gouverneur de la Banque de France et conseiller du Président de BNP Paribas.

**Membres** : M. Peter R. FISHER, Coresponsable de la gestion obligataire chez BlackRock, ancien sous-secrétaire du Trésor américain ; M. Jean-Louis FORT, ancien secrétaire général de la Commission bancaire ; M. Francesco GIAVAZZI, professeur d'économie à l'université Bocconi (Milan) ; M. Jean-Pierre HALBRON, ancien Directeur général adjoint d'Alcatel, M. Emmanuel HAU, membre du directoire de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild ; M. Assaad J. JABRE, membre du conseil d'administration d'Ecobank Transnational Incorporated, membre du conseil consultatif de la SID (filiale de la BID) ; M. René KARSENTI, président exécutif de l'International Capital Market Association ; M. Ng KOK SONG, directeur général de Government of Singapore Investment Corp. ; M. Bertrand de MAZIERES, directeur général des Finances à la Banque européenne d'investissement (BEI).

Site de l'Agence: [www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

<sup>49</sup> B. Stiegler, *États de choc*, Paris, Mille et une nuits, 2012, p.110.

à eux composés de mortels qui ne peuvent donc pas reconduire leur dette indéfiniment. A l'échéance ultime, il nous faut bien déposer le bilan. Mais l'État n'a pas ce problème. Sa dette peut être sempiternellement reconduite. C'est d'ailleurs très exactement ce qui se passe, même dans le cadre régressif actuel des marchés financiers. Quand un bon du Trésor arrive à maturité, il est remplacé par un autre, et ainsi de suite sans limitation de temps.

S'il n'y avait qu'un seul État sur la planète, la dette publique ne serait qu'une convention comptable. Elle n'est rien d'autre qu'une anticipation du futur, et tant qu'on n'envisage pas une échéance non reconductible, c'est-à-dire une interruption du futur, la notion de dette publique perd tout son sens. Du moins tant qu'on n'invente pas qu'il faille la réduire, au prétexte d'en diminuer la charge des intérêts en contractant la dépense publique, ce qui constitue le comble de l'absurdité. D'une part, l'État tire une partie importante de ses recettes de ses propres dépenses en salaires et commandes aux entreprises commerciales. En France, cela représente plus de la moitié du Produit national. D'autre part, quand la charge en intérêts est élevée, c'est du fait du pouvoir spéculatif des marchés financiers. Si lesdits marchés disposent d'un tel pouvoir, c'est le fait d'une allégeance idéologique et d'une volonté politique.

Que l'État s'endette à nouveau auprès de la banque centrale, et le problème des taux d'intérêt est résolu. Mais voilà qu'au lieu de corriger cette erreur politique, on préconise une fuite en avant : la réduction de la dette, plutôt que le contrôle des taux d'intérêts. C'est-à-dire la réduction de la masse monétaire en circulation dans l'économie (réelle) et, par conséquent, la récession.

### **Dettes interne et dette extérieure**

La dette publique est artificielle, dans la mesure où les créanciers appartiennent à la collectivité. Il n'est en effet nullement « naturel », qu'une minorité d'individus ou d'organismes soit créancière de l'État dont elle est des contribuables. Cela procède de l'inégalité devant l'impôt, puisque par le biais des intérêts de la dette l'État lui retourne sa contribution, partiellement, totalement ou même au-delà.

Il n'en va pas de même, pour la partie des créances détenues par des souscripteurs étrangers, qui appartient à l'endettement commercial et financier du territoire à l'égard du reste du monde. Elle doit normalement être remboursée, ce qui n'oblige cependant pas tout le monde. Les pays pauvres ne peuvent pas s'y soustraire, tandis que les pays riches peuvent sempiternellement la

rééchelonner. Les USA bénéficient du privilège de payer leur dette avec leurs dettes, en raison du statut de monnaie de compte internationale de la reconnaissance de dette que constitue la balance-dollar, et de sa sous-estimation par rapport aux autres devises et singulièrement à l'euro. Quoiqu'il en soit, la dette extérieure constitue un paramètre incontournable. Elle interdit certaines solutions radicales comme la pure et simple annulation de la dette sans l'accord des créanciers, ou la sortie immédiate de la zone euro sans avoir préalablement soldé la dette en euros. Nous y reviendrons dans le chapitre sur la sortie de crise.

## Les banques détournées de leur métier

### Où l'on démystifie la multiplication des pains et met au jour l'origine des crises bancaires

Jusqu'à la loi de 1973, le refinancement des banques dépendait du réescompte, par la Banque de France, de leur production de crédits à l'économie. Les banques commerciales déposaient leurs effets de crédit en gages à la Banque de France, en contrepartie de la monnaie légale demandée, sous la condition de les dégager lors de leur échéance. Ce financement était quasi-automatique, ce qui sécurisait le secteur bancaire et sa clientèle.

D'autre part, le taux de réescompte de la Banque de France offrait au gouvernement un outil grâce auquel il pouvait moduler le prix du crédit. C'était ce qu'on appelait la « politique contracyclique », qui consistait à enchérir le crédit quand les capacités de production étaient saturées et qu'alors un recours accru aux importations menaçait l'équilibre du commerce extérieur, ou au contraire à diminuer le taux d'escompte lorsqu'augmentait le chômage, afin de relancer l'activité. Ce fut, rappelons-le, une période longue de progrès économique et social.

D'effets de crédit, au départ, les documents gagés sont devenus en quelques années, à partir de la loi de 1973, des titres de capital. Ce changement a eu pour principal effet pervers de transformer les banques commerciales, dites « de dépôts », en « banques d'affaires » spéculant sur les marchés financiers afin d'y trouver les titres acceptés en gages (achetés ou pris en pension) par la banque centrale en échange de la monnaie légale. C'est-à-dire que les banques se sont mises à jouer, sur les marchés financiers, les comptes de leur clientèle et leurs fonds propres afin d'accroître ces derniers.

### La mission contradictoire des banques centrales

D'un côté, la banque centrale est chargée de superviser les prix par la modulation de la fréquence et du taux de ses adjudications discrétionnaires de monnaie. D'un autre côté, en tant qu'unique institution créatrice de monnaie légale, elle a aussi la responsabilité du prêteur en dernier ressort. Ces deux missions sont contradictoires.

Croyant que l'investissement dépend du capital et redoutant de ce fait l'inflation qui dévalorise l'unité monétaire dans laquelle il est estimé, les gouvernements de l'Union européenne,

majoritairement approuvés en cela par leurs opinions publiques, ont fixé comme mission à la banque centrale de maintenir l'inflation en-dessous de 2%. Lorsque l'inflation tend à dépasser 2%, la banque centrale augmente le prix de son offre de monnaie légale, dans le but de limiter la demande de crédit des entreprises et des particuliers. Ce qui constitue alors un frein à l'économie. Comme l'inflation est proportionnelle au taux de croissance de la consommation (elle lui est même quasiment identique sur le long terme<sup>50</sup>), le ralentissement de l'économie diminue la tension inflationniste. Autrement dit, la banque centrale n'atteint les prix qu'au travers de la répression de la croissance économique.

Du temps où les banques commerciales n'étaient pas contraintes d'aller sur les marchés financiers glaner la matière première de leur production de crédits, les modulations du taux de réescompte de la banque centrale déprimaient déjà le taux de croissance. Mais elles n'intervenaient que pour protéger la balance commerciale, quand les importations explosaient du fait de la saturation des capacités de production du territoire (« politiques contracycliques »). Dans le contexte actuel, la croissance est réprimée sans limite, jusqu'à sa pure et simple annulation, voire la récession.

En période de croissance, en effet, une inflation de plus de 2% est inévitable en raison de la finitude des ressources naturelles. De sorte qu'en croyant stabiliser les prix, la banque centrale décourage le système bancaire de souscrire à ses adjudications et le pousse vers la « désintermédiation » financière, c'est-à-dire le financement direct sur les marchés ou auprès de « l'argent sale », hors le recours aux adjudications centrales. Cependant, comme les banques centrales sont les seules émettrices de monnaie légale, les fonds levés sur les marchés ou en provenance de diverses fraudes ne peuvent venir que du volant monétaire déjà en circulation à l'échelle planétaire et ne peuvent donc pas accroître le crédit global à l'économie.

En outre, lorsque la croissance et le crédit sont déprimés et que pour y remédier la banque centrale abaisse son taux de base, les banques n'en sont pas davantage incitées à emprunter ses adjudications. Elles n'y souscrivent que si ce sont des prêts directs, sans autre contrepartie que leur signature (ce fut le cas en 2011 et 2012, quand la BCE a consenti en deux fois près de mille milliards d'euros à faible taux au système bancaire). La raison en est le type de titres éligibles que la banque centrale accepte normalement en

---

<sup>50</sup> Annexe 2.

contreparties, et qui oblige les banques à prendre des risques sur les places financières.

### Les banques entre le dogme et la réalité

Depuis le 19<sup>e</sup> siècle, le principe fonctionnel du système bancaire oscille entre la *Banking School*, partisane de la monnaie fiduciaire, et la *Currency School*, partisane de la référence au métal. C'est la thèse de cette dernière qui est actuellement dominante dans la pensée économique et la gestion bancaire, à ceci près que les titres de capital ont remplacé le métal précieux. Mais le principe reste le même : la monnaie est émise en considération d'une « valeur » préalablement accumulée, et non sur la base de la production de crédits à l'économie.

En 1844, la *Currency School* triomphait avec la loi Peel qui fut suivie des crises les plus dures (1847, 1857). Les attribuant à un défaut de monnaie de crédit, le rédacteur en chef de *The Economist*, Walter Bagehot, fit campagne pour que la Banque d'Angleterre fût autorisée à refinancer le système bancaire quoi qu'il arrivât, à un taux à sa discrétion, sans aucune limitation. Après la crise de 1857, la loi Peel fut suspendue. Le taux d'escompte de la Banque d'Angleterre devint le paramètre de pilotage de l'économie britannique et même européenne dans une large mesure. Or le taux d'escompte s'exerce sur un certain type de documents qui correspondent au produit de l'activité normale des banques : le crédit.

Au 18<sup>e</sup> siècle, la Banque d'Angleterre avait élu les obligations souveraines en contrepartie de ses émissions, c'est-à-dire qu'elle finançait directement l'État. Cette pratique fut interrompue, après la campagne réactionnaire de Ricardo en faveur d'une monnaie indexée sur le métal. Puis elle fut restaurée, après 1857, restituant alors sa prérogative au parlement en matière de budget. Mais au lendemain de la première Guerre mondiale, en raison de la phobie de l'inflation, le balancier est revenu du côté de la *Currency school*, provoquant ainsi le marasme de l'entre-deux-guerres des deux côtés du Chanel.

Faute d'un refinancement sur la base de leur production, les banques tarissent leur crédit. Mais leur couverture en créances sur l'économie et les États ne les met pas davantage à l'abri. Et telle est donc de nouveau, aujourd'hui, la raison de la crise du crédit, mais aussi de la fragilité des banques.

## Recapitalisation contre refinancement

Les titres négociables réputés éligibles par la banque centrale sont évalués aux prix du marché<sup>51</sup>. Or, en périodes dépressives, les prix de marché des titres obligataires et boursiers peuvent chuter. Si bien que le financement du système bancaire, en plus d'être déjà inadéquat, s'en trouve encore fragilisé. Les « agences de notation » apportent à ce processus une caution pseudo-arbitrale, en désignant publiquement les moutons à tondre. Les États ont de plus en plus de mal à se financer, du fait de la flambée des taux, au point que se présente bientôt la nécessité de restructurer leur dette, inconsidérément réputée insolvable. Les créanciers, à commencer par les banques, se voient alors contraints d'accepter une perte sur leur créance.

Or, promues intermédiaires obligés entre l'État et la banque centrale, mais n'accédant aux adjudications de cette dernière qu'en échange de créances obligataires, les banques se sont garanties par une couverture en titres de la dette publique. Elles n'envisageaient probablement pas que ces créances sur les États, de surcroît libellées en euros, pussent se dévaloriser. C'est pourtant ce qui se produit. De sorte que les banques dépositaires des obligations décotées voient fondre mécaniquement leur couverture, avec pour conséquence un déséquilibre entre leurs engagements et leurs disponibilités négociables.

Les banques centrales pourraient éponger la perte. Mais ce serait déroger au dogme, en finançant de fait les États sans passer par le capital et la sanction de ses marchés. Aussi ne parle-t-on pas, en cas de crise bancaire, de « refinancer » les banques, mais de les « recapitaliser ». Pour ce faire, les États ont la faculté de faire appel au « mécanisme européen de stabilité » dont le capital est constitué de fonds publics et dont le concours (limité) est assorti de contraintes politiques et financières aussi absurdes que draconiennes.

Tant que les banques centrales ne l'épongent pas, le déséquilibre ne peut que se propager de manière circulaire dans la zone. L'intrication du système bancaire y entraîne un effet dominos que seule une nouvelle ponction sur la masse monétaire, c'est-à-dire un appauvrissement supplémentaire du tissu socio-économique, est susceptible d'enrayer. Mais en supposant même qu'elle soit acceptée

---

<sup>51</sup> Les seules créances éligibles hors marché sont les titres hypothécaires pour lesquels débiteurs et créanciers appartiennent au secteur public, à des sociétés non-financières, ainsi qu'aux institutions internationales et supranationales (ECB, 2011, *The Implementation of Monetary Policy in the Euro Area*, Documentation générale, pp. 50-52, 57-58).

par les populations, ce n'est alors que l'amorce d'une nouvelle spire de la spirale négative et sans fin.

### **Le mystère de la multiplication des pains, au secours d'une impuissance intellectuelle**

Quels que soient les artifices laborieusement institués par la loi et les traités, pour authentifier la croyance selon laquelle le financement de l'État et des banques serait assuré par le capital, chacun sait cependant que tout repose, en dernier ressort, sur la banque centrale. Dans le but d'évacuer ce dilemme intellectuel, le modèle postule un « multiplicateur de crédit et d'investissement » qui n'a aucune réalité. A partir d'une prétendue « base monétaire », de l'épargne et des réserves obligatoires que doivent détenir les banques sur leur compte à la banque centrale, une sorte d'alchimie bancaire aurait la faculté de multiplier les crédits, sans dépendre à même hauteur des créations monétaires de la banque centrale.

Or les réserves obligatoires sont purement arbitraires et, pour tout dire, elles ne présentent aucune utilité sauf idéologique. On peut très bien s'en passer, comme au Canada par exemple. Quant à l'épargne, elle résulterait d'un comportement arbitraire des agents économiques, entreprises et particuliers. La multiplication des crédits serait d'autant plus grande, que leurs dépenses seraient réduites. Or pourquoi multiplier le crédit, si ce n'est pour multiplier les dépenses ?

Dans l'ensemble du système bancaire, sauf retrait de billets, toute dépense n'est qu'un transfert d'un compte vers un autre et ne modifie nullement, par conséquent, le montant total des comptes détenus par les banques. Comment faire la différence, dans ces conditions, entre l'épargne et les dépenses globalement considérées ? Certes, il existe des « comptes d'épargne », qui sont rémunérés, et des « comptes courants » qui ne le sont normalement pas. Mais ils appartiennent indistinctement au passif de la banque, en face des crédits à leurs clients qui procèdent de l'actif. Or, la référence de toute comptabilité est l'égalité de l'actif et du passif.

Il faut préciser que la comptabilité bancaire est le miroir en creux de celle des autres secteurs économiques. Quand le passif d'une entreprise non bancaire est supérieur à l'actif, c'est une dette envers la banque et, pour cette dernière, c'est un actif. Réciproquement, quand l'actif d'une entreprise non bancaire est supérieur à son passif, son compte bancaire est positif et pour la banque c'est une dette envers l'entreprise, inscrite à son passif. En d'autres termes, si une banque accorde des crédits qui excèdent son

passif, comme le sous-entend le « multiplicateur », elle se trouve en besoin de financement et accroît son endettement, soit envers d'autres banques, soit envers la banque centrale, soit par l'émission d'obligations, soit envers l'État. Le passif équilibre alors l'actif, c'est-à-dire que le « multiplicateur » est invariablement égal à 1. Mais l'université et les écoles de commerce continuent d'enseigner diverses formules de « multiplicateur », bien qu'elles ne présentent aucune utilité pratique, dans un but purement pédagogique : la promotion du dogme.

Ce qui précède peut sembler contradictoire avec le cas précédemment exposé d'une dévalorisation de couverture. Ici, ce serait l'accroissement d'actif qui serait cause du déséquilibre. En fait, dans le cas précédent, il s'agissait d'acquisitions de créances correspondant aux amortissements et provisions ou prises sur les bénéfices, c'est-à-dire propriétés des actionnaires, et donc dettes de la banque envers les actionnaires, figurant par conséquent au passif. Leur dévalorisation entraînait donc bien un besoin de financement, artificiellement transformé en besoin de « recapitalisation » du fait de l'incorporation de ces acquisitions au compte de capital.

### **Quand les banques avaient pouvoir de créer de la monnaie**

Les prosélytes du « multiplicateur » en sont restés au temps où chaque banque éditait ses propres billets, en contrepartie du métal déposé par ses clients. C'est d'ailleurs de cette époque que vient le terme de « déposant » qui n'a plus grand sens aujourd'hui. Le métal sortait alors des cassettes, pour trouver un refuge supposé plus sûr. De plus, avec les billets, les déposants pouvaient se pourvoir sur le marché boursier plus commodément que lestés de jaunets ou de lingots. Ils avaient alors la latitude de restituer ses billets à la banque, s'ils désiraient en retirer leur métal. Et ce, au prix convenu au départ, c'est-à-dire la parité entre l'intitulé du billet et un poids déterminé d'or ou d'argent.

Faisant le pari que tous les déposants ne retireraient pas leur métal en même temps, les banques, à la demande de l'économie, ouvraient des crédits en billets qui dépassaient largement ce que permettait le stock d'or ou d'argent à la parité affichée. Il y avait bien alors multiplication du crédit, par rapport à la base métallique. En outre, les banques s'octroyaient ainsi le pouvoir de créer de la monnaie.

Nombre d'économistes attribuent encore aujourd'hui cette faculté aux banques, contre toute raison. Dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle, elles

l'avaient perdue au profit de la banque centrale. Les billets étaient émis par cette dernière, en contrepartie du métal que les banques lui confiaient en provenance de leurs déposants et de leurs propres acquisitions. Mais pour les déposants, rien n'était changé. Ils avaient toujours la latitude de restituer les billets contre métal au guichet de leur banque.

Les cycles économiques du 19<sup>e</sup> siècle sont ainsi caractérisés par un afflux de métal, des déposants vers les banques et la banque centrale puis, en période de crise boursière, un reflux de la banque centrale via les banques vers les déposants qui assaillaient les guichets, jusqu'à ce que ces derniers soient fermés, déclenchant alors les faillites en chaîne. Après une période d'asthénie parfois longue, le métal repartait en sens inverse, au fur et à mesure de la reprise économique, généralement à la faveur d'une expansion géographique ou sociologique.

La faculté pour les déposants d'échanger leurs billets contre métal, ou « convertibilité interne », fut abolie en 1922, après avoir été suspendue pendant les années de guerre et de l'immédiate après-guerre, au profit de la « convertibilité externe », c'est-à-dire les transactions internationales. Depuis lors, il n'y a pas plus de multiplication des pains dans le système bancaire, qu'à la table des affamés.

### **Démystification de la « planche à billets »**

Au niveau bancaire global, le dénominateur des formules de « multiplicateurs » se réduit à une prétendue « base monétaire » qui à l'origine n'était que la contrepartie de la base métallique aujourd'hui révolue. Or, cette monnaie manuelle n'est elle-même qu'une survivance du passé, aujourd'hui largement supplantée par la monnaie électronique.

Avant même l'invention de l'informatique, quand s'est imposée la monnaie légale émise par la banque centrale, la plus grande partie des transactions financières circulait déjà par écritures dans les livres des banques, soit par l'intermédiaire de documents mobiles (chèques, billets à ordre), soit directement par courrier postal ou par télégraphe. De nos jours, les documents intermédiaires sont eux-mêmes condamnés.

La monnaie manuelle, quant à elle, est devenue très minoritaire. Sa survivance ne tient qu'à l'anonymat qui lui est associé. Bientôt, la monnaie bioélectronique sera en mesure de couvrir toutes les transactions individuelles et collectives. Il suffira alors d'une

volonté politique pour abolir, en même temps que la monnaie manuelle, les trafics délictueux et criminels qu'elle permet encore.

## Les crises du modèle

**Où il est historiquement prouvé que le capitalocentrisme se trouve à l'origine ou participe de toutes les crises économiques depuis des millénaires.**

« *Le monde a changé* ». Tel est le leitmotiv de la « pensée unique », en réponse aux critiques qui lui sont adressées. Ses colporteurs veulent ainsi imprimer dans les consciences leur propre conviction que la crise actuelle n'a rien à voir avec les précédentes, qu'elle est l'accouchement d'un monde nouveau. Et il faut hélas reconnaître qu'ils y réussissent, favorisés qu'ils sont en cela par l'obscurantisme et les atavismes ambiants. Jusqu'au discours « anticapitaliste » qui abonde en ce sens, pour qui la crise serait en fait une stratégie des « intérêts dominants ».

Non, la crise actuelle n'est pas nouvelle, et c'est bien une crise. Sous le triple signe de la restriction du crédit, du surendettement et de la répression du « coût du travail », elle jalonne l'histoire depuis des millénaires. Sa seule différence d'avec les précédentes, c'est qu'elle est le dernier soubresaut d'un modèle financier désormais obsolète parce que s'amenuise l'exutoire de ses crises. Et les stratégies ne maîtrisent plus rien.

Le principe de base de ce modèle, rappelons-le, consiste à appréhender le futur à partir d'une accumulation passée de « valeur » épargnée ou estimée. Il n'est pas différent aujourd'hui de ce qu'il était à Sumer, à Rome, dans l'Europe du Moyen-âge et celle des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Seules les valeurs de référence, ainsi que les techniques d'accumulation ont changé.

### Hausse des prix sans inflation

A Sumer, il y avait déjà des crises de l'endettement qui entraînaient l'esclavage pour dettes et dont l'issue passait régulièrement par un décret d'annulation des dettes publiques et privées. Le plus ancien dont on dispose fut émis par un prince de la cité-état de Lagash vers 2400 avant J-C<sup>52</sup>. La récurrence de ces actes, par la suite, permet de penser qu'il n'est pas le premier. Surtout si l'on tient compte de ce que les archives retrouvées de Lagash sont les plus abondantes.

---

<sup>52</sup> E. Sollberger et J-R Kupper, *Inscriptions royales sumériennes et akkadiennes*, Paris, Le Cerf, 1971, pp.68-69.

Par le cours fluvial de l'Euphrate, Sumer importe le bois, le silex et l'obsidienne puis les métaux, ainsi que des pierres de construction et aussi ornementales. En échange, Sumer exporte des produits agricoles, des briques et des objets d'argile cuite, de la vannerie, du textile<sup>53</sup>. L'énergie consommée par les briqueteries et les manufactures vient déjà du pétrole, récolté sous la forme de nappes de bitume qui affleurent dans les sables.

Les techniques d'exploitation des gisements d'où proviennent les produits importés étant rudimentaires, il est probable que leurs rendements décroissent assez vite. Il faut alors rechercher ces denrées de plus en plus loin, ce qui renchérit les importations et dévalorise, réciproquement, les exportations. Les cités-états sumériennes sont alors placées devant une double nécessité. D'une part, elles sont incitées à élargir leur domaine agricole, ce que l'on peut déduire des incessantes guerres de bornage entre elles<sup>54</sup>. D'autre part, elles ont un problème de « coût du travail », c'est-à-dire tout à la fois d'« inflation », de concurrence et de productivité.

En fait, il ne peut pas y avoir à proprement parler d'inflation monétaire, puisqu'il n'y a pas de monnaie fiduciaire. Toutes les monnaies d'échange sont des marchandises matérielles : grains, métaux et peut-être d'autres denrées. Autrement dit : des « valeurs ». Le grain constitue donc la principale ressource d'exportation à Sumer. Mais il mesure également son propre prix, à la manière des taux d'intérêt qui mesurent aujourd'hui le prix de la monnaie de crédit.

Les agriculteurs empruntent, aux stocks des temples-banques, des greniers du prince ou autres magasins publics ou privés, la semence ainsi que leurs moyens d'existence. Après la récolte, ils devront en restituer le montant, plus un intérêt qui constitue pour l'organisme prêteur, le marchand ou autre créancier le prix non seulement de sa propre subsistance, mais aussi le surcoût des produits d'importation. Pour l'agriculteur, cela se traduit par des taux d'intérêt plus élevés et, par conséquent, une réduction de son salaire. Si bien que périodiquement des agriculteurs ne peuvent plus accéder au crédit et que d'autres ne peuvent plus payer leur dette.

### L'esclavage pour dettes

Dans le monde antique, c'est par l'esclavage et son expansion que se résolvent les problèmes de productivité et de « coût du travail ». C'est pourquoi, parallèlement à la constitution d'empires militaires

<sup>53</sup> G. Contenau : *Umma sous la dynastie d'Ur*, Paris, Geuthner, 1916, pp.25s.

<sup>54</sup> G. Roux, *La Mésopotamie*, Paris, Seuil, 1985, pp.132-133.

généralisant l'expansion territoriale à grande échelle, l'esclavage deviendra massif et systématique. Mais il est précédé de l'esclavage pour dettes qui témoigne d'un phénomène spécifique de surendettement systématique, et constitue alors un phénomène sociologique de première grandeur dans toute l'histoire mésopotamienne.

Crises de l'endettement, donc crises financières. Une fraction croissante de la population s'en trouve systématiquement appauvrie, tandis que l'activité économique tourne au ralenti. Ces phénomènes démontrent bien l'existence d'une constante de l'histoire économique jusqu'à nos jours.

L'esclavage pour dettes ne résout pas la crise financière. Au contraire il l'aggrave<sup>55</sup>. En l'absence d'expansion ou de gains substantiels de productivité, il ne met pas un terme à la tendance. Il la répercute graduellement dans l'échelle sociale. Aussi les potentats sumériens, confrontés au marasme économique, mettent-ils périodiquement un terme à la crise, par un décret d'annulation des dettes et de libération des corps. En dépit de la déperdition de la documentation sous la forme de tablettes d'argile, on recense plus de trente de ces décrets sur un demi-millénaire<sup>56</sup>.

En Attique et au Latium, l'esclavage pour dettes s'accompagne d'une confiscation de la terre par les créanciers. En Attique, les « tyrans » restituent les terres confisquées à leurs anciens propriétaires. Rien de tel à Rome, mais la République connaît régulièrement des « nouveaux registres » (*tabulæ novæ*), c'est-à-dire l'effacement total ou partiel des dettes. Néanmoins, après avoir aboli l'esclavage pour dettes, César promulguera un décret permettant aux débiteurs défaillants de se désendetter par la vente de leur bien selon un prix établi par une expertise publique et non plus à l'encan comme le préconisait Cicéron. Enfin, l'acte de naissance de la démocratie athénienne est un décret d'annulation générale des dettes publiques et privées, et d'abolition de l'esclavage pour dettes, la *sisachtie* de Solon<sup>57</sup>.

### Compétitivité et délocalisations à Rome

Est-elle si différente en son esprit, la citation ci-dessous, de la délicate attention d'un Tony Blair faisant expédier des réveille-matin

---

<sup>55</sup> J. Bottéro et E. Cassin, « Désordre économique et annulation des dettes en Mésopotamie à l'époque paléo-babylonienne », in *Journal of economic and social history of the Orient*, Leiden, E. J. Brill, 1961, vol. IV, Part II, pp.154-159.

<sup>56</sup> Idem p.160.

<sup>57</sup> Aristote, *La constitution d'Athènes*, Paris, Les Belles Lettres, 1996, pp. 10-13.

aux chômeurs britanniques, de la condamnation récurrente des « canards boiteux » par les libéralistes, des discours moralisateurs de Merkel à l'égard des Grecs, de l'arrogante revendication de « mobilité-flexibilité » de la main-d'œuvre, et plus généralement du mépris de l'« élite » pour les classes « inférieures » ?

« [...] gens qui depuis longtemps sont engloutis et qui jamais ne reviennent à la surface ; qui, soit paresse, soit mauvaise gestion de leurs affaires, soit prodigalité, fléchissent sous le poids des dettes [...] Il faut que ces hommes, s'ils ne peuvent plus tenir debout, s'effondrent au plus tôt, mais sans que la cité, sans même que leurs proches voisins sentent le contrecoup de leur chute. Je ne saurais comprendre pourquoi [...] ils jugeraient moins douloureux de périr en nombreuse compagnie que de succomber tous seuls. »<sup>58</sup>

« Et en silence », aurait pu ajouter Cicéron il y a plus de deux mille ans, dans cette diatribe à l'encontre des victimes révoltées de sa politique, à l'instar des politiciens qui aujourd'hui prétendent avoir raison contre la volonté populaire. Mais contrairement à ce que croyait Cicéron, la crise de l'endettement, à Rome, ne résultait pas d'une tendance à la prodigalité et à la facilité périodiquement offerte par l'annulation des dettes. Elle était la conséquence des importations de blé et de l'usage de monnaies métalliques.

Pour les patriciens, devenus affairistes et spéculateurs avisés, il était plus rentable d'importer le blé de Chypre ou d'Égypte par les voies maritimes, que « *par des routes escarpées à travers les Apennins, sur lesquelles circulaient mal le froment et le vin portés sur le dos des ânes et des mulets dans de fragiles vases de terre* »<sup>59</sup>. En quelque sorte, l'Italie avait alors déjà un « problème de compétitivité » vis-à-vis du commerce extérieur.

Cette « délocalisation » plaçait le Latium devant un problème bien réel de balance des paiements avec le monde extérieur, qu'il fallait solder en or ou en argent. Confrontée au même problème, Athènes avait pu s'en sortir grâce aux mines de plomb argentifère du mont Laurion et aux dizaines de milliers d'esclaves qui y étaient employés. Mais Rome ne possédait pas une telle manne et devait importer non seulement le blé, mais aussi le métal pour le payer.

Les spéculateurs l'avaient d'ailleurs si bien compris, qu'ils s'attachaient à se positionner à la fois en aval et en amont de la chaîne. En aval pour vendre le blé aux Romains le plus cher possible,

<sup>58</sup> Cicéron, *Catilinaires*, Paris : Les belles lettres, 1996, pp.38-39

<sup>59</sup> G. Salvioli, 1906, *Capitalisme dans le monde antique*, Paris, Giard & Brière, p.179. Traduit de l'Italien par Alfred Bonnet.

grâce à une demande croissante, et en amont pour en recevoir le prix en métal précieux. Il leur suffisait, pour ce faire, de placer leurs capitaux dans l'agriculture d'où provenait le grain. Brutus, par exemple, plaçait les siens à Chypre, au taux de 48% l'an<sup>60</sup>. Cet exemple est emblématique, car c'est ce même Brutus qui participa à l'assassinat de César, condamné par les sénateurs patriciens pour la raison qu'il entendait taxer et encadrer leur liberté d'entreprendre.

Placer des capitaux dans l'agriculture, cela signifiait maîtriser le crédit aux producteurs. En Italie, ces derniers n'étant donc pas « compétitifs » se trouvaient asphyxiés par les créanciers auxquels ils étaient contraints de céder leur terre. C'est ainsi que se constituèrent les *latifundia*, vastes propriétés des membres de l'ordre des chevaliers et autres riches patriciens, dédiées à l'élevage plus facile que le blé à acheminer vers Rome. A ce sujet, l'aspect technique du recours aux importations de blé n'est sans doute pas contestable. Mais il était motivé par une demande croissante de la population romaine, grossie des agriculteurs dépossédés de leur terre et devenus « clients » des puissants, comme le *dèmos* athénien à l'égard des tyrans. Mais à Rome, pas de redistribution des terres. Cicéron, notamment, y résista avec succès.

### L'Europe sous la dictature du mythe

Le déséquilibre de la balance extérieure, en raison des importations de blé et de métaux, s'est traduit par une dévaluation incessante de la monnaie romaine<sup>61</sup>, consécutive à des hausses de prix alimentaires et au surendettement. Comme en Mésopotamie, il fallut régulièrement réduire voire annuler les dettes et aller un peu plus loin avec l'abolition de l'esclavage pour dettes, à plusieurs reprises.

L'empire résout l'équation par le pillage des trésors notamment égyptiens et les tributs imposés eux contrées conquises. Mais après la rupture entre l'Orient et l'Occident, le champ de l'expansion de part et d'autre se tarit. Pillages et tributs se raréfient. Les « barbares » résistent, et il faut désormais leur acheter la paix en argent. Le Bas-empire entre en crise de liquidités, et l'Église romaine hérite d'une Europe occidentale installée dans le marasme économique. Elle devient alors le banquier de la féodalité, la sauvant des disettes grâce à son crédit gratuit<sup>62</sup>.

<sup>60</sup> Adam Smith, *Richesse des Nations*, Paris, Flammarion, 1991, T.I, p.168.

<sup>61</sup> Pline l'Ancien, *Hist. Nat.* XXXIII, 13, 42-44.

<sup>62</sup> H. Pirenne, *Histoire économique et sociale du Moyen Age*, Paris, PUF, 1969, p.102.

Jusqu'au 17<sup>e</sup> siècle inclus, c'est la politique de protection des créances qui prévaut : les monnaies courantes sont séparées de la référence au métal, seule détentrice du pouvoir libérateur à l'égard de toute dette. Au 16<sup>e</sup> siècle, l'Europe connaît un essor économique sans précédent, grâce à l'afflux des métaux précieux en provenance des mines de l'Amérique espagnole, à l'exploitation desquelles sont sacrifiés des milliers d'esclaves autochtones. Puis cette manne finit par s'épuiser, et l'Europe entre dans le 17<sup>e</sup> siècle avec une interminable crise du crédit et de l'endettement.

### **Le combat du mythe et de la réalité dans le monde anglo-saxon**

Après la crise de 1857, l'Angleterre s'est libérée du carcan de la référence mécanique au métal. Désormais, la Banque d'Angleterre a le pouvoir de moduler son émission de billets au moyen du taux auquel elle réescompte les effets du crédit accordé par les banques commerciales. Mais la nécessité de préserver les réserves néanmoins subsiste. Elle se justifie, du point de vue de la balance des paiements avec le reste du monde. Celle-ci demeure en effet la fragilité principale de l'Angleterre, du fait qu'elle est systématiquement négative, alors que le statut du sterling par rapport à l'or n'est pas irréversible.

En 1860, éclate en Amérique la guerre de Sécession. Pour soutenir leur effort de guerre, les belligérants américains réalisent leurs créances sur l'Europe. La Banque d'Angleterre voit alors fondre ses réserves. En réaction, elle augmente considérablement son taux d'escompte, provoquant ainsi une crise du crédit et de l'emploi. Cette dépression touche le fond en 1862-1863. Les banquiers britanniques, afin de contourner la crise de liquidités, inventent alors un système de rééchelonnement des échéances, qui transforme, de fait, des crédits à courts termes en crédits à longs termes<sup>63</sup>. Ce qui favorise la reprise. Mais fin 1865, la liquidation entraîne des faillites de banques et la panique des déposants.

Ce sera pour l'Angleterre la dernière convulsion critique, car alors elle invente les « balance-sterlings », simples reconnaissances de dette que les partenaires de la Grande-Bretagne acceptent en paiement en lieu et place du métal. Puis les monnaies étrangères s'alignent de fait sur un système de *convertibilité sterling* dans lequel

---

<sup>63</sup> M. Niveau : *Histoires des faits économiques contemporains*, Paris, PUF-Thémis, 1984, p.177.

la livre, créditée d'une parité or tout à fait illusoire<sup>64</sup> mais symbole de la première puissance économique du monde, constitue la référence dernière. C'est en quelque sorte le prélude à ce que sera le système de Bretton Woods centré sur le dollar après 1944.

De 1870 à 1914, l'Angleterre, alors pôle principal du système-monde occidental, impose donc sa monnaie à celui-ci sous la protection de son taux d'escompte, limitant ainsi les conséquences des retraits de capitaux et du déséquilibre commercial, et se gardant par là même des crises monétaires internes<sup>65</sup>. Cela suffit à protéger la livre sterling pendant toute la guerre et jusqu'en 1919, année où la Grande-Bretagne, lourdement endettée du fait de la guerre, doit suspendre le régime de l'étalon or. Elle tente d'y revenir en 1931, provoquant alors un marasme qui perdure jusqu'à la guerre, mais y renonce définitivement, comme la France, dès 1936.

En 1862, en pleine guerre civile américaine, une loi déclare le billet vert inconvertible. Mais les adversaires de cette loi la contestent devant la Cour Suprême. Il faudra dix ans pour que soit enfin reconnue sa constitutionnalité. Entre temps, en 1869, le paiement en or des bons du trésor à échéance a été rétabli. En 1873, année de la première crise financière planétaire, les États Unis mettent un terme à cette initiative, et un an plus tard, le parlement ré-institue l'inconvertibilité et le pouvoir libérateur du billet vert. Mais le président Grant y oppose son veto. Le conflit se termine par le rétablissement de l'étalon or en 1879<sup>66</sup>. Cette référence ne sera abandonnée qu'en 1971. Entre temps, le dollar-or déclenche en 1929 la « Grande dépression » qui perdure jusqu'en 1933.

Le contexte international de 1929 est celui du *Gold Exchange Standard* (GES). C'est-à-dire la faculté, pour les territoires qui affichent une parité or de leur monnaie, de régler leur balance extérieure dans cette dernière, et l'obligation pour les autres de payer en or ou dans la devise des premiers. La balance états-unienne

---

<sup>64</sup> R. Dehem : *De l'étalon-sterling à l'étalon-dollar*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, pp.30-33.

<sup>65</sup> « Non seulement la Grande-Bretagne pouvait très rapidement porter remède à ses propres déséquilibres, mais ce mécanisme privilégié, car asymétrique, s'exerçait au détriment des pays de la périphérie producteurs de matières premières. » M. Niveau, ouv. cité, p.277.

<sup>66</sup> « Les États de l'Est qui (...) ont voté contre l'inflation sont des États plus riches, plus intéressés dans les opérations financières que même dans l'industrie, et surtout que dans l'agriculture ; et peut-être ils comprennent aussi un certain nombre, un nombre croissant de ces revenus passifs qui sont évidemment défavorisés dans une période d'inflation. Les États de l'Ouest ou du Middle-west, au contraire, restent des États emprunteurs, de façon majeure, parce qu'ils sont surtout agriculteurs, surtout disposés donc à s'endetter (...). » Simiand F. : *Le développement économique des États-Unis*, Paris, Domat-Montchrestien, 1934, p.124.

est alors positive, grâce à ses exportations électromécaniques et agricoles vers l'Europe. Du côté européen, le tableau est beaucoup plus gris. La saignée de 14-18 n'est toujours pas surmontée, la faiblesse chronique du mark et les tentatives française et britannique de revenir à l'étalon or pèsent lourdement sur l'activité économique, au point de limiter drastiquement les importations en provenance des USA. Les Européens demandent alors à la FED d'assouplir sa politique monétaire, c'est-à-dire de dévaluer le dollar par rapport à l'or, afin d'abaisser le coût en or (ou en dollars, ce qui revient au même) de leurs importations. Mais la FED refuse.

La chronique de cette époque rapporte ce qu'aujourd'hui on appelle une « bulle immobilière », en l'occurrence la spéculation sur les terrains de Floride, mais ce n'est là que l'écume. Un peu comme les *subprimes* dans la crise bancaire de 2008. En réalité, les politiques budgétaires et monétaires européennes, destinées à satisfaire au Gold Exchange Standard, tarissent le recours aux importations en provenance des USA. C'est le scénario typique de la crise actuelle : un modèle financier inadéquat provoque une crise économique qui en retour provoque une crise financière.

Le tarissement des importations européennes se traduit pour les exportateurs US par un surstockage et, par voie de conséquence, un problème d'échéances en cascade pour le commerce. Dans une telle circonstance les banques peuvent subvenir, au moyen de l'escompte des effets de crédit, et permettre ainsi aux débiteurs d'attendre la complète liquidation de leurs stocks. Mais encore faut-il que le système bancaire soit assuré de disposer du soutien de la banque centrale, pourvoyeuse de monnaie légale. Ce n'est pas le cas en 1929. Les banques font alors défaut, parce que la FED fait défaut. Et ce, en raison du maintien d'une parité rigide du dollar à l'or.

Au fur et à mesure que les importateurs européens se désistent, les rentrées d'or ou de monnaies indexées sur l'or vers la réserve états-unienne se tarissent. Symétriquement, sous l'effet du surstockage, les demandes de crédit explosent. Les banques multiplient leurs crédits au-delà de leurs réserves. La FED réalise que le crédit dépasse sa capacité métallique et que le dollar est alors menacé sur le marché de l'or. Elle tarit brutalement sa provende. C'est le fameux *Krach* boursier du « jeudi noir », à l'issue duquel toutes les comptabilités s'arrêtent en quelques jours sur un constat de défaut de paiement. Le commerce, à la tête de stocks invendables, sur l'impossibilité de faire face à ses échéances ; les banques sur l'impossibilité de restituer leurs dépôts aux déposants ; les propriétaires fonciers sur l'impossibilité de solder leurs crédits aux banques qui s'emparent de leurs terres et en chassent les fermiers.

C'est sous la première présidence de Franklin Roosevelt (1933-1937) que la crise s'est dénouée, grâce à la suspension puis la dévaluation de la convertibilité or du dollar, passée de 28 à 35\$ l'once après la sortie de crise, ainsi qu'à une augmentation explosive de la dépense publique : le *New Deal* associé au *Welfare State* (« État providence »).

La crise de 1929 est paradigmatique, tant en ce qui concerne ses causes que les moyens de son issue. Au titre des causes, on relève la constante qui caractérise toutes les crises : la soumission du crédit à une accumulation préalable de « valeurs », métaux précieux ou capital coté sur les marchés financiers. Au titre de l'issue, on relève une autre constante : la libération du crédit et l'augmentation de la dépense publique. L'Argentine des années quatre-vingt-dix et deux mille constitue une illustration exemplaire de la succession de ces deux constantes.

### Une leçon d'Argentine

De 1991 à 1993, l'Argentine vivait sous la contrainte d'une parité immuable de sa monnaie au dollar. Ce qui lui valait un afflux de capitaux spéculatifs. Mais il fallait être abusivement optimiste, pour croire que ces capitaux exogènes allaient affluer éternellement au même rythme. La pièce avait déjà été jouée plus d'une fois à travers le monde, et ç'avait été à chaque fois un échec. Pendant quelques années (trois ans pour l'Argentine), on voyait affluer les capitaux étrangers, et c'était l'euphorie. Mais bientôt le flux de ces capitaux se ralentissait, tandis qu'augmentait celui du retour des profits. Quand ce reflux dépassait l'afflux, et que les exportations ne suffisaient plus à couvrir la différence, il fallait effectuer des prélèvements sur le pouvoir d'achat de la population. En Argentine, ce processus s'est poursuivi jusqu'à provoquer des émeutes de la faim. Malgré tous ses sacrifices, en décembre 2001, l'Argentine était contrainte de suspendre *sine die* le paiement de sa dette envers les créanciers privés, soit 93 milliards de dollars.

Un taux de change stable paraît constituer le confort minimum pour les touristes, les négociants et les « investisseurs ». Mais la stabilité de change suppose soit une absence de tensions, soit des tensions réversibles, c'est-à-dire un espace financier isotrope. En d'autres termes, il faut que les mouvements de capitaux aient même valeur dans toutes les directions et que par conséquent la résultante de leurs déplacements planétaires soit aléatoire ou nulle. Et c'est là, que la réalité prend en défaut les théories financières actuellement en honneur.

L'Argentine n'était pas le seul territoire économique qui malgré tous ses efforts de « rigueur » voyait croître sans cesse son endettement en dollars et se trouvait contraint d'effectuer une ponction de moins en moins supportable sur son marché intérieur. Mais c'était le seul qui s'obligeait à une parité fixe légalement imposée, entre sa monnaie et le dollar. Ses voisins, comme le Brésil, affichaient une politique monétaire plus pragmatique, n'excluant pas le « flottement » de leurs monnaies. Depuis lors, on peut constater que si l'Argentine a renoué avec l'essor économique et commencé à panser ses plaies, c'est parce que le peso a été régulièrement déconnecté du dollar, et que le président Kirchner a eu le courage d'ignorer et de défier les préceptes de « l'orthodoxie » financière.

Cependant, si la Maison Blanche et le FMI ont provisoirement reculé devant la détermination de l'Argentine (sur le dos des créanciers les moins puissants), ils n'ont pas pour autant renoncé à leur *credo*, comme en témoigne la conférence de presse du FMI tenue à Washington le 2 octobre 2004, dans laquelle Rodrigo de Rato, directeur général dans la lignée des esprits serviles traditionnellement placés à la tête de cette institution, persistait à prétendre, en dépit de la leçon cuisante d'un passé pourtant récent, qu'une « *normal situation in the financial markets* », c'est-à-dire le recours aux « *international investors* », était un préalable à une croissance durable en Argentine. Ce qu'heureusement l'Argentine a depuis lors relativisé, grâce à quoi elle a renoué avec la croissance.

En réalité, l'effet multiplicateur de l'investissement exogène est tout autre que ce qu'en espèrent les idéologues du FMI. Son origine est purement juridique. Il permet à un capital exogène, placé dans l'économie d'un territoire, d'en tirer annuellement une partie du produit du travail y accompli. Processus qui relève plus du racket que d'une logique économique. C'est ainsi que l'ensemble des pays pauvres, contrairement à une idée reçue, exporte plus de capitaux vers le monde riche qu'il ne reçoit d'investissements de la part du mythique *international investor*. La France et les autres nations d'Europe, dont les économies sont déjà excessivement tendues par les exigences du commerce extérieur, sont elles aussi malades de ce cancer.

Les experts de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) font un bilan sévère des mouvements de capitaux à l'échelle mondiale<sup>67</sup> :

« *Dans l'ensemble, l'occurrence d'une interaction vertueuse entre la finance internationale, la formation locale de capital et la*

---

<sup>67</sup> TDR, ONU, 2004.

*croissance des exportations s'est curieusement avérée uncommun depuis le collapsus de Bretton Woods [...] Comme un enchaînement investissement-profit n'a pas pu prendre corps, les politiques de développement sont devenues otages d'une progression régulière de l'afflux de capital, et de l'obligation de continuer à mériter la confiance des institutions financières qui le dispensent [...]. Ceci est mis en lumière par l'Amérique Latine qui affichait un rapport de la dette extérieure aux exportations particulièrement élevé et révélait une plus grande vulnérabilité aux chocs exogènes. »*

La CNUCED révèle que les transactions à court terme sont à 80% spéculatives, n'excédant pas une semaine. D'une analyse portant sur six *developing countries* entre 1995 et 2003, ils tirent la conclusion qu'à taux de change donnés, « *le taux d'intérêt réel qui guide la décision d'un investisseur des USA pour un investissement de trois mois dans pays en développement est le taux d'intérêt nominal à trois mois de ce pays moins le taux d'inflation aux USA, du fait que les investisseurs fondent leurs décisions sur l'inflation de leur territoire, parce qu'ils ont l'intention de réimporter leur placement à l'issue de la période* »

Et les experts de l'ONU de conclure :

*« En général, pour les décideurs d'un pays en développement, le dilemme de la situation dans laquelle les investisseurs internationaux réalisent des taux élevés de retour sur investissement dans leurs pays ne peut pas être résolu dans le contexte de libre circulation des capitaux »*

*« Plus encore - constatent-ils - en dépit de la conviction qu'un environnement économique plus ouvert sans aucune restriction aux mouvements de capitaux démontrerait la supériorité des marchés sur les interventions gouvernementales, l'actualité a été marquée, depuis le collapsus de Bretton Woods, par l'occurrence croissante des crises financières et leur aggravation en termes de pertes d'emplois, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement »*

Et de souligner le caractère général du syndrome argentin, c'est-à-dire la tendance à privilégier l'afflux de capitaux extérieurs sur la formation intérieure de l'investissement :

*« Après l'ouverture rapide de leurs économies, dans les années quatre-vingts, beaucoup de pays en développement se préoccupèrent de plus en plus d'assurer un flux suffisant de capitaux exogènes, plutôt que d'améliorer l'accumulation de ressources internes [...] En particulier, les flux de capital étranger étaient regardés comme un instrument de l'accélération de la croissance [...]*

*Les conditions monétaires créées par ces flux, ainsi que les politiques pour les attirer n'étaient pas considérées comme des entraves à l'investissement intérieur [...] L'on croyait que les taux d'intérêt nominaux et réels élevés, un taux de change stable et la modération fiscale attireraient les entrées de capitaux et assureraient les investisseurs du sérieux des efforts politiques pour rompre avec l'héritage de l'hyperinflation »*

Nos gouvernants continuent de parier sur les privatisations pour relancer l'économie et désendetter l'État, alors que les experts de l'ONU en ont déjà fait un bilan entièrement négatif :

*« [...] on attendait, des ventes de patrimoine public et de la réduction des subventions gouvernementales, une amélioration de l'efficacité générale du système marchand [...] Mais l'envers de cette sound policy, ce fut qu'elle abaissa directement les profits et les anticipations de profit des firmes nationales [...] Il arriva que les gains en efficacité, de la politique pro-marché, ne purent pas compenser le statut restrictif général de la politique économique et la pression de la compétition internationale »*

Au terme de ce bilan, les experts de l'ONU préconisent enfin *« une série de réformes institutionnelles complémentaires, une macroéconomie discrétionnaire et des mesures de politique industrielle et sociale »*. Autrement dit, ils ne voient pas de salut, hors la restitution aux États de leurs prérogatives macroéconomiques.

Loin de favoriser celle des personnes, la libre circulation des capitaux et des marchandises enferme au contraire les citoyens des pays pauvres et les pauvres des pays riches. Elle est incompatible avec le développement des échanges entre les hommes. En outre, le flux résultant de capital des pays pauvres vers les pays riches force un flux migratoire résultant de même sens. La libre circulation des individus et l'équilibre des flux migratoires passent donc par un recentrage sur les marchés intérieurs, c'est-à-dire un protectionnisme économique et social qui passe, comme nous le verrons dans le chapitre sur la sortie de crise et comme l'enseigne la leçon d'Argentine, par la dévaluation compétitive.

### **Un syndrome plurimillénaire**

En résumé, l'histoire établit sans ambiguïté une continuité des crises financières, de l'antiquité jusqu'à nos jours. On y lit néanmoins une évolution, de la monnaie-marchandise à la monnaie fiduciaire d'abord référencée au métal puis libérée de ce carcan, de l'autonomie des banques à leur adossement à une banque centrale

seule émettrice de la monnaie légale. Mais la référence au capital financier obéit toujours au même principe de soumission du crédit à une accumulation passée de « valeur ». Elle inscrit la crise actuelle dans le même syndrome plurimillénaire : un conflit entre modèle et réalité.

## Un modèle financier hors du temps et de l'espace

**Où il s'avère que le modèle financier capitalocentriste constitue une représentation inversée du circuit de l'investissement, et donc de l'économie réelle.**

La pensée, l'enseignement et les politiques économiques actuelles sont dominées par deux dogmes formulés au 18<sup>e</sup> siècle par David Hume. En substance :

- Tout investissement doit venir d'une épargne préalable.
- Le niveau général des prix dépend de la quantité de monnaie mise en circulation.

Ces deux axiomes fondent un modèle financier qui prétend représenter la réalité et s'y substituer. Ainsi que l'ont montré John Maynard Keynes et Joan Robinson, ils constituent en fait une représentation inversée de la réalité. Ils sont l'expression d'un mythe, pure projection de l'imaginaire associée à un présupposé kantien de rationalité normative des comportements économiques.

La crise économique et sociale vient de cette divergence entre le modèle et la réalité. D'une confusion intellectuelle entre les deux, vient la substitution en cours de la dictature financière à la démocratie. La divergence et néanmoins confusion entre le modèle et la réalité s'opposent à l'avènement d'une véritable science économique qui fait aujourd'hui cruellement défaut à la décision politique.

### Le modèle est toujours une fiction

Ne pouvant connaître la réalité telle qu'elle est, ou « chose en soi », l'action humaine sur le réel commence par s'en faire une représentation que nous appellerons « modèle ». Toute production algorithmique, maquette, tableau de bord, logiciel et poste de commande, destinée à piloter tel ou tel domaine de la réalité, procède de la modélisation. Notre économie ne fait pas exception à cette règle. Elle est quotidiennement gérée au moyen d'une comptabilité financière supposée représenter les mouvements de flux et de stocks, fictivement réduits à une unité synthétique commune : l'unité monétaire.

Le modèle est toujours une fiction, en ce sens que les objets qui le composent ne présentent aucune des caractéristiques de ceux que l'on rencontre dans le monde réel. Mais ce sont les relations entre ces objets virtuels qui constituent la valeur pratique du modèle : elles sont supposées reproduire les fonctionnalités réelles. L'informatique en est un exemple emblématique.

De nos jours, lorsqu'un prototype, avion, voiture, machine-outil, etc., sort des ateliers, les essais de base ont déjà été accomplis sur ordinateur. Ses performances sont connues à l'avance, il ne reste plus qu'à explorer en pratique la part marginale de l'incertitude des calculs. Mais à la condition que le logiciel respecte les lois de la dynamique et de la résistance des matériaux, c'est-à-dire les relations du monde réel entre la route et le pneu, l'air et un profile d'aile, un outil et la matière. Si l'on prétend installer un réacteur de Boeing sur une voiture ou à l'inverse faire décoller un avion de ligne à l'aide de sèche-cheveux, ou équiper d'une lime à ongles un tour parallèle, l'ordinateur en sera parfaitement capable, mais la réalisation réservera quelques surprises.

Dès lors, c'est dans la perspective phénoménologique des fonctionnalités réelles que le modèle doit être apprécié. Elles y sont ou n'y sont pas conservées, et tel est l'unique critère de « vérité scientifique ». Or, si l'on applique ce critère à l'actuel modèle financier, on rencontre de nombreuses preuves rédhibitoires d'une inversion des fonctionnalités réelles.

La plus flagrante concerne le facteur temps. Dans la réalité, l'économie est rythmée par une incontournable durée périodique : la nécessaire gestation des produits du travail. Il n'y a pas de production instantanée. Mais sur les marchés financiers et dans la comptabilité des banques, productions et échanges sont instantanés. Le Prix Nobel a ainsi couronné plusieurs théoriciens de l'échange instantané et de la formation instantanée des prix<sup>68</sup>.

D'un autre côté, l'économie se heurte à la finitude des ressources naturelles, c'est-à-dire à une perte de potentiel qui entre en conflit avec la consommation, but final de toute économie. Mais l'actuel modèle financier postule un équilibre général éternel, sans perte, sans entropie. Ceci explique que la théorisation économique, qui confond la connaissance économique avec celle de la structure fonctionnelle du modèle financier en vigueur, n'ait jamais réussi, d'une part, à définir un temps économique objectif (à l'exception de la période de production de Marx), et n'ait pas été

---

<sup>68</sup> « On considère l'économie à un instant donné, appelé l'instant présent ». Debreu G. (prix Nobel en 1983), *Théorie de la valeur*, Paris, Dunod, 1966, p.32.

capable, d'autre part, de prendre en compte la relation entre économie et écologie.

Pour résumer, l'actuel modèle financier n'est pas le produit d'une transformation isomorphe de la réalité économique, mais seulement un premier reflet, ou dualité simple, c'est-à-dire une inversion de réalité. Tant que ce modèle a pu trouver un exutoire dans l'expansion géographique et sociologique, ses auteurs ont pu se persuader de son auto-stabilité. Mais à l'ère de la « mondialisation » achevée, sa divergence d'avec le réel ne peut plus être ignorée.

### Une révolution théorique inachevée

Pourquoi la pensée économique ignore-t-elle encore le renversement théorique opéré par Keynes et Joan Robinson il y aura bientôt quatre-vingts ans de cela ? Deux raisons à cette imperméabilité intellectuelle : le poids d'un mythe et un défaut, un manque, dans la théorie keynésienne et postkeynésienne.

L'actuel modèle financier s'impose à la réalité, parce qu'il conjure l'anxiété qu'engendre le monde réel : le vieillissement, la perte, la mort. Quand s'installa le système des créanciers et des débiteurs, et avant même d'être authentifiée par la religion, la quête d'éternité était fétichisée dans une substance incorruptible, preuve de la résistance immuable au temps qui passe. Aujourd'hui, l'or ne peut plus être une référence monétaire, même dans les transactions internationales en raison des déséquilibres systématiques des balances extérieures. Mais l'actuel modèle financier en maintient le mythe, par l'obligation faite aux banques centrales d'émettre leur monnaie en échange de titres supposés porteurs d'une valeur intrinsèque que révéleraient les marchés.

La faiblesse de l'ordre keynésien de détermination entre l'épargne et l'investissement tient à l'absence d'un facteur temps dans la transformation de l'un dans l'autre. Pourtant, ce facteur temps a été formulé par Marx, qui relie la rotation du capital à la nécessaire gestation des produits du travail, la « période de production »<sup>69</sup>. La synthèse des théorèmes de Marx, Keynes et Robinson permet de renverser le modèle en question.

---

<sup>69</sup> *Das Kapital*, zweiter Band, Berlin, Dietz Verlag, 1963, pp. 241-250.

En fait, Marx distingue une période de production proprement dite (*Produktionszeit*) et une période de circulation des marchandises (*Zirkulationszeit*) qui selon lui s'ajoutent pour constituer la période de rotation du capital. Mais nous savons aujourd'hui, avec le « juste à temps », que les marchandises sont au moins virtuellement vendues pendant leur fabrication, ce qui fut toujours le cas des

## Renversement du modèle capitalocentriste

Quand en 1908 Rosa Luxemburg, alors directrice de l'école des cadres du parti social-démocrate allemand, entreprend d'écrire un résumé d'économie marxiste à l'usage de ses stagiaires, elle se heurte à la contradiction de Marx. Son entreprise pédagogique se transforme alors en l'écriture d'un ouvrage théorique, publié en 1913 sous le titre de « l'accumulation du capital ». Dans cet ouvrage, Rosa Luxemburg dévoile sans détour sa découverte : Marx est mort sans avoir expliqué la « reproduction élargie du capital », c'est-à-dire le processus de l'accumulation capitaliste en termes monétaires<sup>70</sup>. Cet acte d'honnêteté et de courage intellectuels lui vaudra le pilori de la social-démocratie et du léninisme pour une fois réunis<sup>71</sup>.

C'est donc Rosa Luxemburg qui la première a tenté de dépasser la contradiction fatale. Puisque la « plus-value » ne peut pas être réalisée dans le cadre d'un système capitaliste homogène, se dit-elle en substance, il lui faut un « acheteur extérieur »<sup>72</sup>. Cependant, bien que son intuition tende à dépasser le schéma classique de l'investissement, elle en demeure tout comme Marx prisonnière, ce qui nuit à la tentative d'identification de son « acheteur extérieur ».

Mais elle débouche néanmoins sur un théorème dont on peut aujourd'hui mesurer la valeur heuristique, non seulement du point de vue économique mais aussi de celui de l'Histoire. En substance : il n'y a pas d'accumulation de capital, sans expansion dans les espaces géographique et sociologique. Ce théorème constitue l'acte de condamnation du capitalocentrisme qui a pu croire longtemps à son adéquation au réel grâce à son expansion, mais se voit maintenant contraint, au stade de la mondialisation achevée, de se dévorer les entrailles pour se donner l'illusion de survivre. Que ce modèle soit condamné et que faute de nouvelles expansions possibles il ait entamé le processus de son autodestruction, ainsi que l'avait prédit Rosa Luxemburg, cela ne fait plus aucun doute. La seule question qui maintenant se pose est de savoir s'il entrainera ou non la civilisation dans sa tombe. Tout dépendra du niveau de conscience politique des populations, à commencer par celui des intellectuels.

L'acheteur extérieur de Rosa Luxemburg, c'est en réalité le retour de l'investissement extérieur de telle ou telle métropole qui

---

produits en carnets de commandes, et que par conséquent les périodes de production et de circulation sont supplémentaires et non complémentaires.

<sup>70</sup> R. Luxemburg, *L'accumulation du capital*, Présentation d'Irène Petit, Traduction de Marcel Ollivier et Irène Petit, Paris, François Maspero, 1969, T.1, p.121.

<sup>71</sup> Otto Bauer, 'Die Akkumulation des Kapitals', in *Die Neue Zeit*, (7-14/03/ 1913).  
Boukharine N., *L'impérialisme et l'accumulation du capital*, Paris, EDI, 1977.

<sup>72</sup> Ouv. cité, T.2, p.139.

étend le champ de ses échanges et de ses conquêtes, commerciales ou autres. Dans cette opération, la métropole, ou pôle de l'accumulation, impose sa monnaie ; mais son expansion nécessite une augmentation de la masse monétaire qui ne peut pas être issue de celle qui circule déjà. Elle est donc financée par une création additionnelle de monnaie. Et c'est le retour de cette monnaie additionnelle qui constitue « l'argent de la plus-value ».

Marx se référerait donc au circuit de l'économie qu'il convient de qualifier de « réelle », bien que ce soit un pléonisme. Dans le domaine réel, la production dépend non seulement de la main-d'œuvre et de l'outillage existants, mais aussi des denrées stockées en magasins, permettant à la force de travail et à ses ayant-droits de consommer jusqu'à ce que le produit escompté soit réalisé. En d'autres termes, l'« investissement », de ce point de vue, dépend des ressources préalablement accumulées.

Mais pour permettre à la force de travail mobilisée dans la perspective d'une croissance de la production, ainsi qu'à ses ayant-droits, de consommer jusqu'à ce que le produit escompté soit réalisé, il faut leur accorder un droit d'accès aux magasins et services existants. C'est la fonction de la monnaie, dispensatrice de pouvoir d'achat. Telle est la base objective de la contradiction : en termes matériels l'investissement est assuré par une production passée ; en termes monétaires c'est un crédit, c'est-à-dire un endettement escomptant la vente d'une production à venir.

Au début de la « période de productions », l'investissement global mobilise la force de travail nécessaire dans la perspective d'un produit. C'est un endettement gagé sur un à-venir. Par conséquent, il n'est pas nécessaire que la monnaie véhicule la présence ou la mémoire d'une « valeur » préalablement accumulée. C'est alors que la dette est apurée, quand le produit escompté est fini et vendu, qu'il y a accumulation<sup>73</sup>. Le taux global d'accumulation dans l'économie réelle n'est donc rien d'autre que le taux de la croissance économique.

Ce circuit résout la question de « l'argent de la plus-value », sans recourir à aucun mystérieux « multiplicateur ». C'est globalement l'investissement additionnel, mobilisant une force de travail additionnelle, qui constitue le profit du capital lors du « retour d'investissement » ; c'est-à-dire lors du désendettement. A ne pas confondre avec la rémunération des créanciers et porteurs de parts qui tout autant que les salaires appartiennent à l'avance générale de

---

<sup>73</sup> « *Qui paie ses dettes s'enrichit* », dit l'adage. Les théoriciens auraient bien fait d'accorder quelque attention à ce dicton qui en dit long sur le circuit économique.

pouvoir d'achat dans l'attente d'un produit escompté, et donc à l'investissement global, quelles que soient les périodicités conventionnelles de ces diverses rémunérations<sup>74</sup>.

Le cycle de l'investissement monétaire s'inscrit en faux contre l'adage selon lequel les « profits d'aujourd'hui » constitueraient les « investissements de demain ». Il induit en outre une modification radicale du statut et de la mission de la banque centrale. Elle devient le banquier de l'État qui peut lui demander directement crédits et découverts. Par le moyen du réescompte des effets de crédit, elle peut aussi assurer automatiquement le refinancement du secteur bancaire qui de la sorte n'est plus contraint de spéculer sur les marchés financiers. Ces marchés, quant à eux, ne peuvent plus gouverner les taux d'intérêt des dettes souveraines.

---

<sup>74</sup> Concernant l'identification de la masse monétaire et de l'investissement économique global : Keynes, « Alternative theories of the rate of interest », in *Economic Journal*, 47, 1937, p.247.

## Sortie de crise

**Où l'on conclut que la résorption de la crise consiste à sortir la dette publique des marchés financiers, et à enrayer la compétitivité par le coût du travail au moyen d'un pilotage politique du taux de change.**

La sortie de la dette publique des marchés financiers est la première condition. Elle peut être accomplie de deux manières. Ou bien l'on répudie les traités de Maastricht et de Lisbonne et on entre alors en conflit ouvert avec les gouvernements qui continuent de les respecter ou du moins d'y croire. C'est juridiquement possible, bien que les traités en question ne comportent pas de clause résolutoire. Avec un préavis d'un an, la Convention de Vienne sur les traités, antérieure aux traités européens, l'autorise. Il ne saurait y avoir d'ailleurs de traité sur l'éternité, car il serait léonin et pourrait donc être réputé non écrit. Ce serait également légitime, car les clauses économiques et financières de ces traités sont absurdes et même criminelles, comme en témoigne la réalité grecque, irlandaise, portugaise, espagnole et italienne, en attendant qu'elle s'étende à la France et à d'autres nations.

Ou bien l'on choisit de rester, au moins provisoirement, dans le cadre des traités existants. Le système présente alors une faille qui peut être exploitée : le protocole du 5 mai 2008 régissant le réseau des banques centrales européennes accorde explicitement aux organismes publics de crédit le même statut que les organismes privés<sup>75</sup>. C'est-à-dire que ces organismes peuvent acquérir des obligations d'État et accéder aux adjudications d'une banque centrale, au même titre que leurs homologues privés.

Le même protocole reconnaît en outre à toutes les banques centrales de l'eurozone, et pas seulement à la BCE, une large autonomie en matière d'*Open Market* et donc d'adjudications en euros<sup>76</sup>. Si la BCE de Francfort n'est pas d'accord avec telle initiative de l'une d'entre elles, le seul recours dont elle dispose, pour s'y opposer, est la Cour de justice européenne. C'est-à-dire une procédure suffisamment longue pour qu'entre temps la dette publique soit transférée à la Banque de France, et une cause de surcroît parfaitement plaidable au nom du principe de nécessité.

---

<sup>75</sup> ECB, 2011, The Implementation of Monetary Policy in the Euro Area, General Documentation, Art 21.3.

<sup>76</sup> Idem, Art. 18.

Il faut et il suffit, donc, que la licence bancaire et le titre de « spécialiste en bons du Trésor » soient accordés à un organisme public de crédit, auquel l'État vende désormais, exclusivement, les bons du Trésor. Cet organisme se tournera alors, comme actuellement les organismes privés, vers les banques centrales, afin d'en obtenir le financement nécessaire<sup>77</sup>. Cela suppose évidemment la dissolution de l'Agence France Trésor, Cheval de Troyes de la spéculation, et la restitution à la Banque de France du contrôle des opérations, ainsi que la mise à sa tête, et à celle des institutions publiques de crédit, de responsables ayant le sens de l'État ; ce qui ne semble pas être présentement le cas.

Le lien entre l'endettement public et les marchés financiers étant rompu, la dette courante n'en est pas pour autant résorbée. Elle le sera soit par un rachat massif, par la Banque de France, soit en sifflet au fur et à mesure que les bons du trésor arriveront à maturité. Rappelons à cet effet, que les émissions monétaires n'ont aucune influence durable sur les prix, dont la hausse structurelle et cumulative dépend en dernier ressort de la finitude des ressources accessibles.

Cette partie de la dette étant réglée, il reste la dette commerciale et financière extérieure. Publique ou privée, cette dette est la dette de la France. Elle signifie qu'on importe plus de marchandises qu'on n'en exporte ou (et) qu'on exporte plus de capitaux qu'on n'en reçoit. Elle interdit qu'on sorte de l'euro avant de l'avoir rachetée, du moins tant que le taux de change de l'euro en autres devises demeure favorable au rachat.

La faiblesse de la France, c'est en effet sa balance commerciale devenue systématiquement négative. A l'origine de ce phénomène, il y eut l'utopie européiste de la « division du travail » entre les territoires, au mépris des diversités sociologique et écologique nécessaires à la richesse culturelle et sociale. Ce qu'ont perdu de vue les stratèges qui par exemple ont convaincu les gouvernements français des années 1970 et 1980 d'abandonner à l'Allemagne l'industrie de la machine-outil.

Puis sont venues les « délocalisations ». Elles sont de deux ordres. D'une part, celles qui ont consisté à interrompre des productions sur le sol national pour les réimplanter ailleurs. Mais aussi, d'autre part, celles des investissements qui auraient pu être effectués sur place et ont été transférés à l'étranger pour y trouver

---

<sup>77</sup> Preuve que l'idéologie capitalocentriste domine les consciences, la Banque Publique d'Investissement (BPI) ne se voit pas accorder la licence bancaire, afin d'échapper à la tentation, ce qu'aucune opposition ne dénonce.

un moindre « coût du travail ». Le rétablissement d'un équilibre du commerce extérieur passe donc par une récupération industrielle ; mais dans le respect des conquêtes sociales, ce qui s'avère plus complexe que la sortie de la dette publique des marchés financiers.

### **Neutralisation politique de la compétitivité par le coût du travail**

Au temps où l'on ne parlait pas de la « dette publique », les menaces sur les conquêtes sociales par la concurrence des mains-d'œuvre moins chères étaient enrayées par la « dévaluation compétitive ». C'est-à-dire la dévalorisation de la monnaie nationale par rapport au dollar, référence du système monétaire international depuis 1944.

Pour bien comprendre l'importance de ce processus, il faut d'abord savoir que les taxes protectionnistes sur les importations ne suffisaient pas à protéger le tissu industriel et le modèle social. Et ce, pour la simple raison que le reste du monde y opposait des mesures réciproques de rétorsion qui entravaient l'exportation. Ce que l'on gagnait sur l'import, on le perdait sur l'export. Donc, bilan à peu près nul. Le remède, c'était la « dévaluation compétitive » de la monnaie, qui constitue toujours la plus efficace des solutions opposées aux inégalités et à la compétitivité par le coût du travail.

Au lendemain de Bretton Woods, il y avait deux sortes de monnaies dans l'hémisphère occidental : le dollar et les autres. Une parité fixe reliait les autres monnaies au dollar qui lui-même affichait une parité fixe à l'or. Les autres monnaies pouvaient se dévaluer par rapport au dollar, mais jusqu'en 1971 le dollar était contractuellement lié par sa parité à l'or et ne disposait pas, par conséquent, de cette latitude ; sauf à modifier la parité, ce que Washington n'a jamais fait. En revanche, en tant que vainqueur absolu de l'Occident, ayant mis d'accord sous sa houlette les impérialismes européens et japonais, les USA jouissaient de deux prérogatives.

D'une part, tant que de Gaulle n'avait pas troublé le jeu, les USA disposaient du privilège de régler leurs dettes avec autant de dollars que nécessaires, dont personne n'osait réclamer l'équivalent en or au protecteur américain. Ce qui constituait une dévaluation de fait, à ceci près que les conséquences en étaient supportées par les tiers. D'autre part, Washington usait du pouvoir d'imposer la réévaluation d'autres devises par rapport au dollar, et particulièrement auprès des vaincus de la guerre, ce qui revenait au

même<sup>78</sup>. Chaque réévaluation du yen et du mark effaçait un quantum de la dette américaine.

En réponse, les nations qui conduisaient alors des politiques keynésiennes pratiquaient ce qu'on a appelé la « dévaluation compétitive ». Mais les temps ont passé, l'idéologie capitalocentriste est redevenue hégémonique. Elle s'oppose à toute dévalorisation de l'unité de compte et milite au contraire en faveur d'une « monnaie forte ». C'est ainsi que l'euro est maintenu à un taux de change, par rapport au dollar, qui aggrave la régression compétitive. Le pacte Merkozy et toutes les dispositions préconisées pour le « sauvetage de l'euro » vont dans ce sens.

Il s'agit donc de rompre avec le mythe de la « monnaie forte » qui des points de vue économique et social ne constitue nullement un avantage, mais au contraire un handicap. Les théories qui prétendent le contraire obéissent au mythe de l'épargne et de la « valeur », ou capitalocentrisme, c'est-à-dire la confusion entre le réel et la finance, laquelle n'est qu'une pure virtualité. De nos jours, la nécessité de la dévaluation compétitive se heurte à deux obstacles.

Le premier est l'appartenance à la zone euro qui impose une monnaie unique à l'ensemble de ses dix-sept membres. On peut alors imaginer une dévaluation compétitive de l'euro par rapport au dollar. Mais la dévaluation d'une monnaie légale est un acte politique qui suppose donc l'existence d'un pouvoir du même nom et d'une banque centrale à son service. Pouvoir actuellement inexistant à l'échelle de l'eurozone, et banque centrale actuellement au service d'une idéologie délirante.

Les gouvernements de la zone cherchent à imposer un pouvoir centralisé, mais d'une manière technocratique et insidieuse. Le procédé choisi consiste en effet à contourner les règles démocratiques, par un ensemble de textes sacrés qui s'imposerait à la politique sans être authentifié par une instance institutionnelle définie, et sans abandonner la pseudo « indépendance » de la banque centrale. Ce serait en quelque sorte la dictature d'un dogme qui transcendant les institutions s'imposerait à tous à partir des croyances de tous, comme pour les religions sans pape avec toutes les interprétations et disséminations que l'on peut y voir.

La raison en est que pour instituer un pouvoir politique, il faut un minimum d'homogénéité sociale, économique et fiscale. Or, l'Union européenne ayant été conçue et construite à l'envers, elle se

---

<sup>78</sup> C'est aujourd'hui le yuan chinois qui fait l'objet de cette attention particulière de la part de l'administration US, mais avec semble-t-il beaucoup moins de succès.

trouve aujourd'hui gravement disparate à ces égards. Il semble donc, sauf rééquilibrage mais dans un trop bref délai, qu'il faille renoncer à exercer le droit de dévaluation compétitive à partir de l'euro. Reste la sortie de la zone, à l'instar de la Grande Bretagne sortie du SME, mais après avoir récupéré la dette en euros. Sinon, on tombe dans un conflit omnidirectionnel avec le reste du monde imposant l'isolement, ou dans l'assujettissement à une dette inextinguible, facteur d'allégeances et d'appauvrissement.

Le second obstacle qui semble-t-il s'oppose à la dévaluation compétitive n'est autre que le régime des changes flottants qui depuis 1971 s'est substitué à celui des parités fixes défini à Bretton Woods en 1944. Comment dévaluer une monnaie, quand sa valeur relative est quotidiennement définie par le marché des changes ? La réponse est une banque centrale émettrice de la monnaie légale, au service d'une volonté politique.

### Dévaluation en régime de changes flottants

Les pays socialistes du temps de l'empire soviétique disposaient d'une telle latitude. Mais ils commettaient à leur détriment une grave erreur dans la gestion de leurs taux de change. Leur principal souci à cet égard, au demeurant parfaitement légitime, était d'empêcher l'évasion financière dont a particulièrement souffert la RDA avant la construction du « mur ». Pour ce faire, les gouvernements de ces États ont par mégarde instauré un double change de leur monnaie. Un change officiel, gouvernant le tourisme et le commerce extérieur, et un change officieux sur le marché noir, inférieur au premier. L'erreur fut de surévaluer le change officiel par rapport aux estimations du marché. Il aurait fallu faire le contraire.

Il y aura toujours une estimation mercantile relative des monnaies. Même si tous les États se mettaient d'accord pour définir des taux de change fixes, les devises continueraient de s'échanger sous le manteau selon un taux fonction des conjonctures et des aspirations individuelles, complètement indépendant des taux officiels. Pour échapper à ce désordre, il faut et il suffit que le taux offert sur la place financière d'un territoire économique soit plus avantageux pour les capitaux entrants (export, tourisme, placements exogènes) que celui des places extérieures. Et ainsi se résout le problème de la méthode de dévaluation compétitive en régime de changes flottants.

Le taux politiquement administré doit être recalculé quotidiennement, en fonction de la balance des paiements et des réserves de change, tant que leurs tendances sont négatives. Ce

calcul fait intervenir la situation et la tendance au jour le jour de la balance extérieure, ainsi que le temps au bout duquel l'équilibre est susceptible d'être atteint<sup>79</sup>.

Un taux de change officiel inférieur à celui des marchés favorise le tourisme, les exportations et l'afflux de capitaux, tandis qu'il renchérit les importations et dissuade la fuite des capitaux. C'est autrement dit le moyen de maintenir localement ou de relocaliser les activités économiques domestiques. Voilà ce qu'auraient dû tenter les pays socialistes et qui leur aurait peut-être permis d'évoluer politiquement. En faisant le contraire, ils se sont enfermés dans une économie de guerre languissante et une politique publique à l'avenant.

En résumé, il convient soit de gouverner l'euro à l'échelle de la zone (peu probable actuellement), soit sortir de l'euro après avoir récupéré la dette en euros. Ce sont là les solutions les moins conflictuelles. Maintenant, compte tenu de la contamination des esprits, il n'est pas exclu que cette crise se prolonge pour se résoudre dans un drame où disparaîtront toutes les notions actuelles de droit et de propriété.

### **Le coût du capital**

A la compétitivité par le coût du travail correspond symétriquement une compétitivité par la valorisation et la rémunération du capital. Héritage du passé, le coût du capital constitue aujourd'hui une ponction parasitaire qui neutralise toute velléité politique de sortir de la crise.

Dans sa rage de liquider l'État en tant que puissance économique, l'idéologie « libérale » et mercantile a réussi à imposer une vision de l'économie dont le développement dépendrait de l'initiative privée. C'est tout simplement une légende erronée, démentie par l'Histoire. De tous temps, en tous lieux, c'est la dépense et la législation du prince ou de la république qui tire, en cascade, l'activité économique. C'est aujourd'hui le cas aux USA, sanctuaire du libéralisme économique, où la crise résulte de la limite de l'endettement de l'État imposée par le Congrès, alors que le budget public est mis à contribution au premier chef pour sauver les banques et les grandes entreprises en difficulté.

Les partisans de la « libre entreprise » prétendent qu'elle favoriserait la création, l'innovation, la réactivité et surtout la rentabilité, alors que la sphère publique les étoufferait. Là encore, il

---

<sup>79</sup> Exemple de calcul en Annexe 3.

s'agit d'une légende erronée. En Angleterre et aux USA, on ne compte plus les entreprises industrielles et les banques sauvées par l'État. En France, aucune des entreprises privatisées ne se montre aujourd'hui capable d'égaliser les performances socio-économiques des grandes entreprises nationalisées au lendemain de la guerre et dont elles exploitent pourtant l'héritage en infrastructures et en savoir-faire, comme France-Télécom, GDF-Suez et Arcelor-Mittal, par exemples. La seule différence entre les initiatives publique et privée, c'est le prix et les conditions du travail. Telle est la « meilleure rentabilité » de l'entreprise privée. Une rentabilité qui n'est pas sociale, mais uniquement relative au « capital ». D'ailleurs, s'il est un avenir, il n'appartient certes pas à une libre entreprise sans limites, mais à la planification écologique.

### **Inanité de la « stratégie de l'offre »**

Qu'ils soient prétendument « de droite » ou soi-disant « de gauche », les stratèges demeurent soumis à l'orthodoxie capitalocentriste, en accord, en cela, avec une production majoritaire de l'imaginaire collectif. Aussi refusent-ils obstinément de conférer à un organisme public les mêmes prérogatives qu'au privé, bien que les traités le permettent, comme en témoigne le statut limité de la prétendue Banque Publique d'Investissement. Tout juste envisagent-ils de « taxer les transactions financières », c'est-à-dire de lever un nouvel impôt sur les banques qui sera de toute manière compensé.

A cette rigidité idéologique, s'ajoute celle de la « stratégie de l'offre », héritée de Jean-Baptiste Say et concrétisée sous le règne Reagan-Thatcher. Elle consiste à alléger les charges fiscales et sociales des entreprises afin d'accroître leurs marges, en espérant qu'elles les investiront dans le développement productif et de ce fait créeront des emplois. Tel est le pari de l'actuel gouvernement social-démocrate en France. Nous voilà donc en présence d'un nouvel exemple de clivage du contenu de conscience de la part des stratèges. Car ils savent pertinemment, comme les gestionnaires d'entreprises, que ces dernières n'augmentent leurs effectifs que si les commandes et les études de marché font apparaître un accroissement de la demande. Quand la demande est déprimée, toute augmentation des marges ne sert que les actionnaires. Il n'y aura sortie de crise, qu'au moyen d'une stratégie de la demande fondée sur l'accroissement des dépenses publiques et la hausse des bas-salaires.

Mais la stratégie de l'offre n'est qu'un corollaire du capitalocentrisme et hérite, par conséquent, des croyances y associées qui sont plus fortes que la réalité. Elle ne peut être

abandonnée qu'au prix d'un renoncement à ces croyances, non seulement de la part des stratèges mais aussi de celle des victimes. C'est au niveau des consciences que se déroule le combat pour en finir avec le modèle capitalocentrisme, au profit d'un modèle ergocentrisme. C'est-à-dire la restauration d'une comptabilité économique, munie d'un Produit Intérieur débarrassé de ses scories. En un mot, il s'agit de soumettre l'économie à la politique.

Mais l'actuelle absence d'une véritable science économique fait cruellement défaut à la décision politique. Or, l'avènement d'une économie politiquement administrée est d'autant plus urgent, que s'impose la nécessité d'une gestion écologique des ressources planétaires.

### **L'ultime facteur critique**

La crise actuelle, due à un ensemble de croyances irraisonnées, est artificielle. Mais, sous ce désordre d'origine intellectuelle, se profile le spectre d'un facteur critique objectif déjà à l'œuvre dans « l'inflation », qui ne cessera de se dresser devant la civilisation : la finitude des ressources planétaires.

La durée de l'habitation humaine de la Terre dépend du rythme de consommation de ce potentiel. D'où la théorie de la « décroissance », préconisée par quelques économistes et un nombre croissant de militants écologistes. Mais il est une autre limite qui conditionne la survie de l'espèce et, surtout, de la civilisation : le seuil minimum de consommation par individu.

Paradoxalement, en accordant la priorité à la « lutte contre l'inflation », à la répression des dépenses publiques et à la réduction du « coût du travail », le capitalocentrisme semble être en phase, bien qu'il l'ignore totalement, avec la réalité écologique. Grâce à la crise, en effet, la « décroissance » est en marche. Et ses partisans de fustiger les programmes politiques qui préconisent une sortie de crise précisément par la croissance.

Mais bien au-delà d'une simple décroissance, la crise engendre le chômage, la pauvreté et l'aggravation des inégalités. Elle constitue une déconstruction du tissu économique et social et, par conséquent, de la civilisation à l'échelle planétaire. Et ce, sans que pour autant l'écologie s'en trouve préservée, bien au contraire. Il est urgent d'en sortir, par la répudiation de l'idéologie capitalocentrisme. Se pose alors la question de la durée de l'habitation humaine de la Terre. Elle suppose la décroissance, au fur et à mesure des rendements décroissants, mais dans le respect d'un seuil minimum

de confort et de consommation pour préserver la civilisation. Autrement dit, la question du « développement durable » est politique<sup>80</sup>.

Mais le niveau minimum de confort et de consommation des hommes impose que la décroissance économique soit accompagnée d'une décroissance démographique. Or ce retour à l'intuition de Malthus n'est pas envisagé. On lui oppose l'argument des gâchis et des inégalités. Mais quand tous les gâchis et inégalités seront résorbés, la tendance sera toujours à l'œuvre. Ne pourra donc s'y confronter, qu'une civilisation future maîtrisant et planifiant à la fois l'économie et la démographie à l'échelle planétaire, et qu'on ne voit nullement poindre à l'horizon.

---

<sup>80</sup> A. Caillé, *Dé-penser l'économie*, Paris, La Découverte/MAUSS, 2005, pp.251-255.

## Annexes

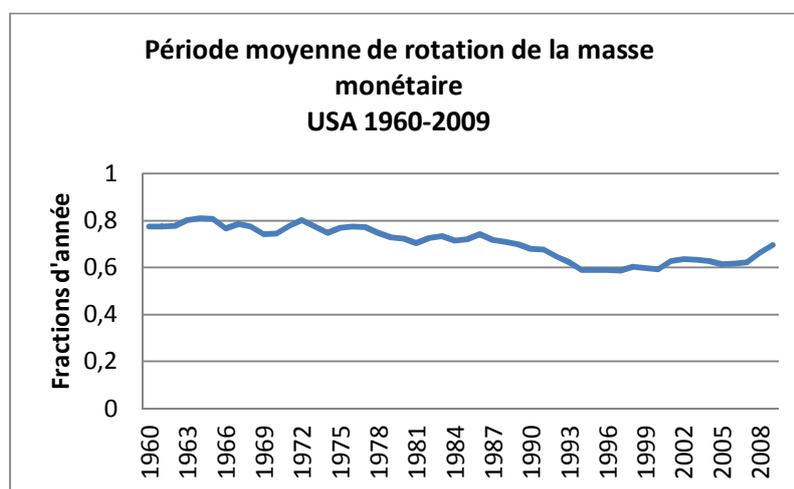
Comme la pensée économique dominante, qu'elle soit *pro* ou *anti* capitaliste, se résume aux comportements humains individuels ou collectifs, la science économique est largement considérée comme une singularité épistémologique. L'économie humaine ne pourrait pas être justiciable d'une « science comme les autres », puisqu'elle dépend des comportements humains. Cette tautologie domine encore la pensée, l'enseignement et la politique économiques.

Pourtant, comme tout autre champ de l'investigation objective, la science économique dispose de quasi constantes indépendantes de tout comportement et qui sont encore en attente d'explication. Elles sont au nombre de deux. La première est la bien connue « célérité de la monnaie » que mesure le rapport DIB/M2 et que les manuels attribuent à la « technique des banques ». Cependant, depuis 1960, la technique des banques a connu un certain nombre de révolutions dont la moindre n'est pas celle de l'informatique. Néanmoins, depuis lors, la vitesse de la monnaie ne montre toujours aucune tendance significative. La seconde quasi constante, moins remarquée et encore jamais analysée, est l'égalité tendancielle entre le taux de croissance et le « déflateur ».

L'annexe 1 montre la première constante, à partir d'une série US de 50 ans, la plus longue dont on dispose. La seconde, toujours à partir d'une série US de même longueur, est présentée en Annexe 2. Ces statistiques sont tirées de la base de données IFS du FMI. Elles sont publiées à la fin, sous forme de tableaux.

## Annexe 1 : Mesure et portée de la période de production

Selon le schéma du cycle de l'investissement proposé précédemment, la période de production moyenne n'est autre que la période moyenne de rotation de la masse monétaire. Elle est mesurée par le rapport de l'agrégat M2 à son flux annuel, la demande intérieure DI après correction de la DIB. Cette grandeur est déjà connue de la science économique qui néanmoins est à ce jour encore incapable d'expliquer pourquoi c'est une quasi constante<sup>81</sup>. Dans l'échantillon US, le plus long à notre disposition, elle oscille entre huit et neuf mois depuis 1960 (Graphe 1). Le fait qu'elle soit une quasi constante suggère de lui attribuer les facteurs spécifiquement humains de la productivité du travail.



Graphe 1, avec la demande intérieure corrigée. Source IFS (tableaux en fin d'ouvrage)

La productivité du travail dépend de trois groupes de facteurs : la performance spécifiquement humaine, sa multiplication par les artefacts et la finitude des ressources naturelles. La composante spécifiquement humaine atteint rapidement une limite inhérente à la résistance physique et mentale. Elle ne peut donc présenter aucune tendance significative. Quant aux artefacts, ils n'ont probablement aucune limite, mais leur efficacité se heurte aux rendements décroissants de l'exploitation de l'écosystème. La productivité spécifiquement humaine ne pouvant pas présenter de tendance significative, demeure donc la dialectique des artefacts et des résistances de l'écosystème.

<sup>81</sup> Ce dont Keynes eut le premier l'intuition (*General Theory*, p.201)

Cette hypothèse permet d'intégrer le paramètre de la finitude des ressources accessibles dans l'équation économique. Pour ce faire, convenons de représenter la production non pas « en volume » et en unités monétaires, comme la Comptabilité nationale, mais en nombre  $c$  d'un produit moyen de consommation finale, identifié par son cycle de période  $\bar{\theta}$  et de fréquence  $\bar{\varphi}$  dans l'unité de temps. Soit en flux :

$$C = \bar{\varphi}c$$

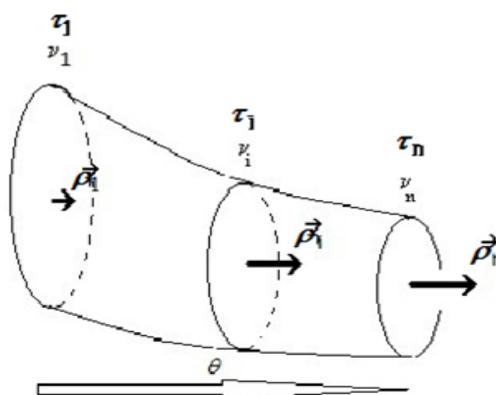
La productivité sera notée  $\rho$  et définie comme le ratio du nombre  $c$  de cycles moyens par le nombre  $\nu$  de producteurs dans l'unité de temps, soit :

$$\bar{\rho} = \frac{C}{\nu} = \bar{\varphi} \frac{c}{\nu}$$

La productivité se décompose donc en deux : le nombre de cycles simultanément entrepris en moyenne par producteur et la fréquence du cycle. L'une de ces composantes appartient à la technique, tandis que l'autre est de l'ordre de la capacité humaine. La composante spécifiquement humaine est représentée par la fréquence de la période moyenne de rotation de la masse monétaire, mesurée par le rapport de l'agrégat monétaire M2 à son flux annuel, la Demande Intérieure (Graphe 1). C'est donc la seconde composante, que nous noterons  $\tau$  pour  $\tau\epsilon\chi\nu\eta$ , qui représente l'intervention des artéfacts dans la productivité :

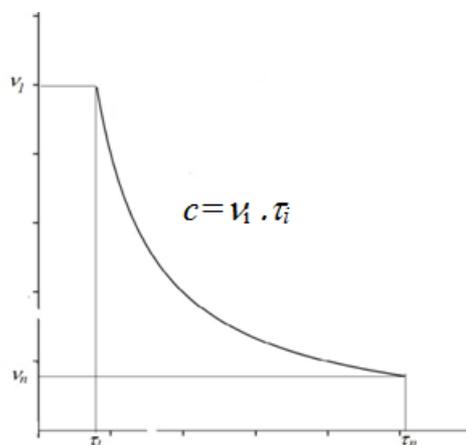
$$\frac{c}{\nu} = \bar{\tau} \Rightarrow \bar{\rho} = \bar{\varphi}\bar{\tau}$$

La chaîne productive peut être représentée par une veine de flux abstraite (qui ne prétend pas représenter l'enchaînement réel des transformations), de section variable entre l'amont, au plus près des ressources naturelles, et l'aval qui fournit les produits de la consommation finale :



Chaque secteur  $i$  est caractérisé par un nombre de producteurs  $v_i$  et leur production individuelle moyenne  $\bar{\tau}_i$ . Le nombre de cycles de produits finals en progression est identique dans tous les secteurs, l'ajustement étant assuré par les variations des stocks et de la vitesse du volume de transport.

La productivité la plus faible, requérant le plus grand nombre de producteurs, se trouve directement aux prises avec les cycles naturels. Les secteurs sont ainsi organisés, de l'amont vers l'aval de la chaîne, selon l'ordre croissant des productivités. L'amont et l'aval de cette chaîne abstraite sont séparés dans le temps par la période moyenne de production.



Chaque secteur  $i$  engage le même nombre de cycles de produit  $c = v\bar{\tau}$ . Le segment d'hyperbole ci-dessus postule que pour une production donnée la course aux gains de productivité ne supprime pas le travail, mais le déplace de l'aval vers l'amont de la chaîne productive.

Chaque production périodique  $c$  entraîne une diminution du nombre potentiel  $q$  de cycles non renouvelables autorisés par le stock accessible des ressources naturelles :

$$dc = -\partial q$$

Cette perte de potentiel entraîne les rendements décroissants de son exploitation. Nous définirons cette perte par la diminution du nombre potentiel de cycles transformables par producteur sur la période de production  $\bar{\theta}$  :

$$\frac{\partial q}{\partial v} = -\frac{dc}{dv}$$

Finalement, la  $\tau\varepsilon\chi v\eta$  compense simplement les rendements décroissants :

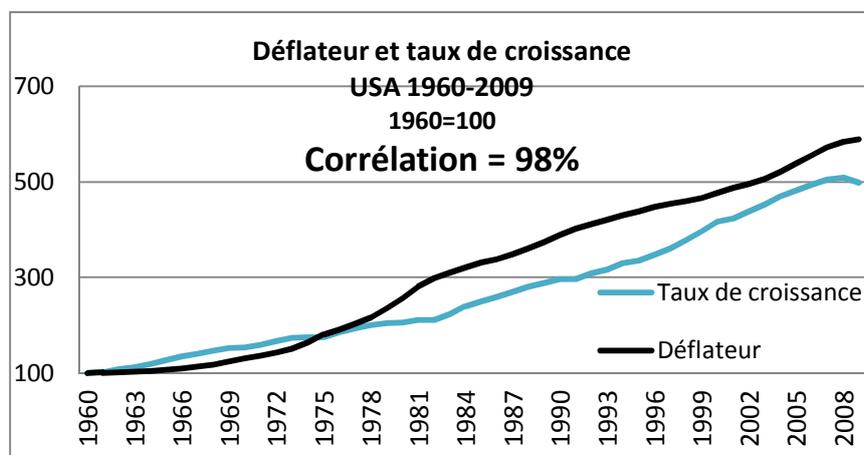
$$c = v\bar{t} \Rightarrow \frac{\partial q}{\partial v} = -\bar{t}$$

La perte de profitabilité est par conséquent directement opposée à la course aux gains de productivité par les moyens techniques. Cette opposition reflète l'impossibilité de substituer des artéfacts aux ressources naturelles, et met un point final aux conjectures sur la « fin du travail ». Elle atteste aussi que la productivité technique est à la fois nécessaire, pour maintenir un niveau stable de production-consommation par tête, et illusoire au-delà de ce but.

## Annexe 2 : Limite de la productivité

La résultante de la loi de Marshall peut à première vue se traduire par trois possibilités : 1) les performances des artéfacts compensent les rendements décroissants ; 2) elles leur sont supérieures ; 3) elles n’y suffisent pas. La réponse est donnée par la relation entre le taux de croissance de la consommation et l’indice du niveau général des prix. Si les artéfacts permettent de compenser les rendements décroissants, nous devrions observer une inflation nulle à croissance nulle. Si elles leur sont supérieures, nous devrions observer une déflation à croissance nulle. Si elles n’y suffisent pas, nous devrions observer une inflation résiduelle à croissance nulle.

Ces trois possibilités sont effectivement observables en séquences dans tous les échantillons statistiques disponibles. Mais l’échantillon US, le plus long que nous possédions, montre une étroite corrélation entre le taux de croissance et le déflateur sur le long terme, c’est-à-dire, en moyenne, une compensation entre les gains de productivité et les rendements décroissants de l’exploitation des ressources environnementales.



Graphe 2, avec Demande Intérieure corrigée, source IFS

L’on pourrait conclure du Graphe 2, que ce résultat statistique caractérise les USA. Mais en fait, il confirme un résultat théorique obtenu à partir de l’axiome d’égalité tendancielle entre production et consommation.

Soit  $m$  la « masse monétaire », c’est-à-dire le crédit globalement accordé à l’appareil productif, qui le distribue aux ménages dans l’attente d’un produit escompté. Il couvre non seulement la mobilisation de la force de travail nécessaire, mais aussi les divers tributs au capital et à la communauté. Au début d’une

période  $\theta$ , l'investissement  $m$  anticipe une nouvelle production  $c$ , aux prix initiaux  $\pi_0$  :

$$m = c\pi_0$$

En flux, c'est le Produit intérieur :

$$PI = C\pi_0$$

L'investissement distribue un pouvoir d'achat exercé sur la production existante  $C_0$  sur le cours de la période, aux prix de marché variables  $\pi$ . C'est la consommation, ou Demande intérieure :

$$DI = C_0\pi$$

Production et consommation sont tendanciuellement égales, l'ajustement étant assuré par la variation des stocks. Pour un territoire économique partiel, c'est la balance commerciale qui assure l'ajustement avec le reste du monde. A l'échelle globale, la somme des balances commerciales est nulle par définition, ce qui signifie bien une globale égalité tendancielle de  $PI$  et  $DI$ , puisque la variation des stocks ne peut pas supporter de tendance significative sur le long terme :

$$C\pi_0 = \pi C_0 \Leftrightarrow \frac{C}{C_0} = \frac{\pi}{\pi_0}$$

D'où il s'avère que le déflateur tend à s'aligner sur le taux de croissance, ainsi que vérifié par le coefficient de corrélation du Graphe 2. Notons que l'égalité tendancielle entre production et consommation implique qu'en moyenne les gains de productivité compensent juste les rendements décroissants de l'écosystème. Cela signifie que l'inflation n'est soluble qu'à croissance nulle, les rendements décroissants étant alors compensés par des gains de productivité, ou par la récession.

En d'autres termes, la course aux gains de productivité est à la fois nécessaire et vaine. Nécessaire, pour assurer un niveau stable de consommation à l'espèce humaine, en surpassant l'inexorable réaction naturelle. Vaine, parce qu'au-delà de ce seuil tout excès de productivité intensifie l'exploitation de l'écosystème et, de ce fait, entraîne une aggravation des rendements décroissants qui l'annule.

### Annexe 3 : Dévaluation en régime de changes flottants

Les devises nécessaires au paiement des importations, des créances extérieures et des dépenses extérieures des résidents d'un territoire considéré sont acquises sur les places étrangères, à un taux variable  $r_I$ . Soit  $I$  leur somme en euros.

Les euros nécessaires à l'acquisition par le reste du monde des exportations du territoire, aux capitaux entrants, au tourisme et autres dépenses des étrangers sont acquis sur la place financière du territoire considéré, à un taux politiquement administré  $r_E$ . Soit  $E$  le total en euros de cette transaction.

Tant que la balance extérieure est négative, la dévaluation consiste en une offre de change, sur la place financière du territoire considéré, à un taux plus avantageux, pour les fonds étrangers, que sur les places financières extérieures. C'est-à-dire un prix de la devise domestique plus modique que celui que lui accordent les marchés étrangers. Cependant, ce taux devient très vite par cet effet concurrentiel celui des places extérieures, tandis que le rééquilibrage de  $I$  et de  $E$  requiert un laps de temps beaucoup plus long que la variation du change au jour le jour. De sorte que le taux de change domestique doit être quotidiennement révisé, jusqu'à l'obtention de l'équilibre. C'est en cela que la dévaluation devient compétitive en régime de changes flottants.

Le taux de change administré  $r_E$  dépend des variations observées des flux  $I$  et  $E$ , ainsi que du rapport instantané  $I/E$ . Soit sur la période  $t-t_0$  :

$$r_E = r_I \cdot \frac{I}{E} \cdot \frac{\log I_t - \log I_{t_0}}{\log E_t - \log E_{t_0}}$$

A partir de cette formule et des données d'Eurostat, et considérant que l'indicateur principal est le ratio *import/export* des biens et des services, il est possible de déterminer, par territoire, le taux de dévaluation nécessaire pour une sortie de la zone euro. Par exemple, pour l'année 2010, le calcul donne 25% pour la Finlande, le Portugal et la Slovénie, 10% pour la Slovaquie, 20% pour la France et 80% pour l'Italie. La Grèce était déjà sortie de l'épure. Si elles avaient quitté la zone euro en 2010, l'Espagne et la Belgique n'auraient pas eu à dévaluer.

Tableau des valeurs IFS de référence

Réf. IFS	A	B	C	D	E	F
	PIB	FBCF	Export	Import	DEFLATEUR	M2
	11199B.CZF...	11199B.CZF...	11190C.CZF...	11198C.CZF...	11199BIRZF...	11159MB.ZF...
1960	526,475	103,975	27,025	22,85	18,5973	312,4
1961	544,775	106,525	27,6	22,7	18,8056	335,5
1962	585,65	115,3	29,1	24,975	19,0618	362,7
1963	617,775	121,775	31,075	26,15	19,2651	393,2
1964	663,65	131,875	35	28,1	19,5633	424,7
1965	719,125	144,55	37,15	31,525	19,9195	459,2
1966	787,675	157,475	40,925	37,05	20,484	480,2
1967	832,45	161,7	43,45	39,9	21,1146	524,8
1968	909,85	175,775	47,9	46,55	22,0121	566,8
1969	984,45	190,5	51,925	50,5	23,0993	587,9
1970	1038,35	193,925	59,725	55,75	24,3176	626,5
1971	1126,85	211,675	62,975	62,35	25,5333	710,3
1972	1237,9	241,1	70,85	74,225	26,6345	802,3
1973	1382,27	275,45	95,275	91,175	28,1119	855,5
1974	1499,45	291,65	126,65	127,475	30,6642	902,1
1975	1637,68	299,6	138,7	122,725	33,5624	1016,2
1976	1824,58	341,175	149,525	151,125	35,4886	1152
1977	2030,12	406,525	159,35	182,425	37,7512	1270,3
1978	2293,75	489,275	186,875	212,25	40,3998	1366
1979	2562,2	563,4	230,15	252,675	43,7607	1473,7
1980	2788,15	585,825	280,775	293,825	47,7505	1599,8
1981	3126,85	649,45	305,225	317,75	52,2256	1755,5
1982	3253,18	644,45	283,2	303,2	55,4114	1909,3
1983	3534,6	692,9	277	328,675	57,6027	2125,7
1984	3930,92	809,55	302,375	405,125	59,7666	2308,8
1985	4217,48	873,2	302,025	417,25	61,5757	2494,6
1986	4460,05	913,2	320,35	452,85	62,9368	2731,6
1987	4736,35	942,125	363,775	508,7	64,7637	2831
1988	5100,43	989,25	443,9	553,975	66,9883	2993,9
1989	5482,12	1044,93	503,125	591,05	69,5178	3158,4
1990	5800,53	1062,18	552,125	629,75	72,2004	3276,3
1991	5992,1	1023,6	596,575	623,55	74,7599	3376,4
1992	6342,3	1071,53	634,95	667,8	76,5324	3428,9
1993	6667,33	1152	655,6	719,975	78,2233	3479,3
1994	7085,15	1254,4	720,725	813,45	79,8716	3493,7
1995	7414,63	1345,45	811,875	902,55	81,5354	3637,4
1996	7838,47	1453,65	867,65	963,975	83,0882	3817,5
1997	8332,35	1569,97	954,425	1055,77	84,555	4032,1
1998	8793,48	1709,9	953,875	1115,67	85,5103	4373,5
1999	9353,5	1868,08	989,3	1251,37	86,7684	4632,6
2000	9951,48	2022	1093,22	1475,27	88,6469	4914,8
2001	10286,2	2022,25	1027,73	1398,73	90,6497	5430,9
2002	10642,3	1978,43	1003,03	1430,2	92,1174	5778,7
2003	11142,2	2069,13	1041,03	1545,15	94,1006	6067,4
2004	11867,7	2276,05	1180,23	1798,93	96,7706	6409,4
2005	12638,4	2514,28	1305,1	2027,8	100	6675,5
2006	13398,9	2692,28	1471,05	2240,35	103,257	7072,5
2007	14061,8	2722,58	1661,68	2375,65	106,296	7502,6
2008	14369,1	2633,35	1843,35	2553,82	108,619	8255,3
2009	14119,1	2219,77	1578,35	1964,75	109,615	8542,8

Tableau des valeurs des graphiques

	G	H	I	J	K	L	M
	PIB corrigé	Balance extérieure	Conso	période $\theta$	Conso en volume	Croissance	Déflateur
	A-B	C-D	G-H	F/I	Ix100/E	1960=100	1960=100
1960	422,5	4,175	418,325	0,77420099	2249,38566	100	100
1961	438,25	4,9	433,35	0,77420099	2304,36678	102,444273	101,120055
1962	470,35	4,125	466,225	0,77795056	2445,86031	108,734591	102,497674
1963	496	4,925	491,075	0,80069236	2549,03945	113,321584	103,590844
1964	531,775	6,9	524,875	0,80914503	2682,95737	119,275117	105,194302
1965	574,575	5,625	568,95	0,8071008	2856,24639	126,978954	107,109634
1966	630,2	3,875	626,325	0,76669461	3057,63035	135,931797	110,145021
1967	670,75	3,55	667,2	0,78657074	3159,89884	140,478304	113,535836
1968	734,075	1,35	732,725	0,77355079	3328,73738	147,984289	118,361805
1969	793,95	1,425	792,525	0,74180625	3430,94812	152,528229	124,207815
1970	844,425	3,975	840,45	0,74543399	3456,13876	153,648119	130,758766
1971	915,175	0,625	914,55	0,77666612	3581,79319	159,234285	137,295736
1972	996,8	-3,375	1000,175	0,80215962	3755,18594	166,942735	143,217026
1973	1106,82	4,1	1102,72	0,77580891	3922,60929	174,385805	151,16119
1974	1207,8	-0,825	1208,625	0,74638536	3941,48551	175,224977	164,885225
1975	1338,08	15,975	1322,105	0,76862276	3939,24451	175,12535	180,469208
1976	1483,405	-1,6	1485,005	0,77575496	4184,45642	186,026633	190,826625
1977	1623,595	-23,075	1646,67	0,77143569	4361,90108	193,915216	202,992908
1978	1804,475	-25,375	1829,85	0,74650928	4529,35411	201,359606	217,23476
1979	1998,8	-22,525	2021,325	0,72907622	4619,04174	205,346812	235,306738
1980	2202,325	-13,05	2215,375	0,72213508	4639,48021	206,255436	256,76039
1981	2477,4	-12,525	2489,925	0,70504132	4767,63311	211,952676	280,82356
1982	2608,73	-20	2628,73	0,72632031	4744,02379	210,903087	297,954004
1983	2841,7	-51,675	2893,375	0,73467836	5022,98503	223,30475	309,736897
1984	3121,37	-102,75	3224,12	0,71610238	5394,51801	239,821837	321,372457
1985	3344,28	-115,225	3459,505	0,72108582	5618,29585	249,770235	331,100213
1986	3546,85	-132,5	3679,35	0,74241374	5846,10276	259,897751	338,419018
1987	3794,225	-144,925	3939,15	0,71868296	6082,34242	270,40016	348,242487
1988	4111,18	-110,075	4221,255	0,70924405	6301,481	280,142312	360,204438
1989	4437,19	-87,925	4525,115	0,69797121	6509,28971	289,380777	373,805875
1990	4738,35	-77,625	4815,975	0,68029838	6670,28853	296,538234	388,23055
1991	4968,5	-26,975	4995,475	0,67589168	6682,02472	297,059985	401,9933
1992	5270,77	-32,85	5303,62	0,64652068	6929,90158	308,079744	411,524254
1993	5515,33	-64,375	5579,705	0,62356343	7133,04731	317,110909	420,616434
1994	5830,75	-92,725	5923,475	0,58980581	7416,24683	329,700991	429,479548
1995	6069,18	-90,675	6159,855	0,59050091	7554,82281	335,861606	438,426008
1996	6384,82	-96,325	6481,145	0,58901629	7800,31942	346,775546	446,775607
1997	6762,38	-101,345	6863,725	0,58745069	8117,46792	360,874885	454,662774
1998	7083,58	-161,795	7245,375	0,60362645	8473,10207	376,685164	459,799541
1999	7485,42	-262,07	7747,49	0,5979485	8928,93035	396,949731	466,564501
2000	7929,48	-382,05	8311,53	0,59132314	9375,99623	416,824753	476,66543
2001	8263,95	-371	8634,95	0,628944	9525,62446	423,476713	487,434735
2002	8663,87	-427,17	9091,04	0,63564785	9868,97155	438,740751	495,326741
2003	9073,07	-504,12	9577,19	0,63352612	10177,6078	452,461664	505,990655
2004	9591,65	-618,7	10210,35	0,62773558	10551,0868	469,065264	520,347577
2005	10124,12	-722,7	10846,82	0,61543383	10846,82	482,212551	537,712464
2006	10706,62	-769,3	11475,92	0,61629046	11113,939	494,08775	555,225759
2007	11339,22	-713,97	12053,19	0,62245762	11339,2696	504,105177	571,56684
2008	11735,75	-710,47	12446,22	0,66327769	11458,603	509,410333	584,057901
2009	11899,33	-386,4	12285,73	0,6953433	11208,0737	498,272657	589,413517